

2012

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

RELEVER LE DEFI DE LA FAIM :
ASSURER UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE DANS UN MONDE
SOUS CONTRAINTES EN EAU, EN ÉNERGIE ET EN TERRES



50 JAHRE welt hunger hilfe

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE IFPRI
A member of the CGIAR Consortium

CONCERN worldwide

ACTED

2012

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

RELEVER LE DEFI DE LA FAIM :

ASSURER UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE DANS UN MONDE
SOUS CONTRAINTES EN EAU, EN ÉNERGIE ET EN TERRES

IFPRI :

Klaus von Grebmer, Claudia Ringler, Mark W. Rosegrant,
Tolulope Olofinbiyi, Doris Wiesmann, Heidi Fritschel,
Ousmane Badiane, Maximo Torero, Yisehac Yohannes

Concern Worldwide :

Jennifer Thompson

Welthungerhilfe et Green Scenery :

Constanze von Oppeln, Joseph Rahall

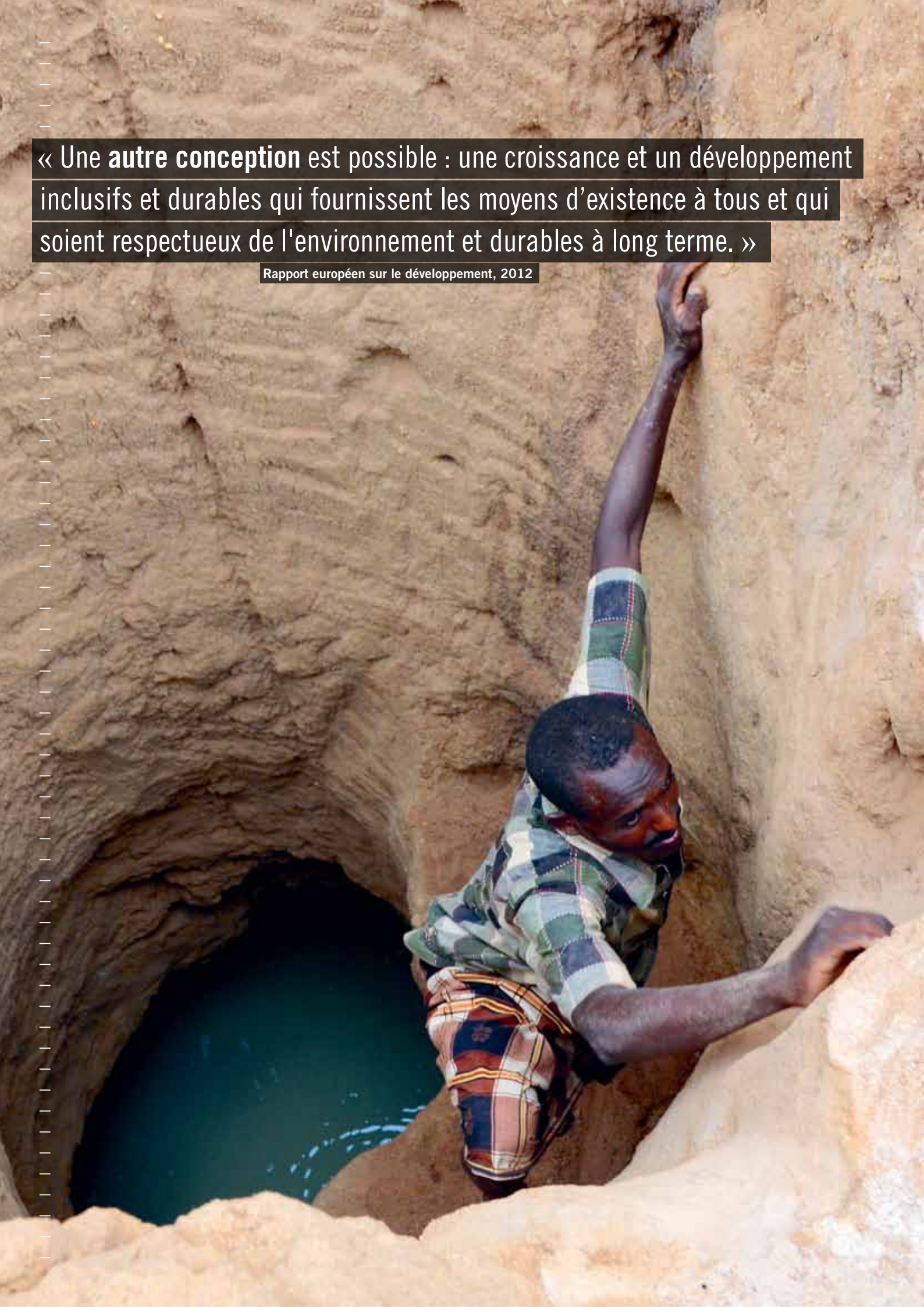
Bonn/Washington, DC/Dublin/Paris/Milan

Octobre 2012



« Une **autre conception** est possible : une croissance et un développement inclusifs et durables qui fournissent les moyens d'existence à tous et qui soient respectueux de l'environnement et durables à long terme. »

Rapport européen sur le développement, 2012



AVANT-PROPOS

Avons-nous assez d'une planète ?

Les récents événements – sécheresse, conflits autour des investissements dans les terres arables du monde entier, volatilité des prix de l'énergie et chocs affectant l'approvisionnement énergétique – témoignent de la rareté des ressources dont nous dépendons pour produire suffisamment de denrées alimentaires et nourrir le monde. Il devient de plus en plus évident que si l'on veut nourrir durablement 9 milliards d'êtres humains – population mondiale projetée pour 2050 et dont la consommation sera équivalente à celle de 12 milliards d'individus si le mode de consommation des pays industrialisés se généralise – il est nécessaire d'adopter une approche beaucoup plus prudente et intégrée de l'affectation des terres, de l'énergie et de l'eau que celle qui est la nôtre à l'heure actuelle.

Il est tout à fait indispensable que, dès à présent, nous nous mettions à produire davantage de denrées avec moins de ressources et que nous utilisions les récoltes de manière plus efficace. Or, force est de constater qu'en dépit de décennies d'efforts et de grands discours, nous n'avons pas été en mesure d'éradiquer la faim. L'Indice de la faim dans le monde 2012 (GHI), publié conjointement par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), Concern Worldwide, Welthungerhilfe et ACTED montre que les progrès relatifs à la réduction du nombre d'individus souffrant de la faim ont été dramatiquement lents. Selon cet indice, le niveau de la faim à l'échelle mondiale demeure « grave ». Vingt pays ont des niveaux de faim « alarmants » ou « extrêmement alarmants ». L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne sont les régions du monde qui pâtissent des niveaux de faim les plus élevés. Cela représente une souffrance incommensurable pour des millions de personnes.

C'est la septième année que l'IFPRI calcule l'Indice de la faim dans le monde et propose une analyse pluridimensionnelle de cet indicateur. Il est important de signaler que les scores GHI représentent des moyennes par pays : dans des pays classés dans la catégorie faim « modérée » ou « grave », certaines régions peuvent être marquées par une situation de faim « alarmante » ou « extrêmement alarmante ». Ce rapport ne présente pas une photographie du présent mais du passé récent. Les scores GHI reflètent les données les plus récentes disponibles auprès des gouvernements et des agences internationales, mais ces statistiques sont en décalage avec la réalité. En effet, comme il n'existe pas de données actualisées de la situation de la faim dans le monde, le

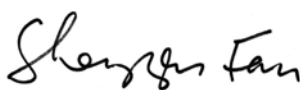
rapport ne prend pas en compte l'impact des événements récents. Nous espérons que les gouvernements et les agences internationales travailleront de concert pour rassembler des données plus complètes et actualisées sur la faim dans leurs pays et dans le monde.

Le GHI 2012 s'intéresse tout particulièrement à la manière de garantir la sécurité alimentaire de manière durable dans des situations de stress hydrique, pénurie énergétique et rareté des terres. Les changements démographiques, l'accroissement des revenus et les schémas de consommation qui en découlent, le changement climatique, et, parallèlement, la persistance de la pauvreté ainsi que l'inadéquation des politiques et des institutions, exercent une forte pression sur les ressources naturelles. Dans ce rapport, l'IFPRI décrit la situation de pénurie de terres, d'eau et d'énergie dans les pays en développement et propose deux visions du système alimentaire mondial – un scénario qui ne serait pas durable dans lequel les tendances actuelles d'exploitation des ressources se poursuivent, et un scénario durable avec une amélioration significative de l'accès à l'alimentation, à l'énergie moderne et à l'eau potable avec un enrayement voire un recul de la dégradation des écosystèmes. Concern Worldwide et Welthungerhilfe apportent une perspective de terrain sur les questions du droit foncier et des titres de propriété des terres ainsi que sur les impacts de la pénurie de terres, d'eau et d'énergie pour les populations les plus démunies en Sierra Leone et en Tanzanie. Les deux organisations décrivent également leur travail qui vise à atténuer ces impacts.

En s'appuyant sur les résultats des recherches et sur leur expérience de terrain, l'IFPRI, Concern Worldwide et Welthungerhilfe proposent des stratégies globales pour s'attaquer aux difficultés concernant les quatre dimensions : la terre, l'eau, l'énergie et l'alimentation. Ces stratégies reposent sur une gestion plus responsable des ressources naturelles par les gouvernements, une plus large diffusion des solutions innovantes pour l'utilisation des ressources rares et une prise en compte des facteurs qui contribuent aux pénuries des ressources naturelles, notamment le changement climatique. Ces stratégies n'apparaîtront pas spontanément, il s'agit de les élaborer et de les mettre en œuvre. Toutes les disciplines qui peuvent apporter leur contribution se doivent de le faire – les spécialistes en eau, les experts en énergie, les chercheurs, les médecins, les agriculteurs, les décideurs, les économistes et les nutritionnistes. Nous avons assez d'une planète – si nous ne la gaspillons pas.



Dr. Wolfgang Jamann
Président et Secrétaire général
Welthungerhilfe



Dr. Shenggen Fan
Directeur général
Institut International de Recherche
sur les Politiques Alimentaires



Tom Arnold
Directeur exécutif
Concern Worldwide

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	5
CHAPITRE	
01 Le concept du Global Hunger Index (Indice de la faim dans le monde)	6
02 Tendances mondiales, régionales et nationales	10
03 Une sécurité alimentaire durable dans un monde sous contraintes en terres, en eau et en énergie	22
04 La terre, l'eau et l'énergie : des éléments cruciaux pour les petits agriculteurs	34
05 Recommandations en matière de politiques	46
ANNEXES	
A Source des données et mode de calcul des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2012	54
B Source des données des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2012	55
C Tendances par pays des résultats des GHI de 1990, 1996, 2001 et 2012	57
BIBLIOGRAPHIE	61
PARTENAIRES	66

RÉSUMÉ

Selon l'Indice de la faim dans le monde 2012 (GHI), la faim dans le monde a quelque peu diminué depuis 1990 mais reste « grave ». La moyenne mondiale masque des écarts importants entre les régions et les pays. A l'échelle régionale, ce sont l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne qui obtiennent les scores GHI les plus élevés. L'Asie du Sud a considérablement diminué son score GHI entre 1990 et 1996, notamment en réduisant le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, mais n'a pas pu maintenir un tel rythme de progrès. Bien que l'Afrique subsaharienne ait accompli moins de progrès que l'Asie du Sud dans les années 1990, elle a rattrapé son retard depuis le début du millénaire ; désormais son score GHI est inférieur à celui de l'Asie du Sud.

Entre le GHI de 1990 et celui de 2012, 15 pays ont réduit leur score d'au moins 50%. En termes de progrès absolus, entre les GHI de 1990 et de 2012, les pays qui ont le plus amélioré leur score sont l'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, le Malawi, le Nicaragua, le Niger et le Vietnam.

Vingt pays continuent d'afficher un niveau de faim « extrêmement alarmant » ou « alarmant ». La plupart des pays ayant un score GHI alarmant sont en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (cependant, le GHI 2012 ne reflète pas la récente crise qui a frappé la Corne de l'Afrique et qui s'est intensifiée en 2011, ni la situation d'insécurité alimentaire au Sahel). Deux des trois pays ayant obtenu un score GHI 2012 extrêmement alarmant, le Burundi et l'Erythrée, se situent en Afrique subsaharienne ; le troisième pays concerné est Haïti. Le score GHI d'Haïti a chuté d'environ 25% entre 1990 et 2001, mais cette amélioration a connu un revers dans les années postérieures. Bien que le séisme dévastateur de janvier 2010 ne soit pas entièrement reflété dans le GHI 2012 à cause d'un manque de données récentes, il a replongé Haïti dans la catégorie « extrêmement alarmant ». Contrairement aux dernières années, la République démocratique du Congo n'est pas classée dans la catégorie « extrêmement alarmant ». Cela est dû à des données insuffisantes pour calculer le score GHI du pays. Il est urgent de disposer de données actualisées et fiables afin d'évaluer la situation du pays.

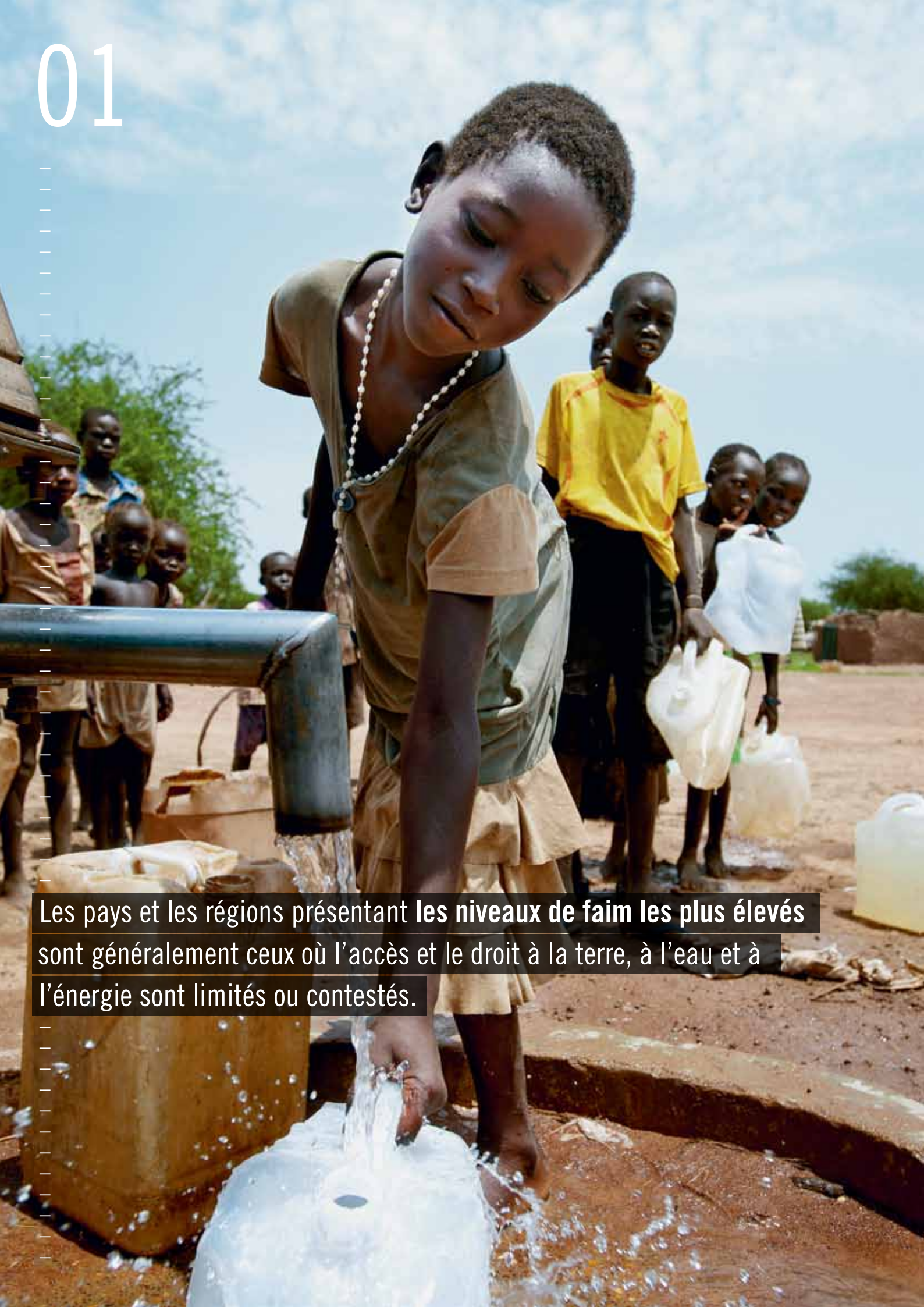
De récents développements dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, ainsi que dans le secteur foncier ont représenté une prise de conscience en matière de sécurité alimentaire à l'échelle mondiale : le monde a besoin de produire plus d'aliments avec moins de ressources tout en supprimant les pratiques et les politiques permettant le gaspillage, voilà la dure réalité. Les changements démographiques, la hausse des revenus, le changement climatique, les mauvaises politiques et les institutions inefficaces entraînent une pénurie des ressources naturelles. A son tour, cette pénurie menace

la production de denrées alimentaires ainsi que l'environnement dont elles dépendent. Désormais, la sécurité alimentaire est indissociable des développements dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de la terre. La hausse des prix de l'énergie a des retombées négatives sur les coûts du carburant et des engrais pour les agriculteurs, augmente la demande de cultures destinées aux biocarburants par rapport aux cultures destinées à l'alimentation, et accroît le prix d'utilisation de l'eau. L'agriculture s'inscrit déjà dans un contexte de pénurie des terres tant en terme de qualité que de quantité : les meilleures terres arables de la planète sont déjà mises en culture et des pratiques agricoles non-durables ont entraîné une détérioration importante des sols. La rareté de terres arables conjuguée à des politiques peu prévoyantes en matière de bioénergies a entraîné de considérables investissements étrangers dans les terres d'un certain nombre de pays en développement, ce qui représente une menace pour les droits fonciers des peuples autochtones. En outre, il existe une pénurie d'eau qui risque de s'aggraver du fait du changement climatique.

Pour enrayer cette tendance, il faut rapidement adopter des stratégies holistiques en matière de terres, d'eau, d'énergie et de denrées alimentaires. Afin de gérer de manière durable les ressources naturelles, il est essentiel de garantir les droits fonciers et le droit à l'eau, de mettre un terme aux subventions inefficaces dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des engrais, et de créer un environnement macroéconomique pour promouvoir une gestion efficace des ressources naturelles. Il est crucial d'augmenter le nombre de solutions techniques, notamment celles qui permettent la préservation des ressources naturelles et prônent une gestion efficace des terres, de l'énergie et des engrais tout au long de la chaîne de valeur. Il est également vital de maîtriser les facteurs de la rareté des ressources naturelles, par exemple en s'attaquant au changement démographique, en prenant en compte l'accès des femmes à l'éducation et à la santé reproductive, en augmentant les salaires et réduisant les inégalités, en atténuant les effets du changement climatique et en s'y adaptant grâce à l'agriculture.

Garantir la sécurité alimentaire, alors que nous sommes soumis à un stress énergétique et hydrique ainsi qu'à une pénurie de terres est un défi de taille. Les mesures politiques décrites dans ce rapport expliquent comment nous pouvons atteindre cet objectif de manière durable et abordable.

01



Les pays et les régions présentant **les niveaux de faim les plus élevés** sont généralement ceux où l'accès et le droit à la terre, à l'eau et à l'énergie sont limités ou contestés.

LE CONCEPT DU GLOBAL HUNGER INDEX

Le Global Hunger Index (GHI), ou Indice de la faim dans le monde, est un outil statistique calculé chaque année par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Cet indice permet de mesurer et de suivre de manière détaillée l'évolution de la faim dans le monde, pays par pays et région par région.¹ Le GHI met en évidence les succès et les échecs des programmes de réduction de la faim et offre un éclairage sur les facteurs de la faim. Ce rapport se donne pour objectif de promouvoir la mise en place d'actions concrètes de lutte contre la faim, en suscitant une prise de conscience et en favorisant une meilleure compréhension des différences régionales et nationales par rapport à la faim.

Il existe plusieurs indicateurs pour calculer la faim (voir « Les concepts de la faim » page 9). Afin de refléter la nature multidimensionnelle de la faim, le GHI réunit trois indicateurs, également pondérés, en un seul indice :

- 1. La sous-alimentation** : proportion de la population sous-alimentée par rapport à l'ensemble de la population (reflète la part de la population ayant un apport calorique insuffisant),
- 2. La sous-alimentation infantile** : proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant un poids insuffisant pour leur âge (indique la proportion d'enfants atteints d'insuffisance pondérale et/ou de retard de croissance),
- 3. La mortalité infantile** : taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (reflète partiellement la synergie fatale entre l'insuffisance en quantité et en qualité de l'apport nutritionnel et un environnement insalubre).

L'approche pluridimensionnelle du GHI présente plusieurs avantages. Le GHI prend en compte la situation nutritionnelle de la population dans son ensemble et reflète également celle des enfants, un des groupes les plus vulnérables et pour lequel l'absence d'une alimentation nutritive et suffisante peut engendrer des maladies, des retards de croissance, des retards sur le plan cognitif, voire la mort. De plus, l'association par le GHI de plusieurs indicateurs calculés de manière indépendante réduit les erreurs dues aux techniques d'échantillonnage.²

L'indice classe les pays sur une échelle de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces extrêmes n'est atteint en réalité. L'échelle en page suivante montre la gravité du niveau de la faim - de « bas » à « extrêmement alarmant » - associée aux différents scores du GHI possibles. Le GHI 2012 a été calculé pour 120 pays pour lesquels il existe des données pour les trois indicateurs et pour lesquels mesurer la faim est une démarche pertinente (certains pays à revenu élevé ont été exclus de fait du calcul du GHI en raison d'une prévalence de la faim très faible).

La précision et l'actualité des données du GHI dépendent de celles de ces trois indicateurs. Le GHI de cette année a été calculé à partir de données recueillies entre 2005 et 2010, en retenant les données les plus récentes disponibles pour chacun des trois indicateurs au niveau de chaque pays. Par conséquent, le GHI 2012 ne décrit pas la situation actuelle, mais offre un aperçu du passé récent.

Pour certains pays comme l'Afghanistan, l'Irak, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Somalie et désormais la République démocratique du Congo et le Myanmar, le GHI n'a pas pu être calculé en raison de l'absence de données sur la sous-alimentation.³ Bien qu'il existe une multitude d'outils techniques permettant la collecte et le traitement quasi instantané des données, des délais importants persistent encore dans la transmission de statistiques vitales concernant la faim. Il est urgent de pouvoir disposer de données nationales plus exhaustives et à jour.

Des mesures sont prises pour améliorer les données sur la sous-alimentation et la répartition de la consommation alimentaire. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) révisé actuellement sa méthodologie d'estimation de la sous-alimentation afin de fournir des données plus à jour et intégrant toutes les données pertinentes, y compris les résultats de nombreuses enquêtes sur les ménages publiées ces dernières années (FAO 2011b).

Des améliorations dans la collecte de données pertinentes et précises sur la faim et l'alimentation permettraient d'obtenir une analyse plus fine et actuelle de la situation de la faim dans le monde et, partant de là, de prendre des initiatives plus efficaces pour réduire la faim.

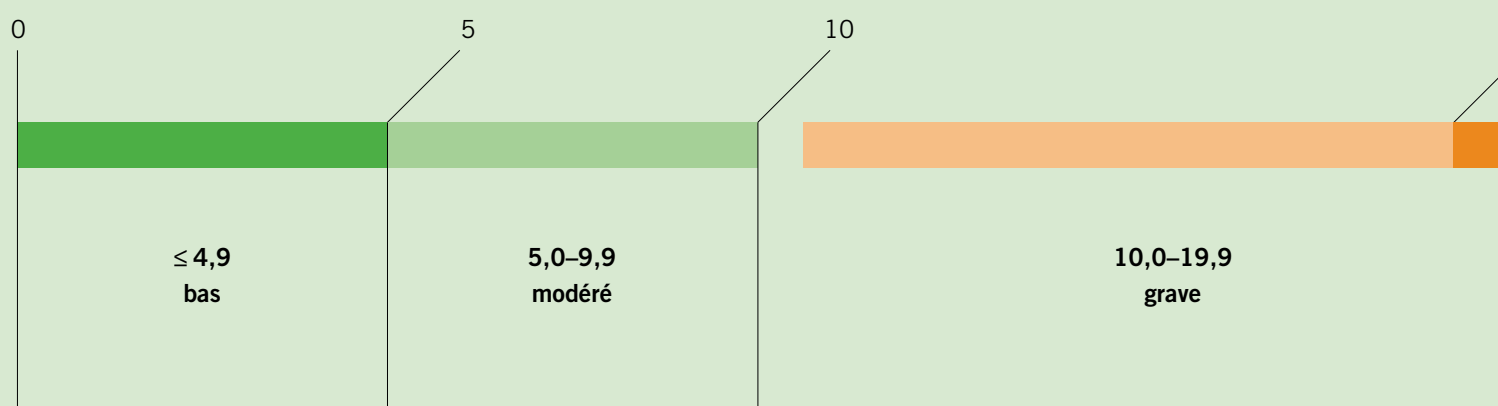
Les données sources utilisées pour calculer le GHI sont révisées continuellement par les agences des Nations Unies chargées de leur collecte et, chaque année, le rapport GHI prend en compte ces révisions. Si celles-ci permettent d'améliorer la fiabilité des données, cela implique aussi que les scores GHI calculés les années précédentes ne sont pas directement comparables entre eux. Toutefois, à l'instar du rapport 2011, le GHI de cette année présente un avantage comparé aux rapports GHI publiés précédemment. Il présente les données les plus récentes ainsi que celles de trois autres périodes de référence : 1990, 1996 et 2001, toutes comparables entre elles, ce qui permet d'effectuer une analyse en profondeur des tendances.

¹ Pour plus d'informations sur ce concept, voir Wiesmann (2004) et Wiesmann, von Braun et Feldbrügge (2000).

² Pour une mesure pluridimensionnelle de la pauvreté, voir l'indice développé par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) pour le Programme des Nations Unies pour le développement (Alkire et Santos 2010).

³ La FAO ne publie plus d'estimations sur la sous-alimentation et la disponibilité énergétique alimentaire par habitant pour la République démocratique du Congo (FAO 2011a), pays dont le GHI a le plus augmenté de manière relative et absolue depuis 1990 d'après les derniers rapports. De même, le GHI du Myanmar n'a pas pu être calculé en raison de l'absence de données sur la sous-alimentation.

GRAPHIQUE 1.1 QU'EST-CE QUE L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI) ?

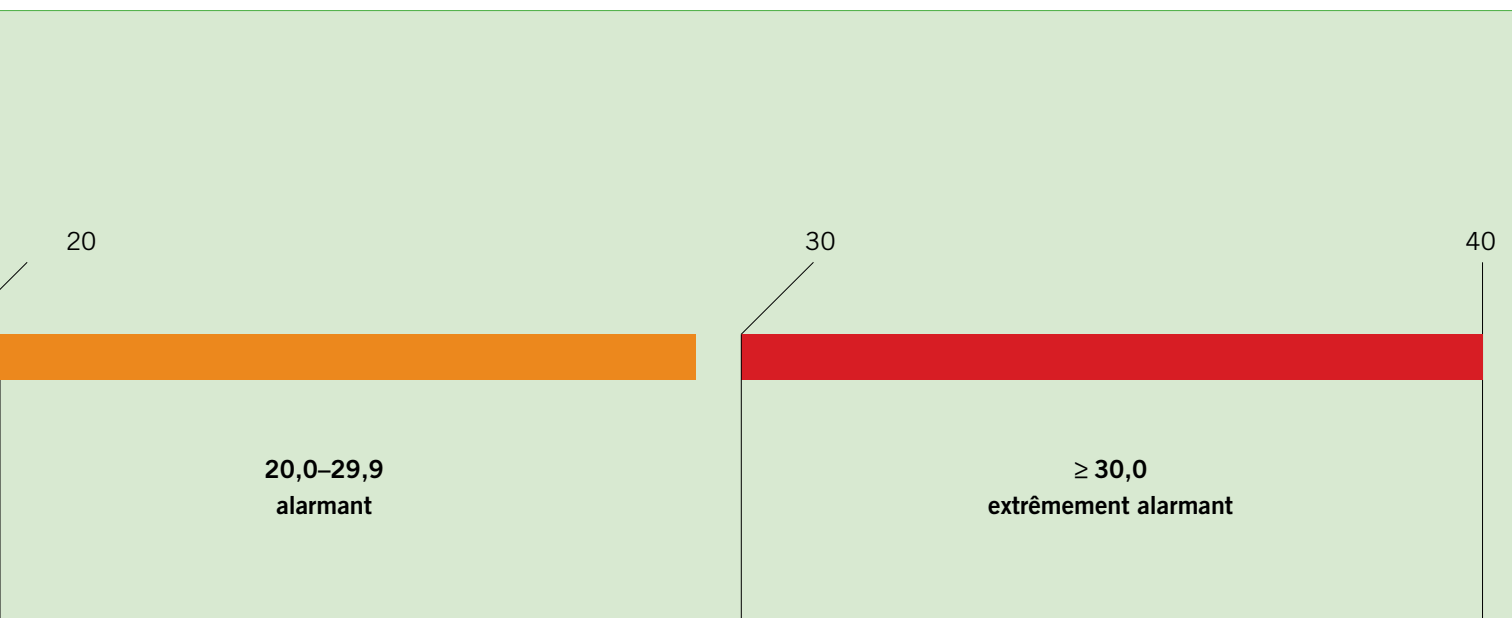


CALCUL DU GHI : INFORMATIONS SUR LES DONNÉES

Les scores GHI de 1990, 1996, 2001 et 2012 présentés dans ce rapport reflètent les dernières données révisées disponibles pour les trois indicateurs du GHI.¹ En l'absence de données originales pour l'un des indicateurs du GHI, des estimations ont été réalisées à partir des dernières données connues. Les indicateurs « mortalité infantile » et « sous-alimentation » du GHI 1990, 1996 et 2001 ont été révisés à partir des données actualisées pour 1990 afin de prendre en compte les dernières révisions effectuées respectivement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De plus, les estimations de la « sous-alimentation infantile » des GHI 1990, 1996, 2001 et 2012 reprennent des données révisées par la FAO sur l'apport calorique. L'indicateur « sous-alimentation infantile » des quatre scores GHI prend également en compte les derniers ajouts de la base de données de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) sur la croissance et la malnutrition infantiles, les derniers résultats des enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) et des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) ainsi que les statistiques de l'UNICEF. L'amélioration des données brutes se traduit par l'amélioration de la qualité du GHI.

Les données utilisées pour le calcul du GHI 2012 couvrent la période 2005-2010 : les données sur la proportion de la population sous-alimentée correspondent à la période 2006-2008 (FAO 2011a, estimations des auteurs). Les données concernant la mortalité infantile sont celles de 2010 (UNICEF 2012b), et les données sur l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2005-2010 disponibles (OMS 2012, UNICEF 2012a, c, MEASURE DHS 2012, estimations des auteurs). Voir l'Annexe A pour plus d'informations sur la source des données et le mode de calcul des GHI 1990, 1996, 2001 et 2012.



LES CONCEPTS DE LA FAIM

La terminologie utilisée pour parler des divers aspects de la faim peut être source de confusion. Le mot « faim » désigne le plus souvent la sensation douloureuse ressentie après un certain temps sans manger. Pour la FAO, la faim ou la « privation alimentaire » correspond à une consommation inférieure à 1800 calories par jour – le minimum requis par la plupart des personnes pour être en bonne santé et mener une vie active.²

Le terme « sous-alimentation » renvoie aux carences énergétiques, protéiques, en vitamines et/ou en minéraux. La sous-alimentation est le résultat d'une alimentation insuffisante – tant en quantité qu'en qualité – ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture consommée due à des infections et/ou à d'autres maladies, à un mauvais accès aux services de santé, ou à une combinaison de ces facteurs, eux-mêmes résultant de l'insécurité alimentaire du ménage, de l'insuffisance des soins de santé infantile et maternelle, et de l'accès inadéquat aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement.

La « malnutrition » désigne dans un sens large aussi bien la sous-alimentation (carence alimentaire) que la suralimentation (régime alimentaire déséquilibré avec un apport calorique excessif par rapport aux besoins énergétiques avec ou sans un apport suffisant d'aliments riches en nutriments). Dans ce rapport, le terme « faim » désigne l'indice calculé à partir des trois indicateurs décrits page 7.

¹ Pour les calculs antérieurs du GHI, voir von Grebmer et al. (2011), von Grebmer et al. (2010), von Grebmer et al. (2009), von Grebmer et al. (2008), IFPRI/Welthungerhilfe/Concern (2007), Wiesmann (2006a, b) et Wiesmann, Weingärtner et Schöninger (2006).

² La FAO prend en compte la structure démographique de la population (âge et sexe) pour calculer les moyennes nationales des besoins énergétiques minimums. Celles-ci varient en fonction des pays (d'environ 1690 kilocalories/personne/jour en Erythrée à 2000 kilocalories/personne/jour au Pays-Bas en 2006-2008). La moyenne des besoins énergétiques minimum par pays est utilisée pour estimer la sous-alimentation (FAO 2011a).

02

La nécessité de **produire plus avec moins**, tout en le faisant de manière durable et en mettant l'accent sur les plus démunis, restera une priorité.



TENDANCES MONDIALES, RÉGIONALES ET NATIONALES

Les progrès dans la lutte contre la faim depuis 1990 demeurent insuffisants. Bien que le nombre de personnes sous-alimentées ait augmenté entre le milieu des années 1990 et 2006-2008, la proportion des personnes sous-alimentées dans le monde a diminué pendant cette même période (FAO 2011a). Puisque le GHI mesure la faim de manière relative, c'est-à-dire qu'il fait référence à la proportion de personnes qui souffrent de la faim (définie au sens large grâce aux trois indicateurs du GHI), l'indice montre une tendance positive. Le GHI mondial⁴ de 2012 a diminué de 26% par rapport au GHI de 1990, passant de 19,8 à 14,7 (graphique 2.1).

Chacun des trois indicateurs a contribué différemment à la baisse des scores GHI à travers le monde depuis 1990.⁵ La baisse de la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile a permis de réduire le GHI mondial de 2,7 points, tandis que la diminution du taux de mortalité infantile et de la proportion de personnes sous-alimentées ont fait baisser le GHI mondial de 1,1 points et de 1,3 points respectivement.

Le principal recul du GHI dans le monde – 2,6 points – a eu lieu entre 1990 et 1996 ; les progrès ont ensuite ralenti. La sous-alimentation et l'insuffisance pondérale infantile se sont principalement améliorées entre 1990 et 1996, tandis que les progrès accomplis dans la réduction de la mortalité infantile se sont accélérés depuis 2001. La proportion de personnes sous-alimentées n'a guère varié

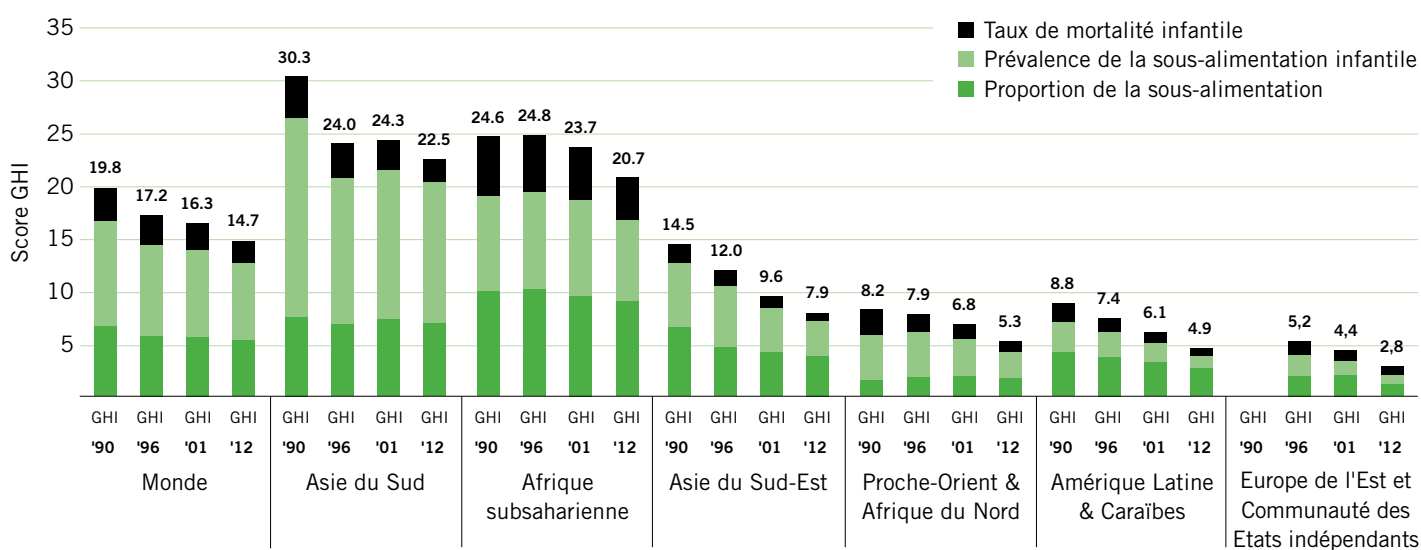
au niveau mondial depuis les années 1995-1997, avec une diminution d'un seul point de pourcentage. La situation générale de la faim dans le monde demeure grave.

Écarts importants au niveau national et régional

Les moyennes mondiales masquent des disparités importantes entre régions et pays. Le score GHI 2012 a diminué de 16% en Afrique subsaharienne par rapport au score GHI de 1990, de 26% en Asie du Sud et de 35% au Proche-Orient et en Afrique du Nord (graphique 2.1). Les progrès enregistrés en Asie du Sud-Est et en Amérique Latine et Caraïbes ont été particulièrement notables, avec des diminutions des scores GHI de 46% et de 44% respectivement (bien que le score fut déjà bas en Amérique Latine et Caraïbes). En Europe de l'Est et pour la Communauté des États indépendants, le score GHI 2012 a diminué de 46% par rapport au score de 1996.⁶

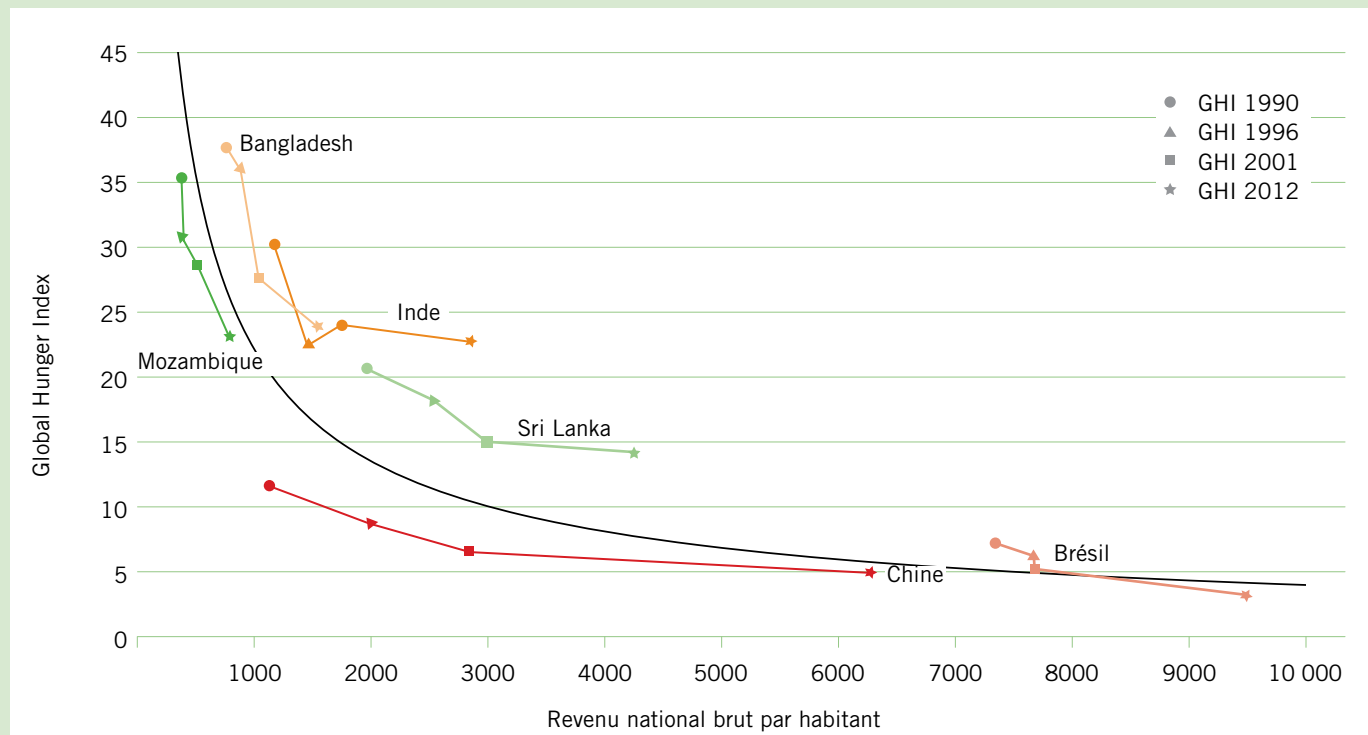
L'Asie du Sud-Est et l'Amérique Latine et Caraïbes ont connu une baisse continue de leurs scores GHI depuis 1990. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la baisse des scores GHI s'est accélérée après une période de quasi-stagnation entre 1990 et 1996. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne – les deux régions ayant les scores GHI les plus élevés avec 22,5 et 20,7 respectivement – l'avancée des progrès a été inégale.

GRAPHIQUE 2.1 CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI 1990, 1996, 2001 ET 2012 PAR RÉGION



Notes : Pour le GHI 1990, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1990-1992 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1990 dans la période 1988-1992 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1990. Pour le GHI 1996, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 1995-1997 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 1996 dans la période 1994-1998 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 1996. Pour le GHI 2001, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2000-2002 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de l'année la plus proche de 2001 dans la période 1999-2003 pour laquelle les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2001. Pour le GHI 2012, les données sur la proportion de la population sous-alimentée sont celles de 2006-2008 ; les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2005-2010, pour lesquelles les données sont disponibles, et les données sur la mortalité infantile sont celles de 2010.

ENCADRÉ 2.1 GHI ET REVENU NATIONAL BRUT (RNB) EN INDE ET AILLEURS



Source : Banque mondiale pour les données sur le RNB par habitant (2012).

Note : Les données sur le revenu national brut (RNB) par habitant se basent sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) exprimée en dollars internationaux constants en 2005. La courbe de tendance en noir a été calculée à partir de la régression des scores GHI par pays 1990, 1996, 2001 et 2012 par rapport à l'évolution du RNB par habitant dans tous les pays ayant des données disponibles. Les points de données pour les GHI 1990, 1996, 2001 et 2012 correspondent aux données du RNB par habitant pour les périodes 1989-1991, 1995-1997, 2000-2002 et 2008-2010 respectivement.

Malgré une forte croissance économique, l'Inde continue d'accuser un retard dans l'amélioration de son score GHI. Après une légère augmentation entre 1996 et 2001, le GHI de l'Inde a diminué faiblement et le dernier GHI se situe environ au même niveau qu'en 1996, comme le montre le graphique ci-dessus. Cette stagnation du score GHI a coïncidé avec le doublement du revenu national brut (RNB) par habitant qui est passé de 1460 à 2850 dollars internationaux constants de 2005 entre 1995-1997 et 2008-2010 (Banque mondiale 2012).

Lorsque l'on compare le score GHI avec le RNB par habitant, il est important de rappeler que le dernier score GHI de l'Inde a été calculé à partir de données partiellement obsolètes. Les données sur la mortalité infantile sont relativement récentes (2010) et celles sur la sous-alimentation sont les plus récentes de la FAO (2006-2008). Quant à l'insuffisance

pondérale, les données proviennent du dernier recensement effectué au niveau national en 2005-2006. Compte tenu de l'absence de suivi des tendances nationales de la sous-alimentation infantile par le gouvernement indien aux cours des six dernières années, tout progrès accompli dans la lutte contre la sous-alimentation infantile n'a pas pu être pris en compte dans le GHI 2012. Toutefois, même en considérant que les avancées récentes dans la lutte contre la malnutrition infantile ne sont pas reflétées dans le dernier GHI, l'évolution du GHI indien est décevante. De manière générale, des revenus plus élevés sont associés à des niveaux de faim moindres. La courbe noire, calculée à partir de la régression du GHI par rapport au RNB par habitant pour 117 pays dont les données sont disponibles, montre cette tendance. Les points de données de l'Inde se situent systématiquement au-dessus de la ligne prévue, ce qui signifie que l'Inde a un GHI supérieur à celui que

l'on pourrait espérer étant donné son RNB par habitant. Entre 1990 et 1996, la courbe de l'Inde a suivi la ligne de tendance, ce qui montre que son score GHI a diminué proportionnellement à sa croissance économique. Néanmoins, après 1996, l'écart entre le développement économique et les progrès dans la lutte contre la faim s'est accru et l'Inde s'est éloignée de la tendance prévue.¹

Dans deux autres pays d'Asie du Sud, le Bangladesh et le Sri Lanka, les scores GHI sont également plus élevés que prévu mais ils ont diminué presque proportionnellement à la croissance du RNB par habitant (c'est-à-dire en grande partie parallèlement à la ligne de tendance). Grâce aux politiques axées sur la protection sociale, aux investissements dans les systèmes de santé publique et dans l'éducation, ainsi qu'à l'engagement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, le Sri Lanka a atteint une alphabétisation et une espérance

de vie très élevées par rapport à d'autres pays avec un niveau de développement économique similaire (Samarage 2006). Le Bangladesh a bénéficié d'un progrès social généralisé et les programmes d'aides publiques et des nombreuses ONG ont permis de réduire la sous-alimentation infantile chez les plus démunis.

Le Bangladesh a également réduit l'écart entre les genres dans le secteur éducatif grâce à des campagnes de sensibilisation spécifiques et dépassé l'Inde sur plusieurs indicateurs sociaux, incluant le niveau et le taux de réduction de la mortalité infantile (UNICEF 2012b, Banque mondiale 2005, Drèze 2004). Le pays s'est également engagé à effectuer un suivi régulier de l'état nutritionnel des enfants.

La Chine affiche des scores GHI inférieurs à ceux attendus en fonction de son niveau de développement économique. Elle a réussi à diminuer les niveaux de faim et de sous-alimentation grâce à un engagement ferme en matière de réduction de la pauvreté, des interventions en matière de santé et de nutrition et un accès amélioré à l'eau potable, à l'assainissement et à l'éducation.

Le Brésil a mis en œuvre avec succès des programmes sociaux ciblés (von Braun, Ruel et Gulati 2008). Après 1992, le Mozambique s'est remis d'une longue guerre civile et connaît aujourd'hui une période de croissance économique et de réduction de la pauvreté (van den Boom 2011) et de la faim : les trois indicateurs du GHI se sont améliorés depuis 1990.

En Inde, 43,5% des enfants de moins de 5 ans présentent une insuffisance pondérale (OMS 2012, basé sur l'enquête nationale sur la santé familiale de 2005-2006 [IIPS et Macro International 2007]) : ce taux représente environ deux tiers du score GHI très élevé du pays. Selon les dernières données sur la sous-alimentation infantile, entre 2005 et 2010, l'Inde se place à l'avant-dernière position sur 129 pays – après l'Éthiopie, le Niger, le Népal et le Bangladesh. Le Timor-Oriental est le seul

pays à avoir un taux d'insuffisance pondérale infantile plus élevé que l'Inde.

En comparaison, seulement 23% des enfants en Afrique subsaharienne présentent une insuffisance pondérale (bien que l'Inde ait une proportion de personnes sous-alimentées moins importante que l'Afrique subsaharienne).²

Il faut souligner le fait que la sous-alimentation infantile n'est pas seulement le résultat d'un manque de nourriture dans les foyers. Il existe plusieurs autres causes possibles : manque de vitamines et minéraux essentiels dans le régime alimentaire, soins et pratiques alimentaires inadéquats, infections fréquentes en raison de services de santé inadaptés et d'un environnement insalubre. Le faible statut social des femmes en Inde ainsi que dans d'autres parties d'Asie du Sud contribue directement au mauvais état nutritionnel des enfants car le développement de l'enfant et le bien-être de la mère sont étroitement liés. Le faible niveau social, éducatif et nutritionnel des femmes fragilise leur capacité à avoir des enfants bien nourris et à leur apporter une alimentation et des soins appropriés (von Grebmer et al. 2010). Selon des enquêtes effectuées entre 2000 et 2006, 36% des femmes indiennes en âge de procréer ont une insuffisance pondérale, contre seulement 16% dans 23 pays d'Afrique subsaharienne (Deaton et Drèze 2009).³ Les recherches montrent que la privation de nourriture en bas âge est nuisible au développement physique et cognitif de l'enfant, aux résultats scolaires et à la productivité économique à l'âge adulte (Victora et al. 2008). Ces résultats soulignent l'urgente nécessité de s'attaquer de manière efficace au problème de la sous-alimentation infantile, en mettant particulièrement l'accent sur les mille jours qui s'écoulent entre la conception et le deuxième anniversaire de l'enfant.

Il est indispensable d'améliorer la production et la distribution des produits alimentaires pour réduire la sous-alimentation infantile ;

toutefois, ces seules mesures ne seront pas suffisantes. Les résultats d'une étude récente de l'IFPRI indiquent qu'en l'absence d'améliorations dans le secteur de la santé et de l'éducation, la croissance des revenus nationaux n'aura qu'un impact limité sur la sous-alimentation infantile en Inde (Bhagowalia, Headey et Kadiyala 2012). Il faut une approche multisectorielle et bien coordonnée afin de combattre avec succès la sous-alimentation infantile en Inde et ailleurs (Headey, Chiu et Kadiyala 2011, von Braun, Ruel et Gulati 2008, Bhutta et al. 2008).

Au cours des dernières années, l'Inde a fait des progrès sur de nombreux fronts pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et a reconnu la nécessité de mettre en place une action multisectorielle (Kadiyala et Menon 2012). Le gouvernement met en œuvre plusieurs programmes de nutrition à grande échelle mais la conception, la couverture et le suivi de ces programmes restent insuffisants. En l'absence d'informations actualisées sur les résultats nutritionnels, l'efficacité de ces programmes demeure incertaine. La majorité des enfants sous-alimentés du monde vit en Inde ; ce pays a besoin de systèmes de suivi de la sous-alimentation infantile et d'indicateurs relatifs à l'enfance afin de produire des données à intervalles réguliers, pour améliorer les résultats des programmes et accroître leur impact (Kadiyala et al. 2012).

¹ A moins que la sous-alimentation infantile ait été réduite de moitié en Inde entre 2005-2006 et 2008-2010 (ce qui est très peu probable) cette déclaration demeure vraie même si les progrès dans la réduction de l'insuffisance pondérale infantile se sont récemment accélérés. Une alliance d'organisations de la société civile, consciente du manque de données actualisées sur la sous-alimentation infantile en Inde, a effectué une enquête nutritionnelle dans certains districts en 2011. Même si les résultats ne sont pas représentatifs au niveau national, ils montrent une certaine amélioration : l'insuffisance pondérale est passée de 53 à 42% dans des districts à prévalence élevée entre 2002-2004 et 2011, et le taux de réduction a été plus faible dans les districts plus aisés (Fondation Naandi 2011).

² En 2006-2008, 19% de la population d'Inde était sous-alimentée, contre 27% en Afrique subsaharienne (FAO 2011a).

³ Ce chiffre correspond à la moyenne pondérée en fonction de la population pour tous ces pays, qui représentent environ deux tiers de la population d'Afrique subsaharienne.

L'Asie du Sud a le score régional GHI 2012 le plus élevé. La région a réduit son score GHI de plus de 6 points entre 1990 et 1996 – en raison principalement d'une baisse de 15 points de pourcentage de l'insuffisance pondérale infantile – mais ce progrès rapide n'a été que passager et suivi d'une stagnation. Malgré une forte croissance économique, l'Asie du Sud n'a diminué son score GHI que d'environ 2 points depuis 2001 (encadré 2.1). La proportion de personnes sous-alimentées n'a pas diminué entre les périodes 1995-1997 et 2006-2008. Cette proportion a même augmenté de 2 points entre 2000 et 2002. Les inégalités sociales ainsi que le faible statut social, d'enseignement et nutritionnel des femmes constituent les principaux facteurs de la forte prévalence de la sous-alimentation infantile dans cette région et entravent l'amélioration du score GHI.

Bien que l'Afrique subsaharienne ait moins progressé que l'Asie du Sud après 1990, elle a en partie rattrapé son retard depuis le début du XXI^{ème} siècle, et son score GHI 2012 est inférieur à celui de l'Asie du Sud. Cependant, la diminution globale du GHI de l'Asie du Sud a été plus importante puisque son score GHI 1990 était supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne. Le score GHI de l'Afrique subsaharienne a peu augmenté entre 1990 et 1996, reculé légèrement jusqu'en 2001, et baissé plus rapidement jusqu'à la période reflétée dans le score GHI 2012. Les conflits internes à grande échelle des années 1990 et 2000 ont pris fin et la stabilité politique s'est améliorée dans ces pays anciennement en conflit. La croissance économique a repris sur le continent et les avancées réalisées dans la lutte contre le VIH/Sida ont contribué à réduire la mortalité infantile dans les pays les plus touchés par l'épidémie.

ENCADRÉ 2.2 LE SAHEL : CRISE SOUDAINE OU PROBLÈME SYSTÉMIQUE ?

Au cours du printemps 2011, les médias ont commencé à relayer des rapports sur une famine imminente dans la région du Sahel. Le nombre de personnes qui risquaient de mourir de faim a été estimé à 18 millions, principalement en raison des mauvaises récoltes dans plusieurs pays. Un cri d'alarme a été lancé suite aux mauvais rendements agricoles de 2011, en recul de 26% par rapport à 2010 dans les pays sahéliens. Toutefois, cette statistique à elle seule est quelque peu trompeuse. L'année 2010 a été une année de production record, et si on compare la production de 2011 avec la production moyenne des cinq années précédentes, on s'aperçoit que celle-ci n'est pas radicalement en dessous des tendances récentes, sauf dans quelques pays (graphique page 15). Dans l'ensemble, les huit pays sahéliens avaient un déficit total de 3% par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. En revanche, les huit pays côtiers frontaliers affichaient une production totale supérieure à la moyenne des cinq années précédentes de 9%. Au total, l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest plus le Tchad ont produit 5% de plus qu'en moyenne.

En outre, la production nationale n'est qu'une source d'approvisionnement pour répondre à la demande alimentaire locale. Les autres sources sont les importations commerciales et l'aide alimentaire. Lorsque l'on prend en compte les importations commerciales, l'offre dépasse largement la demande dans tous les pays ainsi que dans la région de l'Afrique de l'Ouest prise dans son ensemble. Dans les pays sahéliens, les importations commerciales entraînent une offre nette excédentaire d'environ 600 000 tonnes, sans compter l'aide alimentaire. L'excédent net pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sans le Nigeria et la Guinée, dépasse les 2 millions de tonnes.

Le Niger possède le deuxième score GHI le plus élevé de l'Afrique de l'Ouest et est de loin le pays le plus vulnérable de la région. Pourtant, même dans ce pays, le déficit de la production en 2011 n'a pas atteint des niveaux historiquement importants et les récoltes des cinq années précédentes n'ont pas été particulièrement mauvaises. En fait, la production a augmenté de manière constante au cours des dernières années, bien que les

tendances varient fortement. Au Niger aussi la production nationale et les importations commerciales ont égalé ou dépassé la demande globale tous les ans, sans même prendre en compte l'aide alimentaire et le commerce transfrontalier informel (Eilerts 2012).

L'évolution des prix des denrées alimentaires dans l'Afrique de l'Ouest montre que la balance commerciale alimentaire y est plus stable que dans d'autres régions d'Afrique. Les prix y ont moins augmenté qu'ailleurs sur le continent.

Alors, pourquoi cette crise ?

Le vrai problème n'est pas tant la famine soudaine que la vulnérabilité chronique et persistante au sein de certains groupes de la population qui n'est pas traitée de manière systémique.

Agir en « mode de crise », comme cela se fait à l'heure actuelle, entraîne plus de coûts et se traduit souvent par la mise en œuvre de programmes trop généraux et qui ne s'attaquent pas aux véritables causes des problèmes. Ce mode opératoire peut se révéler efficace pour lever des fonds mais il peut également nuire aux politiques nécessaires pour renforcer la résilience des groupes plus vulnérables.

Depuis 2001, les taux de mortalité infantile ont diminué en Afrique subsaharienne, tant pour les nourrissons que pour les enfants de moins de 5 ans. Parmi de nombreux facteurs susceptibles d'avoir joué un rôle dans cette diminution, le recul de la prévalence du paludisme semble avoir été primordial. Ce dernier a été favorisé par un usage plus répandu des moustiquaires imprégnées d'insecticide et par les campagnes de lutte contre le paludisme (Demombynes et Trommlerová 2012). La hausse des taux de vaccination et d'accouchement dans des centres médicaux, des soins prénatals améliorés, un meilleur accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, ainsi que des revenus plus élevés donnant lieu à une meilleure nutrition et à un accès adéquat aux soins médicaux, sont également à l'origine de la baisse des taux de mortalité infantile.

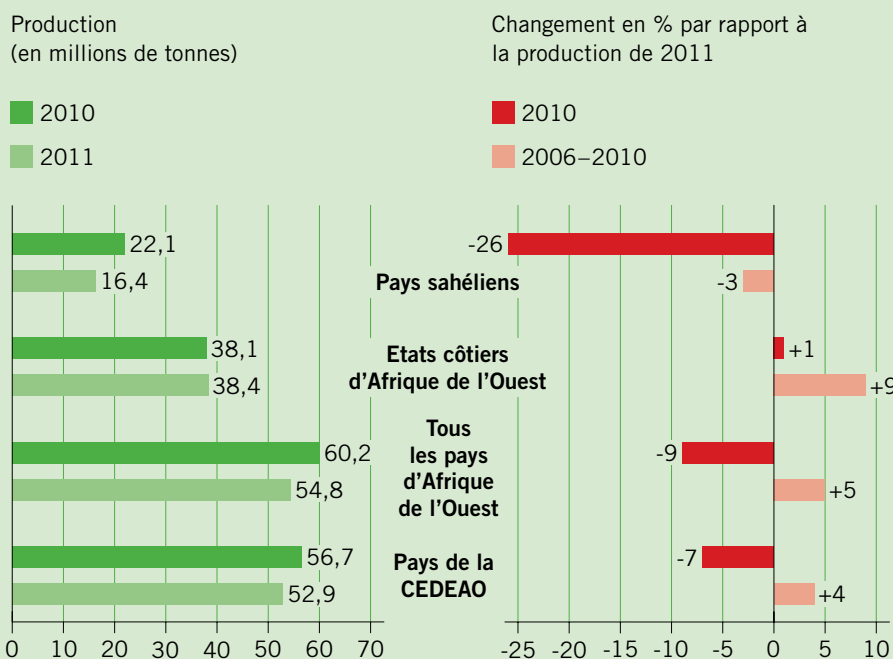
La crise alimentaire qui frappe la Corne de l'Afrique et qui s'est aggravée courant 2011 n'est pas reflétée dans le GHI 2012. Cette crise ainsi que la situation actuelle dans le Sahel (encadré 2.2) mettent en évidence le fait que, malgré une amélioration générale de la situation en Afrique subsaharienne, la sécurité alimentaire demeure fragile dans certaines régions, et la vulnérabilité aux chocs reste très élevée.

Les meilleurs et les moins bons résultats par pays

Entre le GHI de 1990 et celui de 2012, 15 pays ont réussi à réduire leur score de 50% ou plus (graphique 2.2 page 17). 44 pays ont connu des progrès modestes, diminuant leur score GHI de 25% à 49,9%, et 21 pays ont diminué leur score de moins de 25%.⁷ Un seul pays d'Afrique subsaharienne, le Ghana, figure parmi les 10 meilleurs résultats concernant l'amélioration du score GHI depuis

Ces politiques exigent des gouvernements nationaux : (1) d'assumer un rôle premier et d'afficher une volonté politique forte et des efforts soutenus pour accroître la productivité des plus vulnérables, (2) de mettre en place des programmes sociaux ciblés et des interventions à grande échelle qui soient cohérents et s'appuient mutuellement afin d'assurer la résilience à long terme des communautés et (3) d'agir de concert afin d'éliminer les obstacles au commerce transfrontalier. La forte croissance agricole et économique de la région donne à penser que les chances de parvenir au succès des deux premières mesures sont plus fortes que jamais. En outre, le fait que la région dans son ensemble affiche un excédent alimentaire tandis que certaines zones, prises isolément au sein des différents pays, souffrent des effets des déficits de production locale, constitue le meilleur argument pour faciliter davantage le commerce transfrontalier. Parallèlement à ces efforts, il est impératif que les différentes parties concernées au niveau national, international et multilatéral mettent en place une approche de la résilience (et plus précisément de la résilience des communautés) plus cohérente et unifiée.

CHANGEMENTS DANS LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE DES PAYS SAHÉLIENS ET AUTRES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST



Source : Basé sur CILSS/AGRHYMET (2012).
 Note : Les pays sahéliens sont les membres du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), CEDEAO = Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

ENCADRÉ 2.3 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : IMPACT DES CHOCS SUR UNE RÉGION EN PLEINE CROISSANCE

Depuis la fin des années 1980, presque tous les pays d'Amérique Latine ont mis en œuvre d'ambitieuses réformes qui se sont traduites par une plus grande ouverture économique. Ces pays ont connu un afflux important de capitaux, particulièrement dans la première moitié des années 1990, qui a permis de générer de nouvelles sources de croissance économique. Après une longue période de ralentissement de l'économie, la croissance est de retour dans le sous-continent depuis 5 ans environ. Cette croissance économique s'accompagne d'une inflation relativement modeste dans presque tous les pays.

Malgré ces résultats positifs, presque tous les pays d'Amérique Latine connaissent les mêmes problèmes : croissance économique inégale, croissance agricole insuffisante et, dans certains cas, des taux de pauvreté et de malnutrition beaucoup trop élevés. Plus de 60% des pauvres de cette région vivent en milieu rural où la faible croissance économique, la distribution inégale des richesses, le manque d'investissements et de services publics et la vulnérabilité aux chocs économiques et naturels constituent des problèmes majeurs. Les crises des prix alimentaires de 2007-2008 et de 2010-2011 ont accentué ces problèmes. Bien que la région soit considérée comme relativement stable et capable d'absorber ces chocs externes, la crise alimentaire a poussé

l'inflation des prix des produits alimentaires dans la plupart des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes.

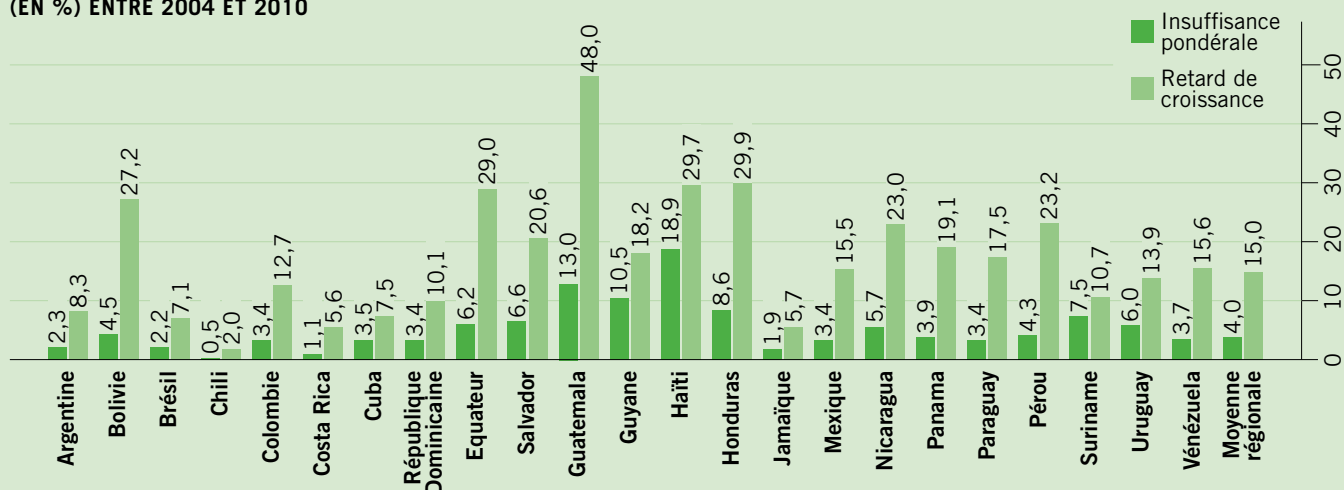
Avant ces crises, la plupart des pays de la région étaient en bonne voie pour atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Avec ces crises alimentaires, plusieurs pays ont connu des reculs dans les progrès accomplis concernant cet objectif. L'impact a été encore plus grave pour les pays importateurs nets de denrées alimentaires – particulièrement le Mexique et les pays d'Amérique Centrale – ainsi que pour les consommateurs pauvres vivant en zones périurbaines et rurales. A titre d'exemple, lorsque la crise alimentaire de 2007-2008 a frappé le Salvador, le budget pour l'alimentation des foyers ruraux ne suffisait à couvrir que 56% du panier qui était acheté 18 mois auparavant (PAM 2008). Les plus pauvres souffrent de façon disproportionnée de cette baisse dans le pouvoir d'achat alimentaire.

La flambée des prix des denrées alimentaires a frappé une région qui se caractérise par des statuts nutritionnels contrastés. La prévalence moyenne de l'insuffisance pondérale infantile en Amérique Latine et dans les Caraïbes est d'environ 4%, mais au Guatemala et en Haïti ces taux sont de 13% et d'environ 19%

respectivement. Les taux de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans sont encore plus préoccupants. La prévalence des retards de croissance infantile est de seulement 2% au Chili, mais elle est de plus de 27% en Bolivie et en Équateur, d'environ 30% en Haïti et au Honduras, et de plus de 48% au Guatemala.

Pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, Haïti est touché par une insécurité alimentaire chronique et souffre encore des effets dévastateurs du tremblement de terre de janvier 2010, qui a causé la mort de plus de 300 000 personnes et affecté 3 millions d'Haïtiens (environ un tiers de la population). Plus d'un million de personnes ont perdu leur logement, des hôpitaux et autres infrastructures vitales ont été détruits, le système de santé a été considérablement affaibli et la disponibilité des aliments a diminué (Banque mondiale 2010, Rosen et al. 2012). En conséquence, la mortalité infantile a augmenté de plus de 50% entre 2009 et 2010, dépassant les niveaux de 1990 (IGME 2011). Le manque d'accès à la nourriture, au logement, à l'eau potable et aux services de santé a accru le risque de sous-alimentation infantile (Banque mondiale 2010). Deux ans après le désastre, plus de 500 000 Haïtiens continuent d'habiter sous des tentes ou des bâches dans des centaines de camps (Oxfam 2012).

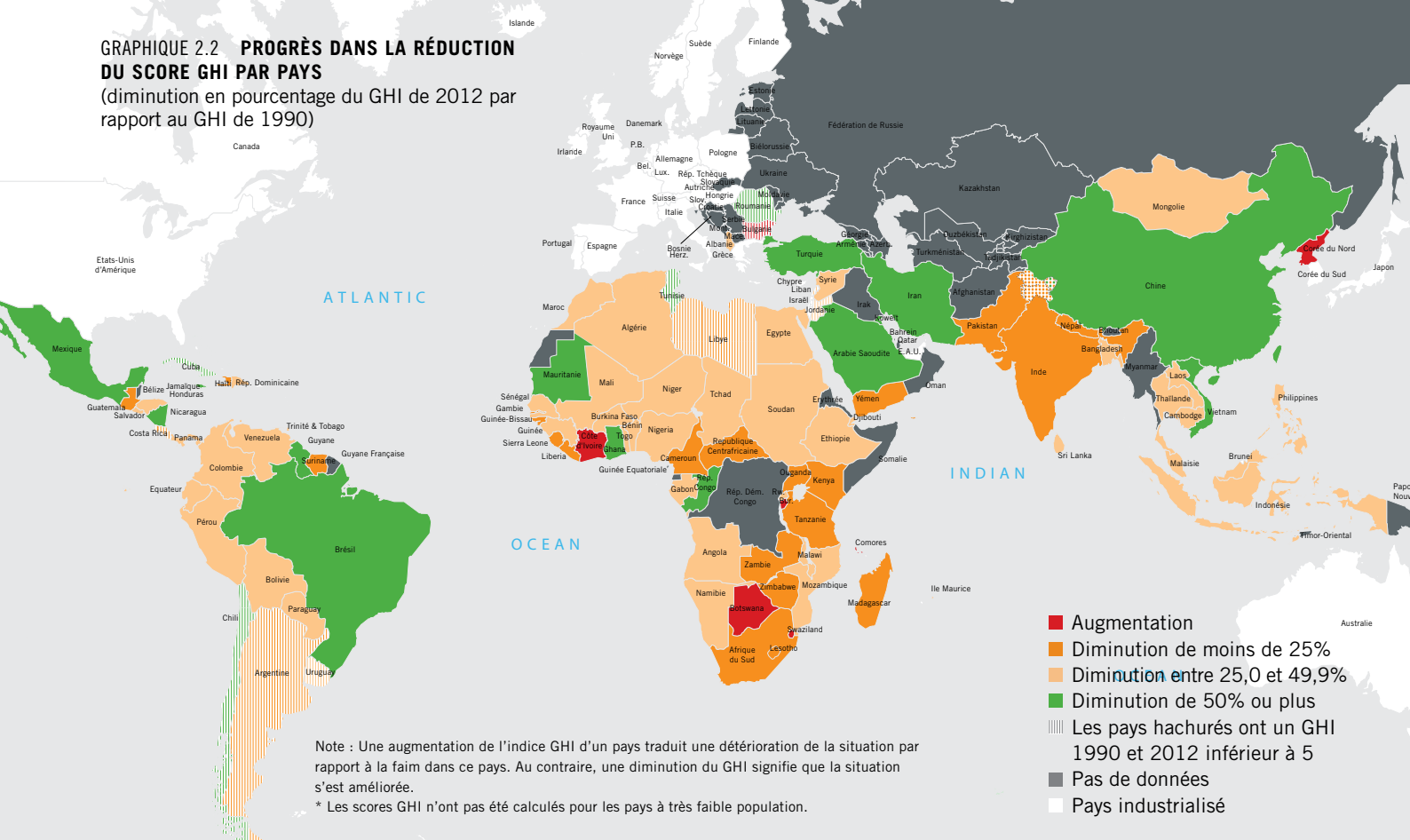
PRÉVALENCE DE L'INSUFFISANCE PONDÉRALE ET DES RETARDS DE CROISSANCE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS (EN %) ENTRE 2004 ET 2010



Source : OMS (2012), UNICEF (2012a), MEASURE DHS (2012).

GRAPHIQUE 2.2 PROGRÈS DANS LA RÉDUCTION DU SCORE GHI PAR PAYS

(diminution en pourcentage du GHI de 2012 par rapport au GHI de 1990)

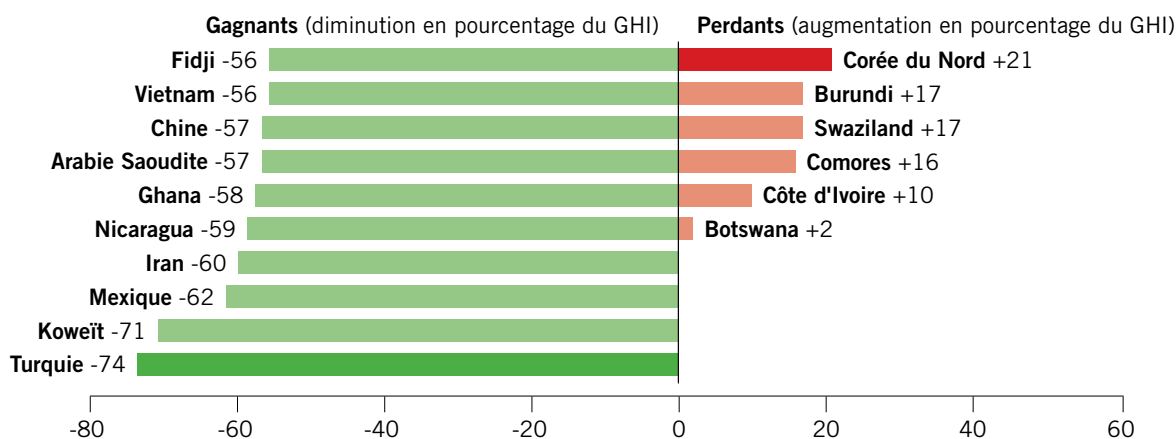


1990 (graphique 2.3). Les progrès remarquables de la Turquie depuis 1990 sont dus principalement à la baisse significative de la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile (environ 7 points de pourcentage) et de la mortalité infantile (environ 6 points de pourcentage), couplée à un faible niveau de sous-alimentation dans le pays. Le score GHI de la Turquie a commencé à diminuer considérablement après 1996 et il a été divisé par deux entre 2001 et 2012. Les progrès du Koweït dans la lutte contre la faim sont dus en grande partie au niveau exceptionnellement élevé du score GHI en 1990, quand l'Irak a envahi le pays : le score GHI du Koweït a diminué de plus de 5 points (à 57%) jusqu'en 1996 et n'a diminué que d'environ 1 point depuis (voir les tendances par pays dans l'Annexe C).

A l'exception de la Corée du Nord, tous les pays où la faim a empiré entre le GHI de 1990 et celui de 2012 se situent en Afrique subsaharienne. L'augmentation du niveau de la faim depuis 1990 au Burundi, aux Comores et en Côte d'Ivoire peut être attribuée à l'instabilité politique et aux conflits prolongés.

Entre 1990 et 2001, le GHI du Burundi a augmenté de façon continue ne diminuant que légèrement depuis. Avec la transition vers la paix et le retour de la stabilité politique en 2003, le pays a amorcé une lente reprise après des décennies de déclin économique. Toutefois, la forte proportion de personnes sous-alimentées demeure un problème grave. La sous-alimentation est en hausse même si le

GRAPHIQUE 2.3 PAYS « GAGNANTS » ET « PERDANTS » ENTRE LE GHI DE 1990 ET LE GHI DE 2012



Note : Les pays dont les scores GHI de 1990 et de 2012 sont inférieurs à 5 n'ont pas été inclus.

taux d'augmentation est actuellement en recul. La prévalence de l'insuffisance pondérale infantile a diminué depuis 2000, mais elle reste une des plus élevées d'Afrique subsaharienne. Le taux de mortalité infantile s'est notamment amélioré depuis 2001 (voir les tendances par pays dans l'Annexe C).

En Côte d'Ivoire, le coup d'Etat militaire de 1999 et la guerre civile de 2002–2007 ont accru de façon significative le niveau de la faim dans le pays. Depuis 2001, le score GHI de ce pays a augmenté de 1,6 points (voir les tendances par pays dans l'Annexe C). La prévalence de l'insuffisance pondérale infantile a augmenté de 10 points de pourcentage entre 1999 et 2007. Des études récentes portant sur l'impact de la guerre civile sur la santé infantile ont montré que les enfants vivant dans les régions les plus touchées par les conflits avaient plus de problèmes de santé importants que ceux vivant dans des régions moins touchées par la guerre (Minoiu et Shemyakina 2012). Quant à la République démocratique du Congo, autre pays d'Afrique subsaharienne ravagé par le conflit et détenteur des pires scores GHI par le passé, la disponibilité de données n'est plus suffisante pour calculer le GHI (voir note de bas de page 3, page 7). Il est indispensable de redoubler d'efforts pour recueillir des données de bonne qualité afin de combler les lacunes actuelles.

Estimée à 26% en 2009, la prévalence du VIH chez les adultes au Swaziland est la plus élevée au monde (ONUSIDA 2010). L'épidémie, ainsi que la profonde disparité des revenus qui caractérise le pays, ont profondément porté atteinte à la sécurité alimentaire malgré la croissance du revenu national. Même si les scores GHI ont augmenté tout au long des années 1990, cette tendance négative s'est partiellement inversée depuis 2001. Le Swaziland et plusieurs autres pays africains ont fait de grands progrès dans la prévention de la transmission mère-enfant du VIH et les taux de mortalité infantile diminuent à nouveau après avoir connu un pic en 2003 (ONUSIDA 2010, IGME 2011). Le Botswana et le Lesotho ont également été gravement touchés par le VIH/Sida, mais ces deux pays bénéficient aujourd'hui des progrès réalisés dans les traitements et d'un meilleur accès aux médicaments antirétroviraux. La tendance de leur score GHI est similaire à celle du Swaziland, avec des pics en 2001, en partie induits par des hausses transitoires de la sous-alimentation et de la mortalité infantile jusqu'en 2001 (voir les tendances par pays dans l'Annexe C).

En Corée du Nord, une distribution massive d'aide alimentaire a permis d'éviter une famine généralisée en 1995 (CIA 2012). Le GHI a augmenté brusquement entre 1990 et 1996 et n'a diminué que très légèrement depuis, mettant en évidence une insécurité alimentaire chronique en dépit d'une aide humanitaire internationale considérable (voir les tendances par pays dans l'Annexe C). Une économie faible ainsi que des dépenses militaires élevées, des récoltes ruinées par de mauvaises conditions météorologiques et des problèmes systémiques

dans le secteur agricole entravent les progrès dans ce pays (CIA 2012).

Certains pays ont réalisé des progrès remarquables dans l'amélioration de leur GHI. L'Angola, le Bangladesh, l'Éthiopie, le Malawi, le Nicaragua, le Niger et le Vietnam ont connu les améliorations les plus nettes entre le GHI de 1990 et celui de 2012 - avec des scores diminuant de 13 points, voire plus. Au contraire, au Burundi et aux Comores, le GHI a augmenté de 6 et de 4 points respectivement.

Vingt-six pays continuent d'afficher un niveau de faim « extrêmement alarmant » ou « alarmant » (graphique 2.4). La plupart des pays présentant un GHI « alarmant » se situent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Deux des trois pays avec un GHI 2012 extrêmement alarmant - Burundi et Érythrée - sont en Afrique subsaharienne ; le troisième pays avec un GHI extrêmement alarmant est Haïti. Le GHI de Haïti a diminué d'environ un quart entre 1990 et 2001, mais cette tendance s'est inversée au cours des années suivantes (voir encadré 2.3 et les tendances par pays dans l'Annexe C). Le séisme dévastateur de janvier 2010, qui n'est pas entièrement reflété dans le score GHI de 2012 en raison de la disponibilité insuffisante de données récentes, a renvoyé Haïti dans la catégorie « extrêmement alarmant ». Si l'on raisonne en fonction des indicateurs qui composent le GHI, ce sont le Burundi, l'Érythrée et Haïti qui ont à ce jour la plus grande proportion de personnes sous-alimentées (plus de 50% de leur population).⁸ Le Bangladesh, l'Inde et le Timor-Oriental ont la plus grande prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (plus de 40% dans les trois pays). Le Burkina Faso, le Tchad, la République démocratique du Congo, le Mali, la Sierra Leone et la Somalie ont les plus grands taux de mortalité parmi les enfants de moins de 5 ans (de 17 à 18%).

⁴ Le « monde » inclut tous les pays en développement pour lesquels le GHI a été calculé. Il inclut également l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Irak, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie lorsque les données sur l'insuffisance pondérale infantile et la mortalité infantile étaient disponibles ou ont pu être estimées et que la FAO a produit des estimations provisoires de la sous-alimentation (seulement dans le cadre d'agrégation de données au niveau régional et mondial). Le score GHI 2012 de chacun de ces pays n'a pas été calculé car la plupart des données sont des estimations ou provisoires. Comme mentionné précédemment, les données pour certains pays ne sont pas disponibles et la plupart des pays à haut revenu ont été exclus du calcul du GHI.

⁵ L'année 1990 a été choisie comme base de comparaison car il s'agit de l'année de référence pour mesurer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

⁶ Pour l'Europe de l'Est et la Communauté des États indépendants, le score GHI de 1996 a servi de base de comparaison en l'absence de données pour calculer le GHI de 1990.

⁷ Les chiffres dans ce paragraphe concernent les 86 pays pour lesquels les données pour les scores GHI 1990 et 2012 sont disponibles et dont le GHI 1990 et/ou le GHI 2012 sont supérieurs à 5.

⁸ La République démocratique du Congo et la Somalie, deux pays susceptibles d'avoir également des proportions élevées de personnes sous-alimentées, n'ont pas été inclus dans cette comparaison en raison de l'absence de données.

TABLEAU 2.1 INDICE DE LA FAIM (GHI) DANS LE MONDE PAR PAYS : 1990, 1996, 2001 ET 2012

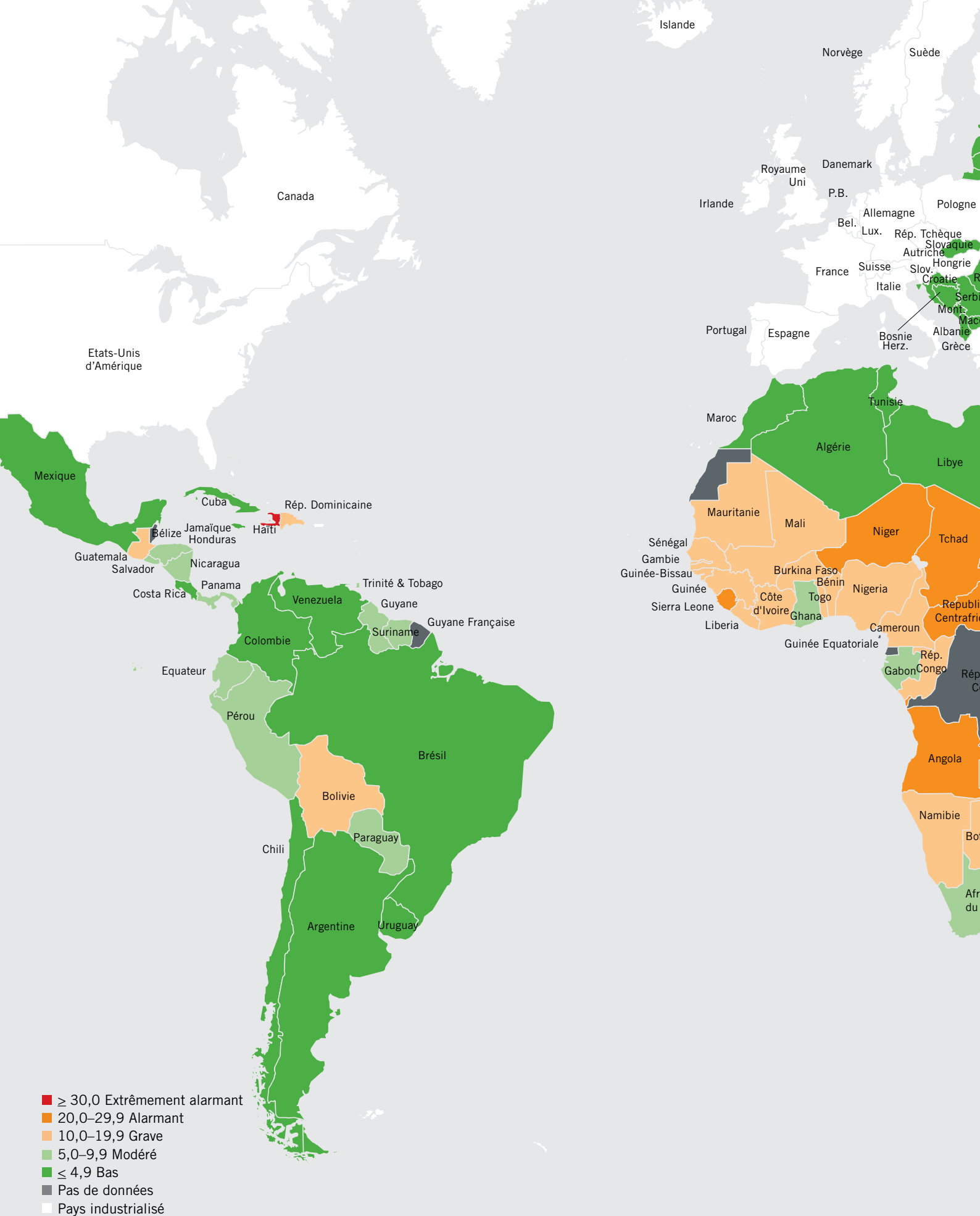
Rang	Pays	1990	1996	2001	2012	Rang	Pays	1990	1996	2001	2012
1	Azerbaïdjan	-	14,6	7,8	5,0	56	Cambodge	31,8	31,5	26,0	19,6
2	Chine	11,8	8,9	6,7	5,1	57	Laos	28,6	25,2	23,6	19,7
3	Malaisie	9,0	6,7	6,6	5,2	57	Pakistan	25,5	21,8	21,7	19,7
4	Paraguay	7,9	5,8	5,4	5,3	57	Rwanda	28,2	32,7	25,6	19,7
4	Trinité-et-Tobago	7,1	7,5	6,2	5,3	60	Népal	26,9	24,4	23,0	20,3
6	Gabon	8,4	6,9	7,2	5,4	61	Soudan	28,7	24,5	25,9	21,5
6	Île Maurice	8,0	7,4	6,0	5,4	62	Djibouti	30,8	25,7	25,3	21,7
8	Salvador	10,1	8,7	5,4	5,7	63	Niger	36,4	35,9	30,5	22,3
9	Kirghizistan	-	9,0	9,0	5,8	64	Madagascar	24,1	23,8	24,9	22,5
9	Afrique du Sud	6,9	6,5	7,4	5,8	65	Inde	30,3	22,6	24,2	22,9
11	Turkménistan	-	10,0	8,9	6,9	66	Mozambique	35,5	30,7	28,8	23,3
11	Ouzbékistan	-	9,0	10,8	6,9	66	Zambie	24,8	25,0	27,2	23,3
13	Panama	10,1	9,7	8,9	7,0	68	Bangladesh	37,9	36,1	27,8	24,0
14	Guyane	14,6	8,9	7,8	7,2	69	Angola	41,9	39,9	33,0	24,1
15	Pérou	14,5	10,7	9,0	7,4	70	Yémen	29,0	27,6	27,9	24,3
16	Equateur	13,5	10,8	8,9	7,5	71	Sierra Leone	32,7	30,1	30,1	24,7
17	Honduras	13,5	13,2	10,0	7,7	72	Comores	22,2	26,9	29,7	25,8
18	Thaïlande	15,1	11,8	9,2	8,1	73	Rep. Centrafricaine	27,4	28,4	27,4	27,3
19	Suriname	10,3	9,3	10,1	8,5	73	Timor Oriental	-	-	26,1	27,3
20	Ghana	21,4	16,3	12,8	8,9	75	Tchad	39,3	35,6	30,4	28,3
21	Nicaragua	22,4	17,8	12,3	9,1	76	Ethiopie	42,2	38,6	34,5	28,7
22	Arménie	-	14,3	11,3	9,2	77	Haïti	33,9	32,2	25,8	30,8
23	Republique Dominicaine	14,2	11,8	10,9	10,0	78	Erythrée	-	37,8	37,8	34,4
24	Swaziland	9,3	12,6	12,9	10,9	79	Burundi	31,6	35,9	38,0	37,1
25	Mauritanie	22,6	16,7	16,6	11,1						
26	Vietnam	25,6	21,4	15,5	11,2						
27	Rep. du Congo	23,6	24,1	15,7	11,4						
28	Mongolie	16,5	17,5	14,8	11,7						
29	Lesotho	12,6	13,6	13,9	11,9						
30	Indonésie	18,5	15,4	14,2	12,0						
31	Philippines	19,9	17,6	14,2	12,2						
32	Bolivie	16,9	14,3	12,3	12,3						
33	Guatemala	15,2	15,8	15,1	12,7						
34	Namibie	20,3	19,1	16,3	13,2						
35	Botswana	13,4	15,4	15,7	13,7						
35	Sénégal	18,3	19,6	19,2	13,7						
37	Sri Lanka	20,8	18,4	15,2	14,4						
38	Bénin	21,3	20,1	16,8	14,6						
39	Gambie	16,2	20,1	16,3	15,6						
40	Nigéria	24,1	20,9	18,2	15,7						
41	Tadjikistan	-	24,1	24,6	15,8						
42	Ouganda	18,7	20,3	17,3	16,1						
43	Mali	27,8	26,3	23,0	16,2						
44	Guinée	22,4	20,0	21,6	16,6						
45	Malawi	29,9	27,5	22,5	16,7						
46	Burkina Faso	23,5	22,4	21,8	17,2						
47	Zimbabwe	18,6	22,3	21,3	17,3						
48	Cameroun	21,6	22,2	19,0	17,4						
49	Côte d'Ivoire	16,5	17,8	16,6	18,2						
50	Guinée-Bissau	20,7	20,8	21,4	18,4						
51	Libéria	22,7	25,2	25,0	18,9						
52	Corée du Nord	15,7	20,1	20,1	19,0						
52	Togo	26,4	22,0	23,3	19,0						
54	Kenya	20,7	20,8	20,4	19,3						
54	Tanzanie	23,2	28,0	25,9	19,3						

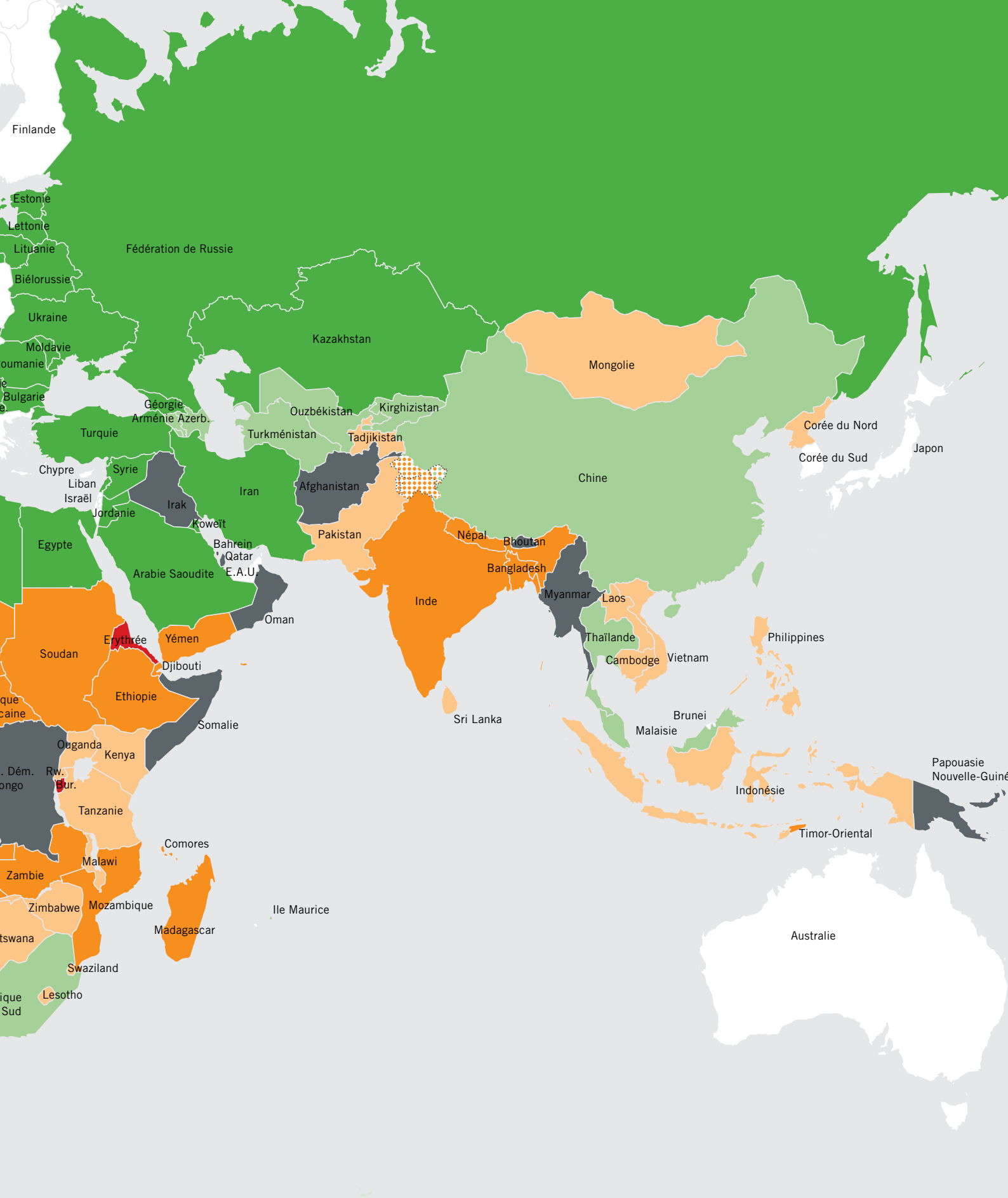
TABLEAU 2.2 PAYS AVEC UN SCORE GHI 2012 INFÉRIEUR À 5

Pays	'90	'96	'01	'12	Pays	'90	'96	'01	'12
Albanie	8,5	5,2	8,2	<5	Lettonie	-	<5	<5	<5
Algérie	6,7	7,3	6,0	<5	Liban	<5	<5	<5	<5
Argentine	<5	<5	<5	<5	Libye	<5	<5	<5	<5
Biélorussie	-	<5	<5	<5	Lituanie	-	<5	<5	<5
Bosnie Herzégovine	-	<5	<5	<5	Macédoine	-	<5	<5	<5
Brésil	7,4	6,4	5,4	<5	Mexique	7,9	5,4	<5	<5
Bulgarie	<5	<5	<5	<5	Moldavie	-	5,7	5,2	<5
Chili	<5	<5	<5	<5	Monténégro	-			<5
Colombie	9,2	6,8	5,8	<5	Maroc	7,6	6,8	6,2	<5
Costa Rica	<5	<5	<5	<5	Roumanie	<5	<5	<5	<5
Croatie	-	<5	<5	<5	Russie	-	<5	<5	<5
Cuba	<5	6,5	<5	<5	Arabie Saoudite	6,3	6,2	<5	<5
Egypte	8,0	6,7	5,3	<5	Serbie	-			<5
Estonie	-	<5	<5	<5	Slovaquie	-	<5	<5	<5
Fidji	6,3	<5	<5	<5	Syrie	6,7	5,7	5,4	<5
Géorgie	-	8,7	6,0	<5	Tunisie	<5	<5	<5	<5
Iran	8,8	7,3	5,1	<5	Turquie	5,7	5,3	<5	<5
Jamaïque	6,7	5,0	<5	<5	Ukraine	-	<5	<5	<5
Jordanie	<5	<5	<5	<5	Uruguay	<5	<5	<5	<5
Kazakhstan	-	<5	5,4	<5	Venezuela	6,7	7,1	6,4	<5
Koweït	9,1	<5	<5	<5					

Note : Classement effectué selon les scores GHI 2012. Les pays affichant un score GHI 2012 inférieur à 5 n'ont pas été inclus dans ce classement, les différences entre leurs scores étant minimales. Les pays ayant des scores identiques occupent le même rang (à titre d'exemple, le Paraguay et Trinité-et-Tobago occupent tous les deux le quatrième rang). Les pays suivants n'ont pas pu être inclus dans ce classement, faute de données : Afghanistan, Bahreïn, Bhoutan, Irak, Myanmar, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République démocratique du Congo et Somalie.

SCORES GHI 2012 PAR CATÉGORIE DE SÉVÉRITÉ





Note : Pour le GHI 2012, les données sur la proportion de la population sous-alimentée correspondent à la période 2006-2008, les données concernant la mortalité infantile sont celles de 2010, et les données sur la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile sont celles de la dernière année de la période 2005-2010 disponible. Le score GHI n'a pas été calculé pour les pays à très faible population.



« Les interactions étroites entre l'eau, l'énergie et les terres indiquent clairement que la gestion de chacune d'entre elles ne peut pas être considérée isolément, mais doit être envisagée comme faisant partie d'un système intégré. »

UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE DANS UN MONDE SOUS CONTRAINTES EN TERRES, EN EAU ET EN ÉNERGIE

Dans la course à la croissance économique et au développement de l'agriculture, la question des pénuries et de la dégradation des ressources naturelles a souvent été reléguée au second plan. Le rythme de croissance de la consommation, plus encore que la croissance démographique, s'est montré difficile à freiner. Cela interroge notre capacité à répondre aux besoins fondamentaux des plus vulnérables (Ehrlich, Kareiva, et Daily 2012) car la lourde pression exercée sur les ressources rend leur prix prohibitif pour les plus démunis.

Les récentes évolutions dans le secteur foncier, hydrique et énergétique sont des signaux d'alarme. La réalité est que nous devons produire davantage avec moins de ressources, et mettre un terme aux pratiques et aux politiques qui contribuent au gaspillage. En d'autres termes, il nous faut adopter un nouveau modèle socioéconomique durable qui accorde la priorité aux personnes démunies et marginalisées.

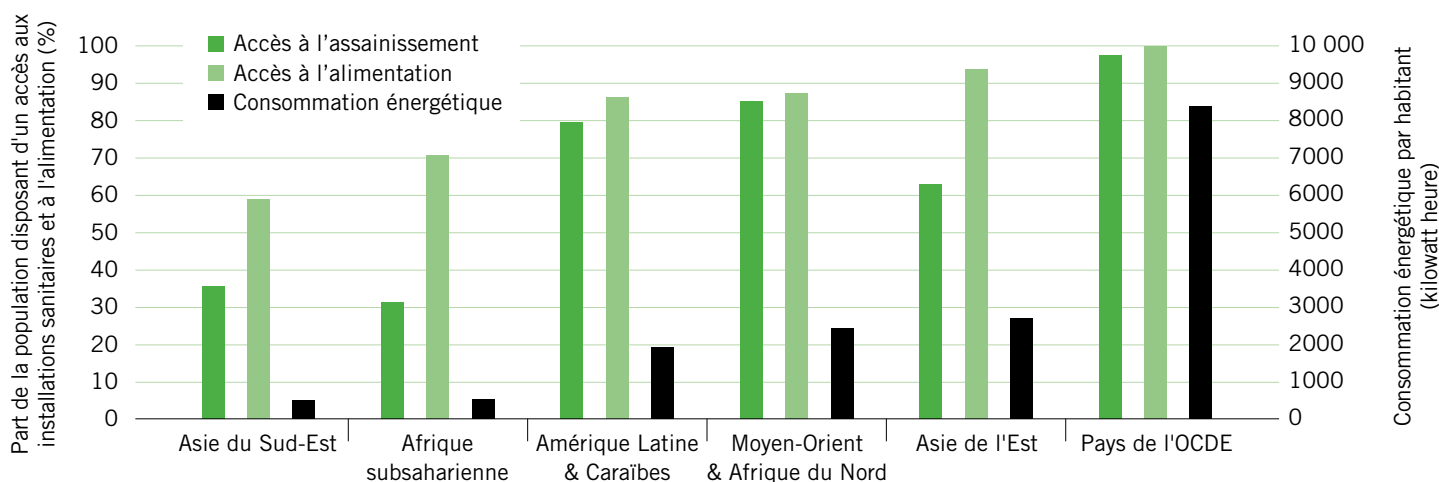
La hausse des prix alimentaires est l'un des signaux d'alerte qui atteste de la nécessité de changer de modèle. Les prix ont grimpé de près de 40% en 2007 et ont continué à augmenter en 2008, conduisant entre 130 et 155 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Au cours de la même période, le nombre d'enfants souffrant de lésions cognitives ou physiques irréversibles du fait de la malnutrition pourrait avoir augmenté de 44 millions (Banque mondiale 2009). En 2011 et 2012, on a de nouveau constaté des flambées des prix alimentaires qui, selon les prévisions, ne devraient pas baisser pour retrouver les niveaux du début et milieu des années 1990 dans un avenir proche. Outre les flambées des prix alimentaires, la volatilité affecte les communautés pauvres de consommateurs et de producteurs dans le monde entier (von Grebmer et al. 2011).

Le mode d'utilisation des terres, de l'eau et de l'énergie joue un rôle significatif dans l'économie mondiale de l'alimentation, en pleine transformation. En partie du fait de la flambée des prix des denrées alimentaires, le nombre de transactions foncières nationales et internationales a fortement augmenté au cours des cinq à dix dernières années (Anseeuw et al. 2012a, b). De nombreux

baux fonciers, et autres types d'accords, visent l'Afrique subsaharienne où les loyers fonciers sont plus bas et les systèmes règlementaires moins contraignants. Par ailleurs, les transactions foncières sont plus nombreuses dans les pays où les scores GHI sont élevés. Tandis que la demande foncière augmente, la qualité des terres continue à se dégrader, ce qui représente un véritable défi. La flambée des prix du pétrole a débouché à la fois sur une hausse des prix alimentaires et sur une vague d'investissements fonciers, en particulier pour la production de biocarburants de première génération (Anseeuw et al. 2012b). On constate une augmentation rapide des besoins en eau, pour des usages domestiques et industriels, consécutive à la croissance économique et démographique, à l'urbanisation de plus en plus forte, et à la transformation des modes de vie. Ce phénomène, associé au changement climatique, à la plus grande variabilité des régimes de précipitations et aux niveaux de pollution hydrique en constante hausse, a contribué à une raréfaction de l'eau dans nombre de pays en développement, en particulier émergents (Rosegrant, Ringler, et Zhu 2009). La pollution hydrique et la difficulté d'accéder aux installations sanitaires, surtout en Afrique subsaharienne, participent à la contamination des denrées alimentaires et de l'eau potable qui déclenche des maladies diarrhéiques, l'une des principales causes de pathologies et de décès infantiles dans les pays en développement. La nécessité d'investir pour assurer une sécurité hydrique a été reconnue, notamment par la Chine, qui prévoit d'engager un montant sans précédent, 630 milliards de dollars (USD), dans la protection de l'eau au cours des dix prochaines années (Huang 2012).

Du fait de la croissance économique et démographique, des populations aisées dans les pays développés et, de plus en plus, dans les pays en développement, cohabitent avec près d'un milliard d'individus touchés par l'insécurité alimentaire et deux milliards souffrant de carences en micronutriments. On trouve généralement des niveaux de faim élevés dans les pays et régions où l'accès à l'eau, aux terres et aux droits de propriété foncière sont limités ou contestés. Dans ces pays, les sources d'énergie modernes et l'accès aux installations sanitaires sont sous-développés (voir graphique 3.1)

GRAPHIQUE 3.1 ACCÈS AUX INSTALLATIONS SANITAIRES, CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET ALIMENTAIRE PAR RÉGION

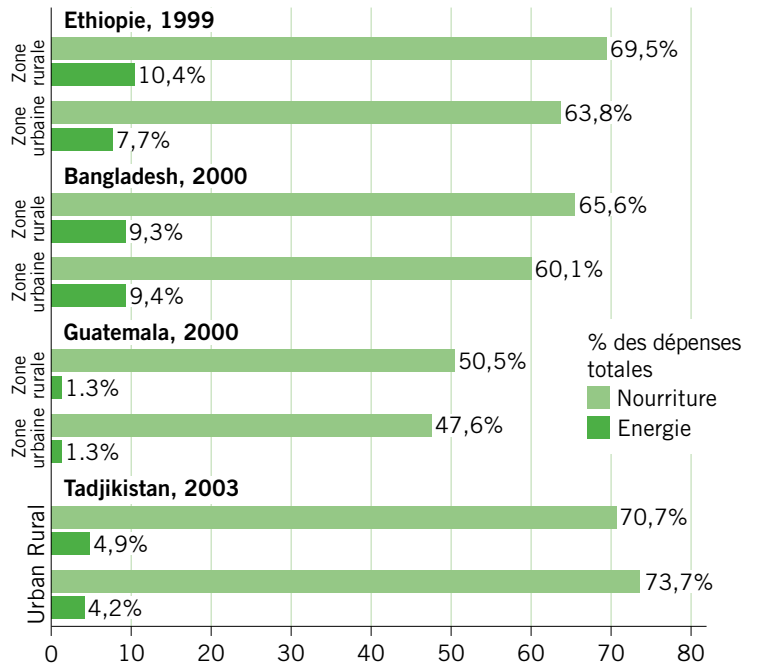


Sources : La donnée « accès à l'alimentation » se fonde sur les niveaux de malnutrition infantile calculés à partir du Modèle International pour l'Analyse politique des denrées agricoles de base et du commerce (IMPACT) de l'IFPRI (Rosegrant et al. 2008), les données concernant l'accès aux installations sanitaires et la consommation énergétique proviennent de la Banque mondiale (2011b).

La consommation énergétique est particulièrement faible en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud où les populations utilisent encore majoritairement les biomasses traditionnelles, notamment le bois de chauffage, les bouses de bovin, ou les déchets agricoles. En Afrique subsaharienne, pour près de 70% de la population, le bois (et ses sous-produits) est le principal combustible pour cuisiner (Legros et al. 2009, 16). Bien que les populations les plus démunies dépensent relativement peu en énergie (tableau 3.2), en particulier du fait d'un accès limité, leur consommation d'énergies traditionnelles a d'autres coûts en termes de temps, de santé et d'impact sur leur milieu. La collecte de bois représente notamment une lourde charge temporelle pour les femmes et les enfants, particulièrement en Afrique subsaharienne (Martin et al. 2011 ; von Braun 2007). Au niveau mondial, selon le rapport Foresight, la demande en énergie devrait augmenter de 45% entre 2006 et 2030 et pourrait doubler d'ici à 2050 (Foresight 2011).

Du fait de la raréfaction des ressources naturelles, la durabilité de la sécurité alimentaire est inextricablement liée aux évolutions dans le domaine de l'eau et de l'énergie ainsi qu'aux questions foncières (graphique 3.3). Les activités non consacrées à la production alimentaire exercent une pression sur ces ressources, notamment à cause de l'affectation de terres pour la production de biocarburants, l'urbanisation et le développement industriel. Par ailleurs, l'utilisation peu judicieuse et non coordonnée de ces ressources naturelles aura des incidences directes sur la sécurité alimentaires des pauvres et des plus vulnérables.

TABLEAU 3.2 DÉPENSES DES PLUS DÉMUNIS CONSACRÉES À L'ALIMENTATION ET À L'ÉNERGIE



Source : von Braun (2007), en s'appuyant sur Ahmed et al. (2007).
Notes : Ces données reflètent les dépenses de populations vivant avec moins de 1,08 dollar (USD) par jour. Les dépenses pour l'énergie comprennent la cuisine, l'éclairage et le chauffage.

GRAPHIQUE 3.3 L'EAU, L'ÉNERGIE ET LES POLITIQUES FONCIÈRES MENACENT LA PÉRENNITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Eau

- > Consommation inefficace de l'eau
- > Investissement au cas par cas sans coordination
- > Expropriation des petits exploitants historiques qui disposaient d'un droit d'accès à l'eau

Absence de coordination des politiques sectorielles prises au cas par cas à l'échelle locale, nationale et internationale

Préférence donnée aux profits immédiats

La Terre

- > Désertification
- > Dégradation
- > Accaparement des terres
- > Production exploitante
- > Expropriation des propriétaires historiques

Menaces à une sécurité alimentaire durable

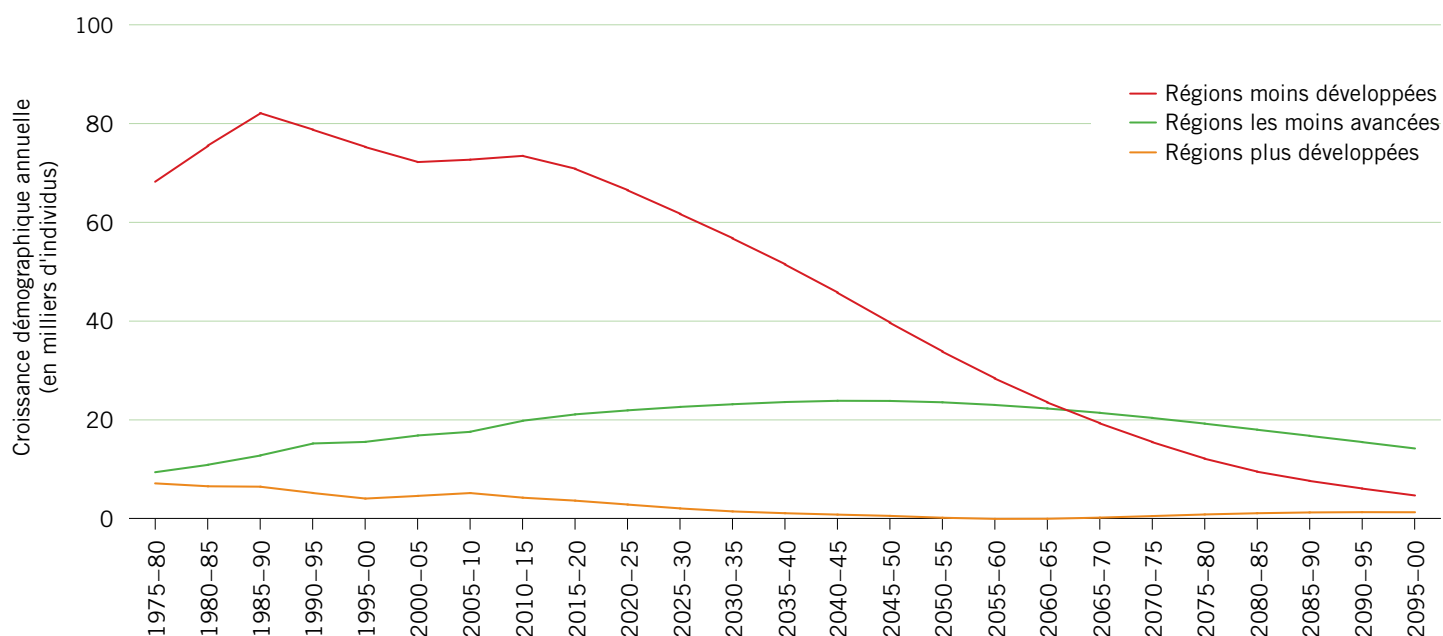
Equilibre à trouver entre les ressources naturelles et le bien-être humain

L'Énergie

- > Terres consacrées à la production de combustible et non de denrées alimentaires
- > Déforestation
- > Développement de l'énergie hydroélectrique sans prise en compte des impacts sociaux et écologiques négatifs
- > Dépendance accrue de l'agriculture à l'énergie

Source : Les auteurs.

GRAPHIQUE 3.4 **CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE HISTORIQUE ET PROJETÉE, 1975-2100**



Note : Les régions plus développées comprennent l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon. Les régions moins développées regroupent toute l'Afrique, l'Asie (à l'exception du Japon), l'Amérique Latine et les Caraïbes ainsi que la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie. Les pays les moins avancés comptent 33 pays en Afrique, 9 en Asie, 5 en Océanie et un en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Sources : Les auteurs, en s'appuyant sur ONU (2011).

Facteurs contribuant à la raréfaction des ressources naturelles

LES CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES. Selon la variante moyenne⁹ des Nations Unies, la population mondiale serait amenée à dépasser les 8 milliards en 2025 et les 9 milliards en 2050 (ONU 2011). Cette augmentation s'inscrit dans le cadre de changements démographiques majeurs. Le taux de fécondité a rapidement décliné au cours des dernières décennies dans la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire. Les taux de fécondité convergent globalement vers le niveau permettant le renouvellement des générations – c'est-à-dire que le taux d'accroissement naturel est proche de zéro – excepté dans 35 pays, principalement situés en Afrique subsaharienne (Banque mondiale 2007). Dans les pays où le taux de fécondité a chuté de manière significative¹⁰ et où le taux de mortalité a décliné, on note un ralentissement de la croissance démographique et un vieillissement de la population. Toutefois, les pays où la croissance démographique reste forte, en particulier en Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Asie, devront faire face à de grands défis liés à la hausse de la demande de biens (alimentation et vêtements) et services publics ainsi qu'à la nécessité d'investir dans l'éducation et la santé. Les pays devront réaliser ces investissements pour accompagner la croissance démographique, ce qui détournera les fonds d'autres secteurs clés tels que l'agriculture (Banque mondiale 2007).

Près de la totalité de la population supplémentaire vivra dans les pays « moins développés » (graphique 3.4). La forte hausse des revenus dans nombre de ces pays déclenche une transition vers des régimes alimentaires plus riches en protéines et des denrées plus gourmandes en ressources (telles que la viande et le lait). Les pays à forte croissance démographique et dont la capacité de production intérieure ne sera pas en mesure de répondre à la demande, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique, verront augmenter leur demande en produits importés ; des produits de base mais également des denrées agricoles à forte valeur ajoutée.

Outre la croissance démographique, l'exode rural dans les pays en développement aura des retombées significatives sur les régimes alimentaires. Environ 52% de la population mondiale vit actuellement dans des zones urbaines ; d'ici à 2050, 67% vivra en ville (ONU 2011). Lorsque les populations rurales s'installent dans les zones urbaines, elles ont tendance à consommer moins de produits de bases et davantage de fruits, de produits de l'élevage et de céréales nécessitant moins de préparation. Satisfaire cette demande de manière durable constituera un véritable défi (Tokgoz et Rosegrant 2011).

⁹ Les Nations Unies envisagent également une variante haute et une variante basse de la croissance démographique.

¹⁰ Les facteurs expliquant l'évolution du taux de fécondité sont des variables socio-économiques et culturelles telles que le niveau d'éducation des femmes, leur situation professionnelle, le lieu de résidence (zone urbaine ou rurale), le niveau de pauvreté du foyer, le coût supporté pour élever des enfants, le coût de la contraception, le niveau d'autonomie des femmes, et l'activité du conjoint (Banque mondiale 2007).

HAUSSE DES REVENUS ET CONSOMMATION NON DURABLE DES RESSOURCES.

La forte croissance économique dans certains pays en développement au cours des dernières décennies a permis l'émergence d'une classe moyenne relativement aisée, généralement urbaine. On estime qu'elle représente quelques 2 milliards de personnes (Court et Narasimhan 2010). Le progrès économique est tout à fait louable, mais ses impacts sur les ressources naturelles sont considérables. Les populations plus aisées, plus urbaines, ont réalisé la transition vers un régime plus diversifié et consomment davantage de viande mais également de légumes et de sucres – denrées qui nécessitent davantage d'eau par calorie produite. Les modes de vies dans les pays industrialisés se caractérisent en particulier par une surconsommation de ressources, tant renouvelables que fossiles.

Par ailleurs, tout le monde ne profite pas des retombées de la croissance économique : bien que la pauvreté globale ait baissé, le nombre d'individus vivant avec un revenu compris entre 1,25 et 2 dollars (USD) par jour a presque doublé entre 1981 et 2008, passant de 648 millions à 1,18 milliard. On note un ralentissement du rythme d'augmentation du nombre de personnes gagnant plus de 2 dollars par jour (Chen et Ravallion 2012). Dans certains pays ou régions, ces populations pauvres sont prises au piège dans cette spirale descendante de pauvreté, de sombres perspectives économiques et d'absence ou de dégradation des ressources naturelles.

INADAPTATION DES POLITIQUES ET FRAGILITÉ DES INSTITUTIONS. Les changements démographiques et la croissance économique sont des facteurs fondamentaux pour expliquer la rareté des ressources naturelles. Toutefois, ce sont les politiques agricoles, climatiques, énergétiques, scientifiques et commerciales ainsi que les institutions correspondantes qui détermineront l'avenir de l'eau, des terres, et de la sécurité énergétique (Ringler, Biswas et Cline 2010). L'une de ces politiques – celle relative aux biocarburants – est abordée ici brièvement afin d'envisager les questions plus larges que recouvre ce thème.

Plusieurs facteurs expliquent l'intérêt pour la production de biocarburants comme source d'énergie renouvelable ; entre autres la hausse des prix de l'énergie liée à l'amplification de la demande, les inquiétudes autour du changement climatique, la volonté d'atténuer la dépendance aux importations d'énergie ainsi que le potentiel de croissance rurale et de création d'emploi que cela représente (Ewing et al. 2010, Kammen 2006). Les politiques relatives aux biocarburants ont néanmoins contribué à exercer une pression accrue sur les terres et l'eau. Comme les biocarburants ne sont pas encore économiquement viables, les politiques dans ce secteur passent généralement par des allègements fiscaux conséquents pour les raffineries de biocarburants – associés à des subventions pour les matières premières –, par des objectifs de consommations précis ou par des mandats¹¹ pour les biocarburants dans le secteur des transports. Les mandats ont conduit à des investissements massifs dans les biocarburants et à l'extension des zones consacrées aux cultures énergétiques, au détriment des cultures alimentaires. Pour respecter les mandats en n'ayant recours qu'à des matières premières cultivées sur le territoire national, il faudrait que 30% de la superficie agricole aux Etats-Unis soit par exemple consacrée aux biocarburants destinés au secteur des transports. En Europe, la part serait de 72% (Ewing et al. 2010). La hausse de la demande en biocarburants entre 2000 et 2007, comparée aux rythmes de progression antérieurs, expliquerait 30% de l'augmentation de la

moyenne pondérée des prix des céréales pendant cette période. L'augmentation des prix a, à son tour, débouché sur une recrudescence significative du nombre d'enfants souffrant de malnutrition (Rosegrant 2008, Rosegrant et al. 2008a). En outre, le scepticisme grandit quant aux économies nettes de carbone réalisées grâce aux biocarburants de première génération – en particulier lorsqu'on prend en compte les changements d'affectation des terres consécutifs à la production de ces nouveaux combustibles (Searchinger et al. 2008), ainsi que les impacts parfois considérables sur la quantité et la qualité de l'eau (Moraes, Ringler, et Cai 2011).

Rareté des ressources naturelles

L'ÉNERGIE. Les prix de l'énergie ont augmenté de façon significative au cours des dernières années et devraient continuer à croître, bien qu'à un rythme moins soutenu. Si les politiques actuelles se poursuivent, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit que le prix réel du pétrole brut passe de 78 dollars (USD) le baril en 2010 à 140 dollars d'ici à 2035. Cela représente une hausse annuelle de 2,4%. Si l'on investissait massivement dans des sources d'énergies alternatives, l'augmentation des prix du pétrole pourrait être plus modérée (AIE 2011).

La hausse des prix de l'énergie affecte l'agriculture de plusieurs manières. Des prix plus élevés rendent les biocarburants plus rentables, ce qui encourage les changements d'affectation des sols pour passer de cultures alimentaires à des cultures énergétiques. Parallèlement, la hausse des prix de l'énergie augmente les dépenses des agriculteurs, puisque le secteur agricole est devenu plus gourmand en énergie. Par exemple, les agriculteurs utilisent du diesel ou de l'essence pour le labour, le semis, le transport et la moisson. Ils utilisent de l'électricité, du pétrole liquéfié, de l'essence et du gaz naturel pour les opérations d'irrigation, pour faire fonctionner les équipements nécessaires à l'élevage du bétail et de la volaille ainsi que pour la production laitière. Enfin, l'énergie est indispensable pour la transformation et le stockage des denrées périssables (USDA 2006). L'utilisation d'engrais représente également un poste de dépense considérable pour les agriculteurs. Selon Pimentel (2006), l'agriculture conventionnelle américaine consomme environ 1000 litres d'énergie fossile par hectare répartis à parts à peu près égales entre les engrais à base de pétrole, la mécanisation, et les autres activités et intrants, tels que les pesticides. Plus généralement, les prix de l'énergie influent sur les prix de l'eau, du transport et du marketing, des dépenses qui affectent à leur tour la production agricole et les prix alimentaires.

La part de l'énergie dans les dépenses des agriculteurs varie considérablement entre et au sein des pays. Pour les variétés cultivées aux Etats-Unis, en 2004, la part de l'énergie dans les coûts d'exploitation totaux oscillait entre 55% environ pour le blé et 20% environ pour le coton (USDA 2006). L'énergie représente une plus petite partie des coûts agricoles dans les pays en développement, mais cette part s'accroît à mesure que les activités agricoles dans ces pays se mécanisent. Au Vietnam par exemple, l'énergie représentait 18% des coûts d'exploitation totaux pour le maïs en 2000 (IFPRI 2001). Les estimations plus récentes verront probablement à la hausse la part de l'énergie dans les coûts de production total.

Du fait de l'augmentation des prix énergétiques, les producteurs en agriculture intensive verront s'accroître leurs coûts de production, de transport et de transformation des denrées agricoles. L'augmentation des coûts de l'énergie encouragera également les agriculteurs à cultiver

des espèces moins gourmandes en énergie. Parallèlement, les pratiques agricoles permettant d'économiser de l'énergie – telles que l'agriculture de conservation, le recours à l'irrigation à basse pression ou à faible consommation d'eau, ainsi qu'une meilleure gestion des engrais – deviendront plus rentables.

Les prix de l'énergie affecteront également la gestion des ressources en eau. Les coûts d'extraction et de l'adduction d'eau d'irrigation seront amenés à augmenter – en particulier pour l'irrigation par pompage. Le dessalage de l'eau de mer pour la consommation et l'usage domestique sera également de plus en plus coûteux. La hausse des coûts d'acquisition de l'eau stimulera le développement de mécanismes plus efficaces pour l'attribution de l'eau afin de réduire la déperdition, les fuites et le ruissellement. Les subventions gouvernementales allouées aux services de distribution d'eau et d'énergie, ainsi qu'aux engrais, deviendront de plus en plus onéreuses et pourraient s'avérer financièrement peu viables pour nombre de pays en développement. Cette situation pourrait encourager les réformes des politiques hydriques et contribuer à une réduction des subventions. Mais à l'heure actuelle, peu de signaux indiquent l'existence de telles réformes. La flambée des cours de l'énergie accroît également la demande en hydroélectricité, ce qui a souvent des retombées positives sur la consommation domestique, industrielle et sur l'irrigation. Toutefois, les impacts sociaux et écologiques sont désastreux, avec des populations déplacées, un appauvrissement et le déplacement des ressources halieutiques et d'autres services hydriques.

LES TERRES. Au niveau mondial, l'agriculture s'inscrit dans un contexte de pénurie foncière, à la fois parce que les meilleures terres arables sont déjà cultivées et parce que les pratiques agricoles ont conduit à la dégradation d'une superficie arable considérable. Parallèlement, l'augmentation de la demande en produits non alimentaires (fourrage, carburant et fibres) représente une pression supplémentaire sur la production agricole et l'affectation des sols.

Les paysages cultivés¹² représentent 25% de la surface terrestre. Afin de répondre à la demande croissante en denrées alimentaires, une extension de 10 à 20% de la surface cultivée et des pâturages pourrait être nécessaire. Cette expansion se ferait au détriment de prairies et superficies boisées (Millennium Ecosystem Assessment 2005 a,b). La demande en produits agricoles non alimentaires pourrait augmenter plus encore les besoins en terres cultivables. Cette expansion aura des effets directs et indirects sur les autres écosystèmes et tout particulièrement sur la biodiversité. L'intensification, c'est-à-dire les pratiques qui permettent de produire davantage sur une parcelle donnée, sera la clé pour minimiser la conversion de paysages naturels en terres cultivées et pour préserver la biodiversité terrestre. Parallèlement, si l'intensification est réalisée de manière inadéquate, elle peut renforcer le ruissellement d'engrais et de pesticides dans les plans d'eau, ce qui aura des effets néfastes sur la santé publique et les écosystèmes aquatiques marins et fluviaux.

Les pratiques agricoles non pérennes ont déjà contribué à la dégradation des terres, notamment la désertification, la déforestation, la salinisation, et l'érosion des sols. Les causes de ces formes de dégradation sont, entre autres, la forte densité de population, la pauvreté, l'absence de titres de propriété foncière ainsi que l'impossibilité d'accéder à des services de vulgarisation et à d'autres types de savoirs, d'infrastructures et de marchés (Nkonya et al. 2011).



Tomnissoi Davlat

District de Baljuvon, Tadjikistan

« Cette année, je n'ai récolté que 500 kilos de blé par hectare. J'ai semé trop tard parce que les prix des carburants ont énormément augmenté au début du printemps. (...) Et quand j'ai réussi à réunir assez d'argent pour payer le carburant et le labourage, il était trop tard. »



Robert Mugabe

District de Kabarole, Ouganda

« Je n'ai aucun revenu. J'ai à peine quelques hectares de terre pour cultiver du maïs, des choux, des haricots, des tomates et des oignons. Je dois aussi m'occuper de ma mère et de ma sœur. Avec l'augmentation des prix, j'ai eu beaucoup de mal à acheter du pétrole et du bois de chauffe. Mais je travaille dur et je vends une partie de ce que je produis. (...) Le plus important c'est de réussir à manger à notre faim. Alors nous faisons des économies sur l'énergie. Au lieu d'utiliser 4 lampes à pétrole pour éclairer la maison, nous n'en utilisons plus qu'une. »

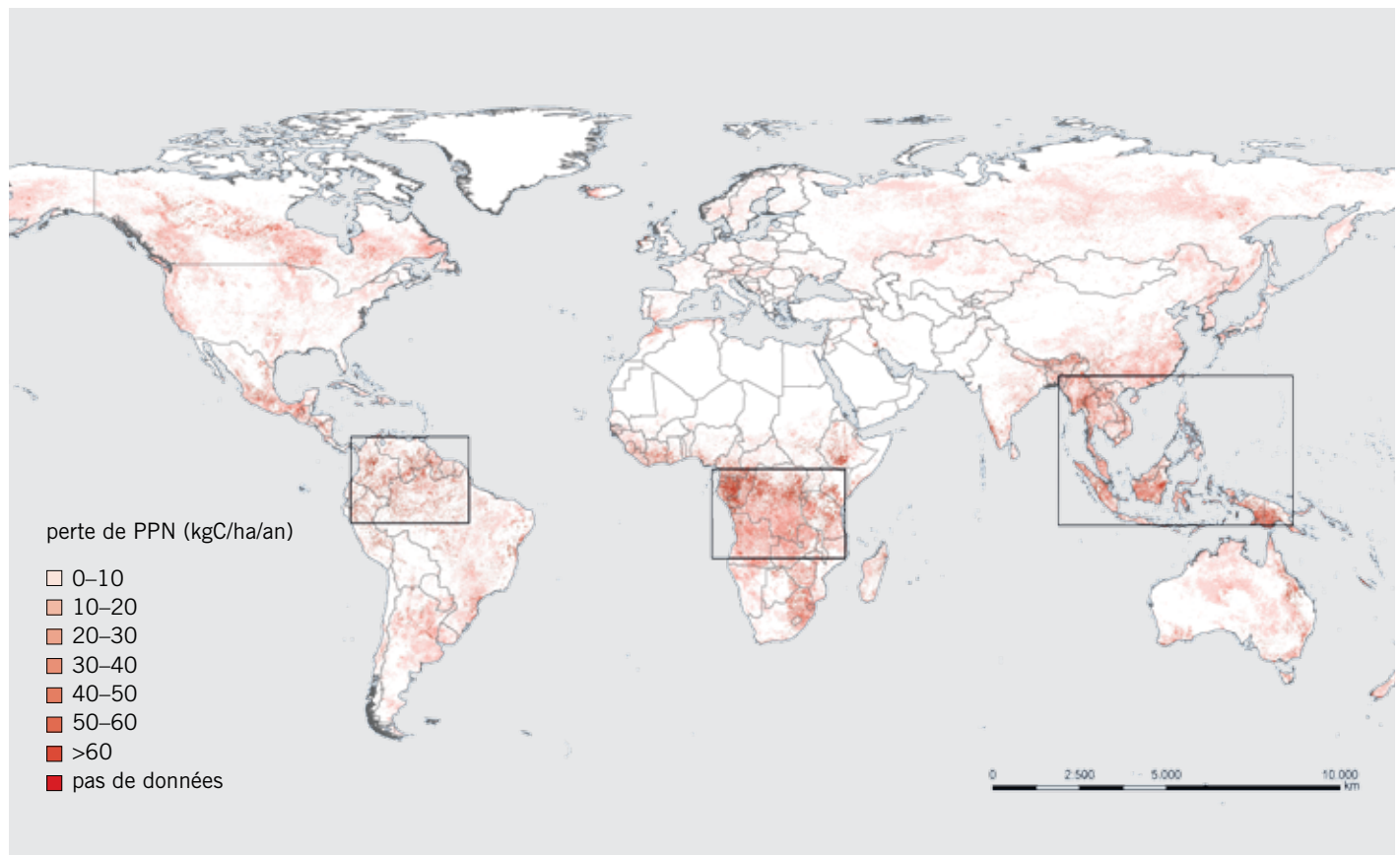


Fulmani Mandi

Jharkhand, Inde

« L'avenir de mes enfants m'inquiète beaucoup. Actuellement, nous avons 1 hectare de terre. J'ai trois fils. Lorsqu'ils se répartiront la terre, ils ne recevront que 0,33 hectares chacun, on ne peut rien faire avec ça. Je ne sais pas comment ils pourront survivre. »

GRAPHIQUE 3.5 PERTE DE PRODUCTION PRIMAIRE NETTE ANNUELLE ENTRE 1981 ET 2003



Source : Nkonya et al. (2011), à partir de données de Bai et al. (2008).
 Note : Les rectangles sur la carte montrent les zones où la dégradation des terres est la plus forte.

Les pratiques commerciales perturbatrices, les politiques de prix à la production ainsi que les subventions pour les intrants – en particulier pour l'eau et les engrais – ont également contribué à la dégradation des sols.

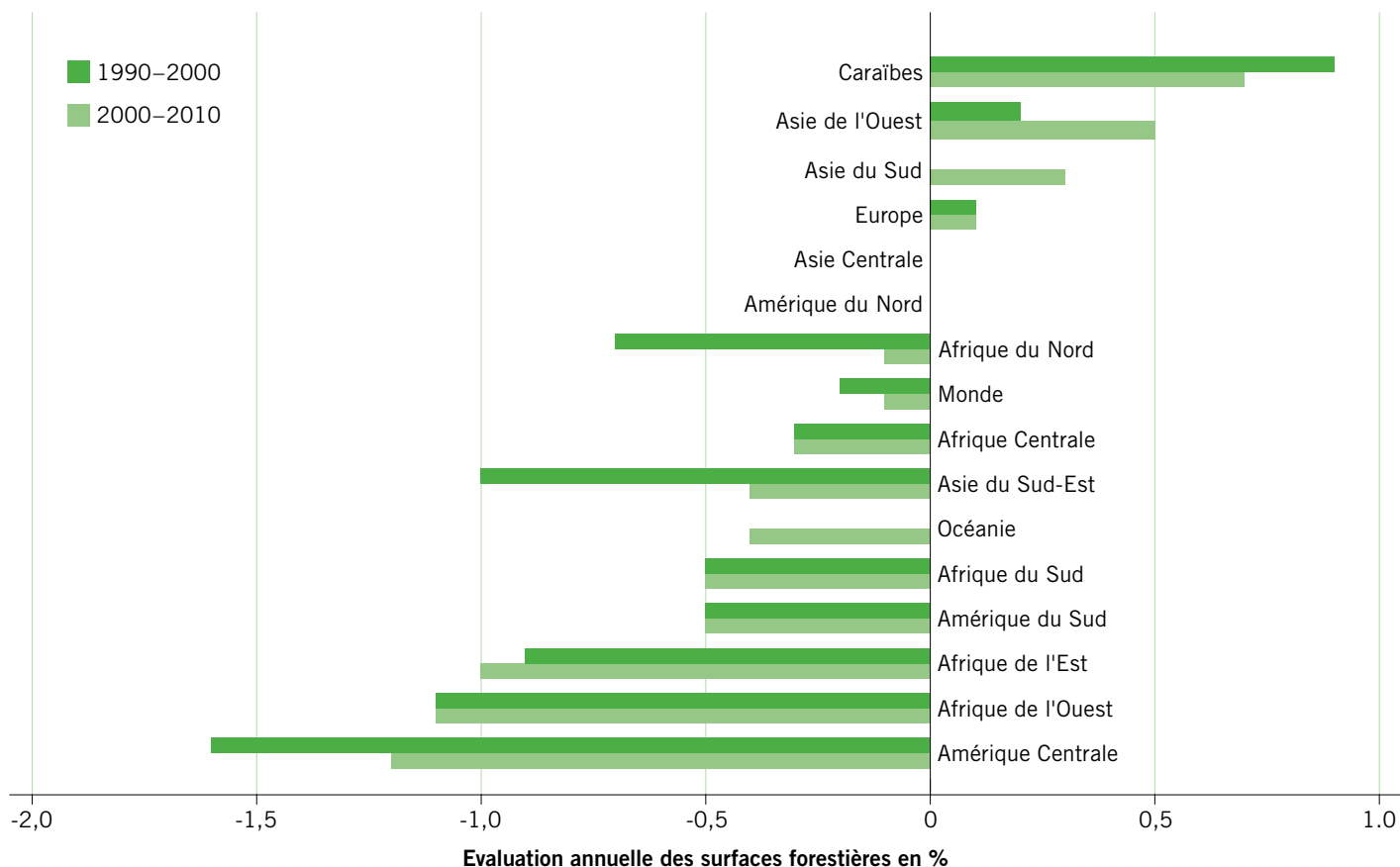
Pour évaluer le niveau de dégradation, on peut mesurer la perte de production primaire nette – ou détérioration de la vigueur végétative¹³. Le graphique ci-dessus montre la perte de production primaire nette entre 1981 et 2003. On constate une dégradation considérable dans la plupart des régions du monde. Par le passé, la lutte contre ce phénomène s'est concentrée sur les régions sèches où la détérioration avait conduit à la désertification. Toutefois, ce sont les zones humides et subhumides qui enregistrent le taux de dégradation le plus important (les rectangles sur le graphique 3.5) et représentent 78% de la détérioration des terres au cours de cette période. Certes, les causes immédiates de la dégradation des sols sont, entre autres, biophysiques, notamment la topographie – qui influe sur le risque d'érosion –, les conditions climatiques telles que les précipitations, les vents et la température. Néanmoins, une exploitation non durable des terres – déforestation, dégradation des surfaces boisées, épuisement des nutriments dans les sols ou culture sur terrains à forte pente – contribue aussi directement à la dégradation des sols.

Les agriculteurs sont touchés puisque la détérioration de leurs terres peut diminuer le rendement et accroître les coûts de production. En effet, les exploitants sont obligés d'utiliser davantage d'engrais et

d'intrants pour compenser cette perte de productivité. La dégradation peut également avoir des coûts hors-site avec des ruissellements surabondants d'engrais et de pesticides, l'envasement des retenues d'eau et des systèmes d'irrigation, l'eutrophisation des lacs et des océans ainsi que la détérioration des mangroves qui recèlent une grande richesse halieutique et fournissent nombre de services écosystémiques tels que le filtrage de l'eau et la prévention de l'érosion (Rosegrant, Nkonya, et Valmonte-Santos 2009).

Les forêts occupent une fonction cruciale de régulation des précipitations. Les forêts tropicales peuvent absorber l'eau après un orage pour la libérer lentement par la suite, réduisant ainsi les cycles de sécheresses et d'inondations. Cette fonction revêt une importance toute particulière dans les bassins hydrographiques situés en altitude, où les arbres freinent également l'érosion des sols, prévenant ainsi la sédimentation des rivières. En dépit de ces fonctions écosystémiques cruciales, et de bien d'autres, la déforestation est considérable sur tous les continents, comme en témoigne le graphique 3.6. C'est en Afrique, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud que ce phénomène a été le plus dramatique. Mais de bonnes nouvelles existent : des opérations de reboisement ont lieu en Asie de l'Est, du Sud, de l'Ouest et dans les Caraïbes. La Chine a ouvert la voie avec des politiques ambitieuses en faveur du reboisement. La déforestation s'est néanmoins accélérée en Asie du Sud-Est.

GRAPHIQUE 3.6 EVOLUTION DES ZONES FORESTIÈRES PAR RÉGION, ENTRE 1990 ET 2010



Source : Calculs réalisés par Ephraïm Nkonya de l'IFPRI, en s'appuyant sur FAO (2011c)

La pénurie de terres et la dégradation des surfaces cultivables débouchent sur un autre phénomène : les pays qui jouissent de peu de terres ou qui nécessitent davantage de ressources concluent de plus en plus de transactions foncières avec des pays qui disposent de terres en abondance. Sur les quelques 1000 transactions foncières internationales enregistrées depuis mai 2012 (dont une grande partie est exécutée avec des partenaires locaux), 46% concernaient des terres situées en Afrique subsaharienne et 37% des terres localisées en Asie (Coalition internationale pour l'accès à la terre 2012). Sur les 665 investissements fonciers internationaux qui se concentrent sur un seul produit, 55% relèvent de la production de biocarburants, 19% de produits sylvicoles et horticoles (tels que le bois, les fibres et les fleurs), et le reste de denrées alimentaires. Depuis mai 2012, les transactions foncières enregistrées concernaient 57 millions d'hectares de terres agricoles, c'est-à-dire 1,2% de la surface agricole mondiale (Coalition internationale pour l'accès à la terre 2012). Soulignons que l'investissement foncier étranger a également des retombées sur la disponibilité et la consommation d'eau (Anseeuw et al. 2012a).

Le graphique 3.7 représente l'ampleur des transactions foncières par rapport aux surfaces agricoles dans 52 pays. Il montre également la place de l'agriculture dans chacun des pays et son score GHI. 4 pays où l'agriculture représente une part limitée du Produit Intérieur Brut (PIB) (moins de 5%), et où le niveau de faim est bas

ou modéré, reçoivent des investissements fonciers sur une surface de 1,2 millions d'hectares. En revanche, 32 pays où l'agriculture représente un pourcentage plus élevé du PIB (plus de 5%), et où le niveau de faim est grave ou alarmant accueillent des investissements qui touchent 41 millions d'hectares. Cela constitue une part importante (73%) de l'investissement total. Ainsi, la majorité des transactions foncières internationales sont conclues avec des pays dont les niveaux de faim sont les plus élevés et où la population, tout comme le revenu intérieur, dépend fortement de l'agriculture. Dans 17 des pays cibles, les transactions foncières internationales couvrent plus de 5% des surfaces agricoles actuelles. Dans 7 pays, ces transactions représentent plus 10% de la surface agricole totale : le Cambodge, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Laos, le Liberia, les Philippines et la Sierra Leone. Dans ces pays, sur les 245 transactions foncières dont on connaît le produit de base cultivé, 75 accords (31%), s'orientent vers la sylviculture – entre autres acacias, eucalyptus, hévée – et l'horticulture. 112 transactions – c'est-à-dire 46% de tous les investissements dont on connaît le produit cultivé – ont trait aux biocarburants. Le reste des transactions concerne des produits de base agricoles.

Les recherches menées jusqu'à présent révèlent les risques sociaux et environnementaux de ce type d'investissement tandis que les gains promis peinent souvent à se matérialiser (voir également

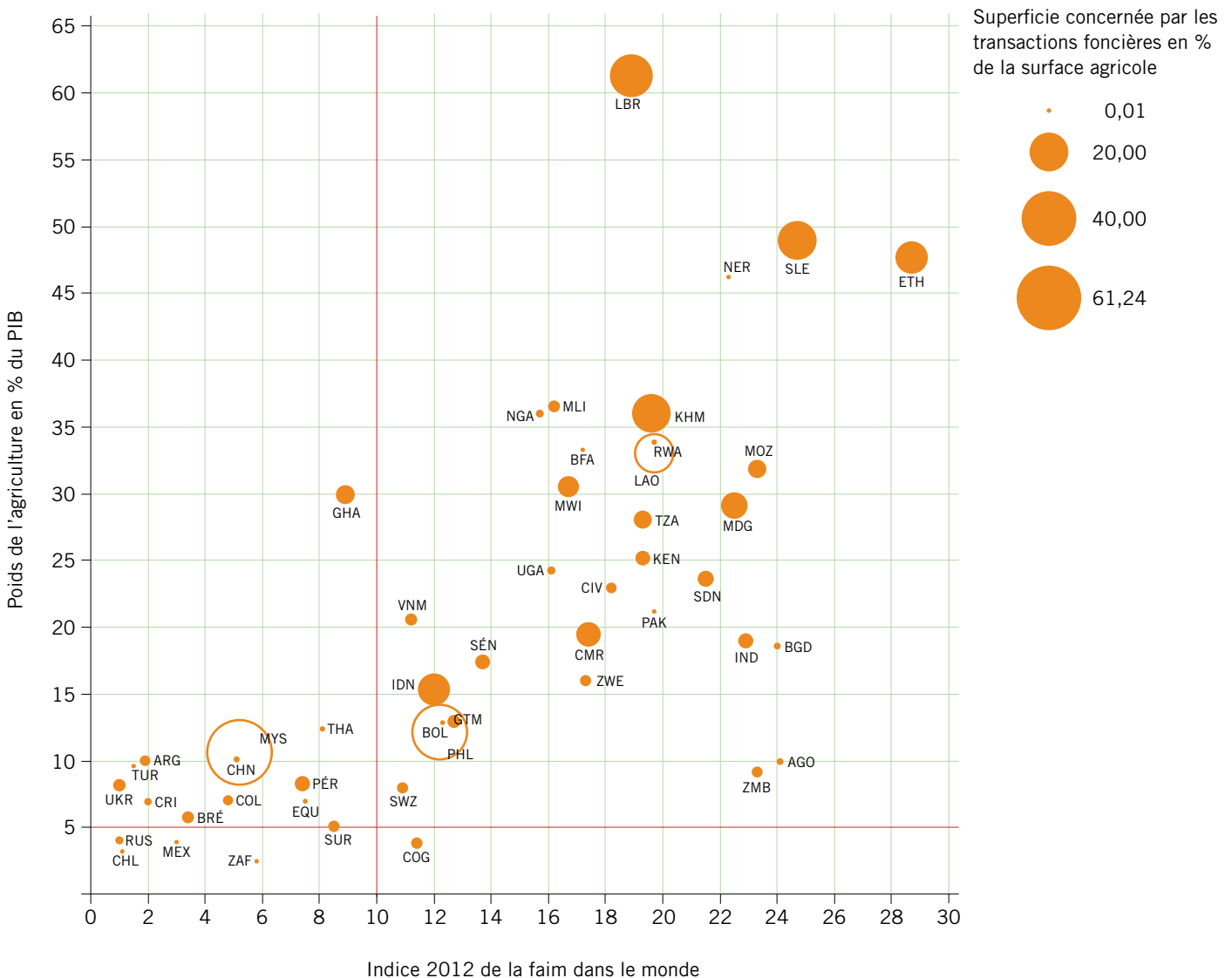
l'étude de cas au Chapitre 4). Les récentes études de cas, comme les informations anecdotiques recueillies, ont montré que les systèmes du droit foncier national et local sont peu développés dans la plupart de ces pays. Par conséquent, les communautés locales qui utilisaient, par le passé, certaines des terres achetées ensuite par des entreprises et gouvernements étrangers ont perdu leurs droits traditionnels ou coutumiers.

Un pays, la République du Congo, a un score GHI élevé, un faible PIB agricole (moins de 5% du PIB total) et des investissements fonciers internationaux limités (environ 100 000 hectares). 13 pays ont un score GHI faible associé à un revenu agricole supérieur à 5% du PIB ; ils représentent ensemble 25% de la surface ciblée par des investissements fonciers. Ce groupe comprend des poids lourds dans le domaine agricole tel que l'Argentine, le Brésil ou la Chine. Il comprend également la Malaisie, le pays dont la part des transactions foncières est la plus élevée par rapport à sa surface agricole. Dans le groupe de pays dont les investissements dépassent 500 000 hectares, on trouve notamment le Ghana, le Pérou et l'Ukraine.

L'EAU. Actuellement, 36% de la population mondiale – environ 2,4 milliards d'individus – vit dans des régions en pénurie hydrique, et 22% du PIB mondial (9400 milliards de dollars aux prix de 2000) provient de régions déficitaires en eau. En outre, 39% de la production mondiale de céréales n'est pas durable pour ce qui est de la consommation d'eau (Ringler et al. 2011) et 1,4 milliard d'êtres humains vivent sur des territoires où les niveaux des nappes phréatiques déclinent (FAO 2009).

Les ressources en eau sont réparties de façon inégale sur le globe terrestre. Généralement, elles ne sont pas adaptées à la taille d'une population ou d'un pays. Par exemple, en 2005, les ressources hydriques disponibles par habitant dans les deux pays les plus peuplés – la Chine et l'Inde – étaient assez réduites, respectivement de 1691 et 1101 mètres cube. En revanche, la disponibilité d'eau par habitant au Brésil (le 5^{ème} pays du monde par la population) était de 32 525 mètres cubes et en Russie (le 7^{ème} pays le plus peuplé) de 28 259 mètres cubes. Du fait des changements démographiques en Chine et en Inde, les ressources hydriques disponibles devraient décliner pour atteindre respectivement 1507 et 856 mètres cubes par habitant d'ici

GRAPHIQUE 3.7 **TPOLOGIE D'ACQUISITIONS FONCIÈRES PAR RAPPORT AU SCORE GHI 2012 ET AU PIB AGRICOLE**



Source : Anseeuw et al. (2012b).

2030 mais les variations régionales seront beaucoup plus importantes.¹⁴ Falkenmark, Lundqvist et Widstrand (1989) suggèrent qu'une disponibilité hydrique inférieure à 1000 mètres cube par habitant entrave le développement économique et a des conséquences négatives sur la santé et le bien-être des individus. En outre, une disponibilité inférieure à 500 mètres cube, comme dans une grande partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, rend la vie extrêmement difficile.

L'agriculture consomme 80% de « l'eau bleue » – c'est-à-dire l'eau qui provient des cours d'eau et des aquifères – à l'échelle mondiale. C'est pourquoi elle est à la fois cause et victime de la pénurie hydrique (Rosegrant, Cai et Cline 2002). Le manque d'eau est en outre aggravé par le changement climatique. C'est le cas particulièrement dans les régions les plus arides du monde qui abritent plus de 2 milliards d'individus et 50% des populations pauvres. Par ailleurs, la multiplication des inondations causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement menacent l'agriculture dans de nombreuses régions du monde.

Outre la croissance démographique, d'autres facteurs affectent l'utilisation actuelle et future de l'eau. La croissance économique augmente notamment la demande en eau des foyers, des industries et des agriculteurs. L'urbanisation est associée à des régimes alimentaires plus gourmands en eau (viande, lait, légumes, et sucres). L'élévation des prix de l'énergie pousse à la hausse le coût du pompage de l'eau pour l'irrigation et stimule la demande en hydroélectricité. Le changement climatique élève les températures et modifie les régimes de précipitations, ce qui fait automatiquement croître la demande et baisser la disponibilité de l'eau dans le monde, pour l'agriculture pluviale comme pour les cultures irriguées.

Le potentiel de croissance des ressources en eau est limité mais la demande domestique et industrielle augmente rapidement. Par conséquent, l'eau est transférée de l'agriculture aux foyers et à l'industrie (Rosegrant, Cai et Cline 2002). Ce transfert aggravera les pénuries d'eau d'irrigation dans les pays moins avancés en plein développement, tels que la Chine ou encore certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. D'ici à 2050, il est probable que seuls 66% des besoins en eau d'irrigation pourront être satisfaits, contre 78% en 2000. Le déclin est plus marqué dans les bassins déficitaires en eau (Rosegrant, Ringler et Zhu 2009). Les niveaux actuels de productivité hydrique, dans un scénario de croissance économique modérée, ne seront donc pas suffisants pour garantir la durabilité et réduire les risques pour les populations, les systèmes alimentaires et les économies. D'ici à 2050, si nous ne changeons rien à nos habitudes, 52% de la population mondiale (4,8 milliards de personnes), 49% de la production mondiale de céréales et 45% du PIB mondial (63 000 milliards de dollars, base cours de 2000) seront mis en péril à cause du stress hydrique. Ce phénomène aura probablement un impact sur des décisions clefs en matière d'investissement, il contribuera à l'augmentation des coûts de l'eau, de l'énergie et des denrées alimentaires et il affectera également la compétitivité des régions déficitaires en eau (Ringler et al. 2011).

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE. L'agriculture, plus particulièrement l'agriculture pluviale en Afrique et les systèmes irrigués en Asie, est extrêmement sensible aux impacts négatifs du changement climatique (BAD/IFPRI 2009, Nelson et al. 2009a, Nelson et al. 2010). La FAO évalue que d'ici à 2085, le changement climatique pourrait provoquer la perte de 11% des terres arables dans les pays en développement, ce qui représente une menace pour l'agriculture dans ces pays. Pour l'Afrique, le pourcentage estimé est beaucoup plus élevé (FAO 2012).

L'élévation des températures réduit les rendements dans la plupart des pays du monde, tout en encourageant la prolifération de mauvaises herbes, de pathologies végétales et de nuisibles. Les modifications des régimes de précipitations bouleversent les périodes de végétation, exacerbant le risque de mauvaise récolte à court terme et de déclin de la production à long terme. Bien que le changement climatique puisse se traduire par une augmentation du rendement et une extension de la surface cultivée de certaines cultures dans certaines régions, l'impact global sur la production agricole devrait être très négatif, avec une augmentation des prix alimentaires qui accroît le risque de famine.

Selon Parry et al. (2009), du fait du changement climatique, le nombre d'individus qui risquent d'être touchés par la famine devrait grimper entre 10 et 20% d'ici à 2050. Les projections IMPACT de l'IFPRI font état d'une augmentation de 21% du nombre d'enfants souffrant de malnutrition d'ici à 2050 à cause de ce même phénomène (Nelson et al. 2009a). Selon les prévisions, l'impact du changement climatique sur la malnutrition infantile sera plus profond en Afrique subsaharienne. C'est pourquoi il s'agit de redoubler d'efforts dans cette région pour améliorer les différentes variables qui entrent en jeu dans le GHI.

En outre, 9% des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent de l'agriculture. Si l'on ajoute dans la balance le changement d'affectation des sols et la déforestation – qui sont intimement liés à l'agriculture – la contribution totale de ce secteur atteint 17% des émissions globales (WRI 2010). Trois-quarts de toutes les émissions agricoles proviennent des pays en développement. Il s'agira donc d'identifier les mesures permettant d'atténuer les impacts négatifs du changement climatique et, dans le même temps, de diminuer l'empreinte carbone de l'agriculture.



**Kaseija Jailesi
et Irene
Kaseija**

District de Kabarole,
Ouganda

« Aujourd'hui il est déjà très difficile d'accéder aux puits, parce qu'il faut traverser des propriétés privées. Mais c'est interdit et beaucoup de propriétaires vont même jusqu'à mettre des clôtures autour de leurs terres. Avec la dégradation de la question de la terre, l'accès à l'eau va devenir encore plus compliqué. »

VOIE ALTERNATIVE DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE DE RESSOURCES NATURELLES

Au cours des 40 prochaines années, la production agricole devra augmenter considérablement afin de répondre à la demande d'une population de plus en plus nombreuse et aisée. Néanmoins, avec les niveaux d'investissement et de croissance économique actuels, il ne sera possible d'augmenter la production qu'à un prix plus élevé. Un modèle alternatif de développement chercherait non seulement à accroître la production de demain mais également à améliorer la vie des plus démunis. Il s'agira d'accorder plus d'importance au développement durable pour limiter les impacts négatifs sur l'environnement. La demande future pourrait être quelque peu freinée en optant pour un mode de vie plus économe en ressources et en s'écartant des technologies de première génération visant à produire des biocarburants à grande échelle. Cela dit, il s'agira tout de même de produire davantage avec moins de ressources, de manière durable et en faisant des plus démunis une priorité.

Afin d'évaluer l'importance relative des deux voies de développement en 2030 et 2050, l'IFPRI a modélisé le système alimentaire mondial d'après deux scénarios :

1. Dans le scénario d'un Monde conventionnel (tel que le montre le graphique 3.2 page 24) les tendances actuelles de croissance économique et démographique se poursuivent. D'autres variables se maintiennent également, notamment les faibles investissements dans la recherche sur l'agriculture, l'efficacité énergétique, l'utilisation efficace de l'eau et des terres. Le développement des biocarburants de première génération continue à être en ligne avec les mandats fixés. Par ailleurs, ce scénario prend en compte une augmentation rapide des émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'aggravation des pénuries d'eau. Les niveaux de faim et de malnutrition restent alarmants dans les pays en développement (Nelson et al. 2010, Rosegrant et al. 2008a).

2. Le scénario d'un Monde durable (Graphique 5.1 page 47) prévoit une augmentation des dépenses en recherche et développement agricole dans les pays en développement, associée à une multiplication des investissements sociaux et une utilisation plus judicieuse des ressources naturelles pour améliorer de façon durable les moyens de subsistance et les revenus des habitants des zones rurales.¹⁵

Le scénario d'un Monde durable postule d'une meilleure prise en compte de la préservation des ressources en eau, terres et énergie grâce à davantage d'investissements technologiques et une utilisation plus efficace des ressources. Il se concentre sur les investissements qui atténuent la famine et la malnutrition, tels que l'amélioration des rendements agricoles et de la croissance du bétail. Il mise également sur l'assainissement, ainsi que sur l'éducation secondaire des femmes. D'autres facteurs revêtent également une importance particulière pour améliorer les conditions de vie des populations démunies et pour mieux protéger l'environnement. Il s'agit de miser sur une meilleure

gouvernance, réduire les inégalités et inclure davantage les groupes sociaux marginalisés.¹⁶ Par rapport au scénario d'un Monde conventionnel, cette projection fait état d'une plus forte croissance économique mais d'une plus faible croissance démographique (en s'appuyant sur la variante basse de l'ONU de la croissance démographique - voir également Nelson et al. 2010). En outre, ce scénario mise sur une augmentation rapide de la productivité hydrique et de la croissance agricole grâce à des recherches plus efficaces, et entre autres grâce à un effet d'entraînement. En conséquence, d'ici à 2030, les rendements céréaliers dépassent de 15% ceux du scénario d'un Monde conventionnel et d'ici à 2050, ils sont supérieurs de 35%. La croissance du bétail et la taille des troupeaux grimpe de 30% entre 2015 et 2050 par rapport au scénario d'un Monde conventionnel. En outre, on constate un investissement plus agressif dans les biocarburants de deuxième génération. Le scénario d'un Monde durable atteint également les objectifs fixés en matière de changement climatique à savoir une augmentation des températures qui se limite à 2° Celsius. Grâce à un plus gros effort d'investissement, toutes les filles ont accès à l'éducation secondaire d'ici 2030 et tous les habitants de la planète ont accès à l'eau potable d'ici à 2050.

Ces deux voies de développement ont des impacts différents sur la terre et l'eau. Dans le cadre du scénario d'un Monde conventionnel, la surface cultivée mondiale devrait s'étendre de 0,23% par an, à savoir de 169 millions d'hectares au total, pendant la période 2005-2050. La contraction des surfaces cultivées dans certains pays industrialisés et pays d'Asie sera largement compensée par l'expansion en Afrique subsaharienne et en Amérique Latine. Toutefois, cette expansion se fera principalement au détriment de zones marginales et boisées. Dans le second scénario, les zones forestières importantes peuvent être préservées puisque la surface cultivée diminue de 116 millions d'hectares d'ici à 2030 et de 201 millions d'hectares d'ici à 2050. Par ailleurs, les prélèvements d'eau totaux sont inférieurs de 544 kilomètres cube d'ici à 2030 et de 1369 kilomètres cube d'ici à 2050 aux niveaux du scénario d'un Monde conventionnel. Dans le second scénario, de grandes ressources hydriques sont libérées et pourront répondre aux importants besoins en eau domestiques et environnementaux.

Les deux scénarii font également état de divergences concernant les prix alimentaires et la nutrition. Du fait de la très forte croissance de la productivité dans le scénario d'un Monde durable, les prix des céréales sont inférieurs de 21% en 2030 et de 39% en 2050 aux prix du scénario d'un Monde conventionnel. Dans le scénario d'un Monde durable, les denrées alimentaires sont moins onéreuses donc plus abordables, ce qui améliore l'accès à l'alimentation. Ainsi, l'apport calorique disponible augmente de 496 kilocalories par habitant d'ici à 2030 et de 1336 kilocalories d'ici à 2050 dans les pays en développement. Grâce aux nouveaux investissements agricoles et sociaux dans les pays en développement et à une meilleure utilisation et protection des ressources naturelles, le scénario d'un Monde durable permet de diminuer le nombre d'enfants souffrant de malnutrition en 2050 à 50 millions contre 115 millions dans le scénario d'un Monde conventionnel – ce qui représente une réduction remarquable de 57%.

Par exemple en Inde – pays où la malnutrition infantile affecte le plus d'enfants – la prévalence baisserait jusqu'à 27% dans le scénario d'un Monde durable – contre 39% dans le scénario d'un Monde conventionnel.

Les calculs montrent que l'éradication de la faim à court et moyen terme est un défi complexe et multifactoriel. Des progrès considérables peuvent être atteints en faisant évoluer les investissements et les politiques. Afin d'enrayer la malnutrition infantile, il s'agit notamment d'accélérer la croissance de différentes cultures, garantir l'accès à l'eau potable et à l'éducation secondaire pour toutes les filles. Nombre de ces changements constituent à la fois une cause et une conséquence de l'accélération de la croissance économique et d'un ralentissement de la croissance démographique. Le scénario d'un Monde durable prend en compte l'utilisation des ressources foncières et hydriques pour la production de biocarburants de première génération selon les mandats en vigueur, mais mise également davantage sur les technologies de deuxième génération. La suppression des politiques encourageant les biocarburants pourrait favoriser l'éradication de la malnutrition infantile et la préservation de l'eau, des terres et la biodiversité.

Dans une perspective durable, en 2050, tous les êtres humains auront accès à, et pourront consommer, des denrées alimentaires, une énergie moderne et de l'eau potable. Parallèlement, les écosystèmes cesseront de se dégrader et pourront même s'enrichir. Dans le scénario durable, les êtres humains avancent à grands pas vers la réduction de la pauvreté et un meilleur accès à l'eau pour tous sans toutefois réussir à éliminer totalement la famine et la malnutrition d'ici à 2050. Afin d'atteindre cet objectif, il faudrait des politiques et des investissements institutionnels supplémentaires ciblés sur les zones en proie à des crises alimentaires, ainsi que des mesures de soutien (notamment des systèmes d'aide sociale) pour les individus qui souffrent de faim chronique (voir aussi Runge et al. 2003).

¹¹ Obligations en vertu desquelles chaque litre de carburant vendu doit contenir un pourcentage déterminé de biocarburant.

¹² On définit les « paysages cultivés » comme les zones où au moins 30% de la surface est constituée de champs, de zones de cultures itinérantes, d'espaces consacrés à l'élevage en claustration ou à l'aquaculture en eau douce.

¹³ La production nette primaire est le taux de fixation du dioxyde de carbone par la végétation moins la déperdition liée à la respiration. C'est un indicateur de dégradation des sols largement utilisé dans les études mondiales et régionales car il peut être capté par satellite, ce qui rend sa mesure assez bon marché. Un autre avantage réside dans la disponibilité de données chronologiques à long terme, ce qui permet une comparaison de la dégradation des sols dans le temps.

¹⁴ Ces projections ont été calculées en s'appuyant sur le Modèle International pour l'Analyse Politique des Denrées agricoles de base et du Commerce (IMPACT) de l'IFPRI.

¹⁵ On trouve une synthèse de ces deux scénarii dans Ozkaynak et al. (2012). Ces projections s'appuient sur le modèle IMPACT de l'IFPRI. IMPACT a pour objectif d'évaluer des scénarii alternatifs de l'avenir de l'offre et la demande en denrées alimentaires, du commerce, des prix et de la sécurité alimentaire. Il couvre 45 produits de base qui représentent près de la totalité de la production et consommation de denrées alimentaires. Il se présente sous la forme de 115 équations intégrant l'offre et la demande par pays reliés au reste du monde via le commerce. Pour analyser la question de la sécurité alimentaire, IMPACT réalise une projection du pourcentage et du nombre d'enfants en âge préscolaire (de 0 à 5 ans) souffrant de malnutrition dans les pays en développement. Le niveau de malnutrition est une fonction de la disponibilité énergétique alimentaire moyenne par habitant, la proportion de femmes ayant reçu une éducation secondaire, l'espérance de vie à la naissance des femmes par rapport aux hommes et le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable. Le modèle intègre également un Module de Simulation Hydrique et un Modèle Hydrologique Mondial afin d'évaluer les impacts sur l'alimentation de l'offre et la demande en eau ainsi que du changement climatique. Le modèle prend également en compte les cultures énergétiques sans inclure un modèle énergétique général.

¹⁶ Nombre de ces facteurs peuvent toutefois faire l'objet d'une évaluation qualitative ; ils sont hors de portée des modèles de simulation quantitatifs.



Ato Liben Boru Liben

Oromia, Ethiopie

« Les pasteurs migrent vers les villes à cause de la forte concurrence pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Mais seulement quelques uns d'entre eux réussissent à trouver un travail ou à créer une activité qui leur assure un revenu, comme une petite échoppe. »



Lespérance Fedner

Coordinateur technique

Welthungerhilfe, Jean Rabel, Haïti

« Mes dépenses en énergie et en eau ont considérablement augmenté ces dernières années. De plus, à cause des problèmes liés à la dégradation de l'environnement, l'eau est de plus en plus rare et elle n'est plus régulièrement distribuée jusqu'aux robinets des maisons. J'ai été obligé de construire un réservoir de stockage privé pour répondre aux besoins domestiques quand il n'y a pas assez d'eau. »



Florence Akiiki Bamaturaki

District de Kabarole, Ouganda

« Je suis sûre qu'à l'avenir il y aura suffisamment d'eau et d'énergie pour tout le monde, grâce au développement du pays... Mais j'ai peur que l'accès à la terre ne devienne un grave problème dans les années à venir. Il n'y aura pas assez de terres pour tout le monde. Notre population croît trop vite et la terre est une ressource limitée qui ne peut pas s'étendre à mesure que la population qui dépend d'elle grandit. »



« L'accès équitable à la terre et aux ressources naturelles est essentiel à la réalisation du droit à l'alimentation des communautés rurales en général et des groupes vulnérables et marginalisés en particulier. »

LA TERRE, L'EAU ET L'ÉNERGIE : DES ÉLÉMENTS CRUCIAUX POUR LES PETITS AGRICULTEURS

Les petits agriculteurs sont un des groupes les plus pauvres et les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Ils vivent dans les régions les plus vulnérables du monde d'un point de vue écologique et climatique et doivent tirer leurs moyens de subsistance de ce milieu. En dépit des multiples défis, ce sont pour la plupart les petits agriculteurs qui nourrissent la planète, puisqu'ils produisent des denrées alimentaires pour 70% de la population mondiale (ETC groupe 2009). Pour nombre de ces agriculteurs, les pénuries n'ont rien de nouveau.

Au cours des dernières décennies, le développement agricole et rural a été relégué au second plan. C'est pourquoi une grande partie de la population n'a pas pu jouir de titres de propriété garantis, de l'accès à l'eau potable et aux ressources énergétiques. Par ailleurs, les secteurs agricoles nationaux étaient caractérisés par des déficits structurels et une faible productivité.

La triple crise (alimentaire, énergétique et financière) et la question des pénuries que nous avons analysée au Chapitre 3 ont contribué à faire de l'agriculture une priorité politique à l'échelle mondiale, obligeant les gouvernements et les institutions internationales à repenser les modes de production et de distribution des denrées alimentaires sur la planète. On constate aujourd'hui un regain d'intérêt pour les vertus de l'agriculture et les gouvernements ont intensifié leurs efforts au cours des dernières années pour commercialiser leur secteur agricole.

Ce type d'initiative a déjà vu le jour en Sierra Leone et en Tanzanie où Welthungerhilfe, Concern Worldwide et leurs partenaires ont collaboré avec des agriculteurs sur des questions liées à l'agriculture, au développement rural et à la sécurité alimentaire. Les gouvernements des deux pays ont adopté des mesures visant à stimuler le développement agricole à travers la commercialisation des denrées produites par les petits agriculteurs et la promotion des grandes exploitations agricoles. A mesure que ces initiatives se développent, les petits agriculteurs se retrouvent dans une situation de plus en plus précaire.

En Sierra Leone, les agriculteurs locaux ont déjà perdu des terres au profit de grands investisseurs. La société civile s'organise, exige davantage de transparence et remet en question le concept dominant de « modernisation agricole » qui a déjà débouché sur l'acquisition d'environ 20% des terres agricoles par des entreprises étrangères. Dans le cas de la Tanzanie, Concern aide les petits paysans à accéder à l'eau et à obtenir des titres de propriété foncière, à l'heure où le gouvernement mise sur un vaste programme de transformation du secteur agricole.

Pression de la demande en terres et transformation des moyens de subsistance dans les zones rurales en Sierra Leone

Depuis la fin de la guerre civile (1991-2002), la Sierra Leone travaille d'arrache-pied pour combattre l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire. En dépit de ces efforts, le niveau d'insécurité alimentaire demeure alarmant (le score GHI du pays est de 24,7). La production intérieure d'un certain nombre de denrées alimentaires ne satisfait pas la demande et, contrairement aux décennies d'avant-guerre, la Sierra Leone est aujourd'hui un importateur net de denrées alimentaires. Parallèlement, 50 à 60% de la population dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance. Il s'agit principalement de petits paysans qui sont tributaires du système de jachère naturelle dans lequel les champs sont cultivés quelques années jusqu'à ce que le sol ait perdu sa fertilité, puis sont laissés en jachère pendant 10 à 15 ans.

Les grandes parcelles sont-elles aussi disponibles pour les petits agriculteurs que pour les grands investisseurs étrangers ?

Afin d'améliorer la productivité et d'enrayer l'insécurité alimentaire, le gouvernement de la Sierra Leone promeut la modernisation de l'agriculture à travers la mécanisation et la commercialisation. En 2010, un programme de commercialisation quinquennal pour les petits agriculteurs (SCP) d'une valeur de 400 millions de dollars (USD) a été lancé dans le but de rapprocher les petits paysans des marchés et des chaînes de valeur commerciales.¹⁶ Par ailleurs, les campagnes lancées par le gouvernement pour attirer les investissements directs étrangers dans l'agriculture témoignent du récent engouement pour l'agriculture commerciale à grande échelle. Le président a reçu des délégations d'investisseurs venus de Chine et d'ailleurs. Des forums sur le commerce et l'investissement se sont tenus à Londres et à Freetown respectivement en 2009 et 2011. L'Agence pour la Promotion de l'Investissement et des Exportations en Sierra Leone (Sierra Leone Investment and Export Promotion Agency, SLIEPA) soutenue par l'Union Européenne et des fonds d'autres donateurs promet aux investisseurs « un accès aisé à la terre avec un processus de facilitation souple » (SLIEPA 2012a).

La SLIEPA avance qu'il existe de grandes surfaces disponibles car « seuls 15% des 5,4 millions d'hectares de terre arable n'étaient cultivés en 2003, une date assez récente » (SLIEPA 2012b). Ces données sont en contradiction avec une étude du Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) qui indique qu'une grande partie des terres est déjà surexploitée et qu'il reste peu d'espace pour l'expansion agricole (Bald et Schroeder 2011).

Des efforts considérables – mais qui en profite ?

Entre 2008 et la mi-2012 près d'un million d'hectares de terres arables ont déjà été cédées par bail ou sont en cours de négociation.¹⁷ Les investisseurs misent principalement sur le palmier à huile, la canne à sucre et les denrées alimentaires telles que le riz – ce qui montre bien

dans quelle mesure les acquisitions de terres sont encouragées par la crise alimentaire et énergétique. La majorité des projets est tournée vers l'exportation. Au moins un investisseur – l'entreprise Addax Bioenergy installée en Suisse qui loue 44 000 hectares dans le district de Bombali au nord de la Sierra Leone pour la production de canne à sucre – cherche à produire de l'éthanol pour exporter vers l'Union Européenne et vendre l'électricité issue des sous-produits en Sierra Leone (Anane et Abiwu 2011).

Bien que les investisseurs cherchent à satisfaire les besoins de consommation des pays du Nord, d'aucuns soutiennent que les investissements directs étrangers à grande échelle dans l'agriculture peuvent également bénéficier à la population locale (voir, par exemple, Banque mondiale 2011a). L'étude de cas suivante, réalisée par Welthungerhilfe et l'Organisation Non Gouvernementale sierra-léonaise Green Scenery, s'intéresse à la réalité cachée derrière les discours et mesure les impacts des grands investissements sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales démunies en Sierra Leone¹⁹.

Etude de cas : L'investissement de SAC dans la communauté de Malen, district de Pujehun

Welthungerhilfe travaille dans le district de Pujehun depuis 2007 et s'engage auprès de petits agriculteurs afin de réhabiliter les infrastructures rurales, augmenter les revenus et garantir la sécurité alimentaire à travers une utilisation efficace et respectueuse de l'environnement des ressources naturelles disponibles. En 2011, l'entreprise Socfin Agricultural Company Sierra Leone Ltd (SAC) – filiale de la corporation Socfin dont le siège est au Luxembourg – a loué 6500 hectares de terre dans la région pour faire pousser des palmiers à huile et des hévéas à des fins d'exportation. Le bail couvre environ un quart de la surface de la communauté de Malen et comprend 24 villages (voir carte page suivante). Il est valable pour une durée de 50 ans, avec une possibilité de prorogation de 21 ans. Conséquence directe de ce bail, les agriculteurs ont perdu leur accès aux terres agricoles et aux zones forestières. La plupart des activités et projets entrepris par Welthungerhilfe en partenariat avec les agriculteurs locaux a dû cesser.

Dans ce cas, comme dans d'autres, la transaction foncière pose deux questions préoccupantes : comment l'acquisition foncière est-elle décidée et quel en est l'impact sur les populations locales et la sécurité alimentaire (Anseeuw et al. 2012b) ?

ENCADRÉ 4.1 CHRONOLOGIE PRESENTANT L'INVESTISSEMENT DE L'ENTREPRISE SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY SIERRA LEONE LTD. (SAC) DANS LA COMMUNAUTE DE MALEN

2009

Etude de faisabilité réalisée dans la région (comprenant notamment des prélèvements d'échantillons de sol et des enquêtes). La population n'a pas été informée.

Septembre 2010

Lors d'une réunion de la communauté à Sahn Malen, le chef suprême annonce aux représentants des communautés locales qu'une entreprise va s'installer et reprendre l'ancienne plantation appartenant à l'Etat.

Février 2011

Lors d'une réunion de la communauté à Sahn Malen, le chef suprême informe les représentants que toute la superficie de la communauté sera reprise par SAC pour la plantation de palmiers à huile et d'hévéas. Les propriétaires terriens de Malen s'opposent à la cession des terres.

Février/mars 2011

Le chef du village de Semadu convoque une réunion. Les membres de la communauté expriment leur inquiétude face au devenir de leurs plantations et de leur production alimentaire. Le chef suprême répond que l'entreprise s'emparera des terres, que les populations y consentent ou non. Lorsque les habitants demandent comment ils pourront se nourrir, le chef leur dit qu'ils pourront acheter des aliments avec l'argent qui leur sera donné.

5 mars 2011

Réunion de la communauté à Sahn Malen, en présence de la police armée, pour la signature du bail. Les chefs de village qui signent reçoivent une somme d'argent qu'ils redistribuent aux familles propriétaires de terres dans leur village. Les villageois et chefs de

villages qui refusent de signer sont tenus à l'écart de la réunion. Selon le bail, seuls 5 des 9 sections de Malen ont signé.

A partir d'avril 2011

Les plantations de palmier à huile des agriculteurs sont évaluées pour déterminer le montant de l'indemnité. Les plantations existantes de palmier à huile sont abattues. Début des opérations en pépinière. Préparation des infrastructures.

30 mai 2011

Lors d'une réunion des parties prenantes à Pujehun, les parties en conflit se rapprochent et expriment leur volonté de travailler de concert pour le bien-être de la population.

4 juin 2011

Lors d'une réunion de la communauté à Sahn Malen, le bail est intégralement lu au public pour la première fois, et partiellement traduit dans la langue locale, le Mende. La légalité du contrat est mise en question.

Octobre 2011

Des propriétaires terriens inquiets publient une déclaration faisant état de leur griefs (Association des Propriétaires de Malen, « Griefs des propriétaires de la communauté de Malen », lettre au chef du district de Pujehun, 2 octobre 2011, accessible en anglais sur www.greenscenery.org)

Plus de 100 propriétaires terriens bloquent l'accès à la zone louée par SAC. 40 sont arrêtés, 15 sont inculpés pour comportement séditieux, conspiration et langage menaçant.

Source: Melbach (2012).

« **Jamais nous n'avons pu dire 'non' à la transaction foncière ; nous nous sommes sentis contraints** »

Les zones rurales en Sierra Leone sont détenues par les familles de propriétaires terriens, avec une structure communautaire qui occupe une fonction administrative et de surveillance considérable. La notion d'inaliénabilité des terres des familles étendues et des communautés est fortement ancrée chez les populations. Les terres sont donc traditionnellement attribuées et non louées. Le droit écrit prévoit toutefois une procédure permettant aux allochtones de louer des terres, s'ils disposent de l'accord de la communauté et des conseils locaux. Les investisseurs peuvent signer un bail directement avec le propriétaire ou sous-louer des terres au gouvernement signataire du bail.

Dans la communauté de Malen, l'investissement de SAC a été présenté comme une transaction bien plus limitée qu'elle ne l'était réellement. Les propriétaires et exploitants locaux n'ont été informés qu'après la prise de décision par les autorités tribales et ont été enjoins d'apposer leur empreinte de pouce ou de signer sans avoir connaissance des détails de l'accord. Ce n'est que trois mois après la signature du contrat qu'il a été lu publiquement et traduit en langue locale (encadré 4.1).



S. J.

village Sinjo, Chefferie de Malen,
Sierra Leone

« Aujourd'hui je n'ai plus qu'un quart de ce que je possédais. La situation alimentaire a beaucoup empiré parce qu'on ne cultive plus rien. Avant, on mangeait deux fois par jour ; aujourd'hui on ne mange plus qu'une fois par jour et nous sommes obligés de tout acheter. J'ai payé 200 000 SLL au contremaître de Socfin [SAC] pour trouver un emploi à mes quatre enfants. J'ai dit à mes enfants que j'avais des difficultés et qu'ils devaient travailler ; maintenant ils travaillent tous les quatre pour la compagnie. Un de mes fils a quitté l'école pour aller travailler dans les plantations. »



Betty Sengeh

village Sinjo, Chefferie de Malen,
Sierra Leone

« Notre famille est parfois obligée de prendre un crédit ou de demander un prêt. Actuellement, nous avons 1 100 000 SLL de dettes au total, dont 200 000 SLL que nous avons utilisés pour acheter de la nourriture. C'est la première fois que nous avons dû nous endetter pour acheter de quoi manger. Ces deux derniers mois je n'ai pas pu rembourser quoi que ce soit parce que mes enfants, qui travaillent pour la compagnie, n'ont pas été correctement payés. Nous attendons un paiement annuel au titre des plantations que nous possédons, mais nous n'avons rien reçu. »

« Je travaillais pour Socfin, mais je suis tombé malade et j'ai dû arrêter. Avant, je cultivais nos propres terres et maintenant je suis à la maison sans rien faire... A court terme, je ne vois pas quelles sont les retombées positives de leur projet. A long terme, je ne sais pas. Je ne comprends pas bien ce qu'ils veulent faire. Nous ne comprenons pas vraiment parce que nous voyons que le chef, la compagnie et les autorités sont de leur propre côté, et pas vraiment du nôtre. »



Source : Welthungerhilfe/Green Scenery à partir de cartes officielles.

Le montant du bail, 5 dollars par acre (12,50 dollars par hectare) et par an, a été fixé par le gouvernement au lieu d'être négocié par les agriculteurs. Les propriétaires ne perçoivent que 50% du loyer annuel tandis que l'autre moitié est répartie entre les différents échelons administratifs du pays (le district et la communauté reçoivent 20% chacun et le gouvernement national 10%).

Au moment de la conclusion de l'accord, certains villages ont accepté les conditions imposées dans l'espoir que s'ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi et d'éducation. Ces opportunités n'ont toutefois jamais vu le jour. En août 2011, deux autres villages qui s'étaient montrés très favorables à l'accord étaient devenus plus critiques.

« Avant, nous avions beaucoup plus à manger »

Par le passé, la communauté de Malen était une société paysanne en

grande partie autosuffisante. Aujourd'hui, il s'agit d'une société quasiment dépourvue de terre, tributaire d'un besoin de main-d'œuvre incertain et irrégulier. Une société qui souffre de l'angoisse et de la précarité causée par cette dépendance.

Lors de la reprise de la terre par SAC, les agriculteurs ont obtenu un paiement unique d'environ 1 million de Leones (SLL) – environ 220 dollars – pour chaque acre de plantation de palmier à huile. Aucune indemnité n'a été proposée pour les autres cultures. Ce montant est relativement bas par rapport au revenu annuel que les agriculteurs auraient perçu – une somme que nombre de familles investissaient dans la scolarisation de leurs enfants.

Dans la petite agriculture, chaque membre de la famille contribue à la réussite de l'exploitation. Aujourd'hui, la plantation à grande échelle nécessite moins de main-d'œuvre et les anciens ménages agricoles

TABLEAU 4.1 PRIX D'UNE SÉLECTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LE DISTRICT DE PUJEHUN, SIERRA LEONE, 2011-2012

Produit	Unité	Prix (SLL) en mai 2011				Prix (SLL) en mai 2012				Différence de prix moyenne (%)
		Marché villageois	Marché local	Marché régional	Moyenne	Marché villageois	Marché local	Marché régional	Moyenne	
Riz local	Tasse	1000	-	1200	1100	1100	1200	1200	1167	+6,1
Riz importé	Tasse	1000	1000	1000	1000	1000	1000	933	978	-2,2
Manioc cru	Kg	500	-	1000	750	917	2000	1333	1417	+88,9
Manioc transformé (gari)	Tasse	250	250	200	233	400	300	-	350	+50,2
Huile de palme locale (variété dura)	Demi-litre	1000	1000	1200	1067	1400	1500	1433	1444	+35,3
Huile de palme Masanke (tenera)	Demi-litre	700-800	800	1000	850	1000	1000	1000	1000	+17,7
Patate douce	Pile	500	-	1000	750	917	1000	1333	1083	+44,4
Farine	Tasse	1000	900	1000	967	-	1100	1500	1300	+34,4
Sel	Tasse	700	800	-	750	1000	500	500	667	-11,1
Sucre	Tasse	2000	2200	2000	2067	2000	2000	2500	2167	+4,8

Note : Le symbole - signifie que le produit n'est pas disponible.

Source : Les prix ont été enregistrés par le personnel du projet de Welthungerhilfe. Toutefois, les prix à l'échelon du village ont été recueillis dans la région couverte par le bail en 2011 et 2012. Le taux d'inflation de 2011 était de 18,5% et selon les estimations il aurait baissé pour atteindre 8,5% en 2012 (Banque mondiale 2011a).

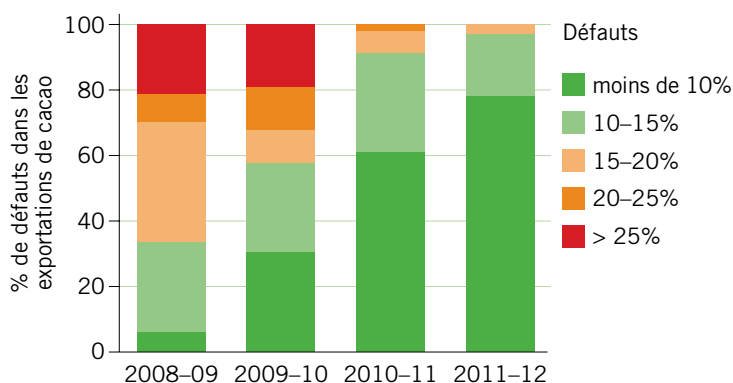
dépendent des revenus d'un seul des membres de la famille. Les emplois sont majoritairement temporaires et le recrutement se fait au jour le jour. Bien que la plantation attire des travailleurs venus de zones extérieures au district, aucun emploi n'est réservé aux hommes et aux femmes qui ont loué leurs terres.

Certes, les rémunérations à la plantation sont conformes aux projets d'investissement similaires en Sierra Leone, mais un salaire journalier de 2,20 dollars (SLL 10 000) est insuffisant pour répondre aux besoins alimentaires d'une famille, en particulier au vu de l'augmentation des prix à la consommation. Entre mai 2011 et mai 2012, les prix des denrées alimentaires sur le marché dans les régions touchées par les acquisitions foncières à grande échelle ont augmenté de 27% en moyenne (tableau 4.1).

A mesure que le niveau d'autosuffisance chute et les prix alimentaires augmentent, l'accès à une alimentation suffisante devient source d'inquiétude pour une grande partie de la population. Toutes les personnes interrogées en mai 2012 ont constaté un recul de la qualité et de la quantité des denrées alimentaires disponibles depuis l'accord conclu avec SAC. Les sondés ont notamment mentionné qu'ils consommaient moins de viande puisqu'il était plus difficile de trouver du gibier depuis le déboisement des zones forestières pour la plantation de SAC.

La conversion des anciennes surfaces agricoles et zones de brousse en plantation a eu d'autres conséquences dramatiques. Les populations s'inquiètent de plus en plus de la disparition du bois de chauffage (première source d'énergie dans les foyers, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, et de la difficulté de trouver des plantes médicinales.

TABLEAU 4.1 QUALITÉ DU CACAO EXPORTÉ PAR TROIS COOPÉRATIVES DU SIERRA LEONE, DE 2008-2009 À 2011-2012



Note : Un cacao de grande qualité a moins de 10% de défauts. La part du cacao de cette qualité est passée de moins de 10% des exportations du pays en 2008-2009 à plus de 75% en 2011-2012.



Sama Amara

village Kortumahun,
Chefferie de Malen, Sierra Leone

« Les ressources que nous tirons des plantations sont presque épuisées. Avant, il y avait du manioc et du riz toute l'année, par exemple. Je faisais des réserves d'huile de palme et d'arachide pour l'année et j'en vendais un peu quand nous avions besoin de nourriture... Aujourd'hui ma famille consomme 8 tasses de riz par jour alors qu'auparavant nous en mangions 20 tasses. Nous essayons quand même de faire deux repas par jour. »



Memai Charles

village de Kortumahun,
Chefferie de Malen, Sierra Leone

« Nous n'avons pas d'autre choix pour gagner notre vie. S'il y avait une autre possibilité, je ne travaillerais pas pour SOCFIN [SAC]. Quand je cultivais pour mon compte, je pouvais décider de la quantité que j'allais garder et de ce que j'allais vendre. C'était une bonne chose. Maintenant je reçois un tout petit salaire et je suis obligée de tout acheter. Les choses sont plus difficiles aujourd'hui, parce que tout se calcule. Quand nous cultivions pour nous-mêmes nous n'avions pas besoin de calculer. Et le coût de la vie augmente. Désormais, comparé à la situation précédente, nous sommes confrontés à une pénurie : maintenant, trois tasses de riz ; avant pas de mesure (peut-être cinq tasses). Je n'arrive pas à me souvenir de la dernière fois où nous avons mangé de la viande, mais nous mangeons du poisson au quotidien. Avant nous mangions de la viande au moins une à deux fois par semaine. Mais désormais, c'est loin d'être facile de trouver de la viande. »

Promouvoir le dialogue concernant d'autres formes d'investissement

Les gouvernements nationaux doivent respecter et protéger le droit de leurs citoyens à avoir accès à suffisamment d'aliments. Cependant, dans de nombreux endroits, les voix de ceux qui mettent en garde contre les développements erronés menaçant la sécurité alimentaire sont marginalisées. Dans ces cas-là, il est essentiel de soutenir les efforts des organisations de la société civile pour entamer un dialogue avec les représentants de leur gouvernement sur les conséquences observées des décisions politiques.

Pour recueillir des informations sur les impacts de l'investissement de SAC à Pujehun, Welthungerhilfe et Green Scenery ont aidé à créer un système de suivi basé sur la communauté. En outre, ces deux associations soutiennent la population locale de la Chefferie de Malen à évaluer les changements de leurs revenus à long terme. Au moment de la rédaction du rapport, Green Scenery était en train de créer une base de données destinée à répertorier toutes les acquisitions de terre à grande échelle en Sierra Leone. Cela s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large menée conjointement avec d'autres organisations de la société civile afin d'accroître la transparence d'accords concernant des investissements à grande échelle.

L'information collectée sera utilisée pour engager un dialogue à l'échelle nationale avec les dirigeants politiques et les médias sur les conséquences d'accords fonciers de grande échelle. Cette initiative ainsi que de nombreuses autres ont pour objectif de permettre une prise de conscience des risques posés par les investissements directs étrangers fonciers de grande envergure et de promouvoir des modèles d'investissements agricoles alternatifs.

À l'est de la Sierra Leone, les petits agriculteurs qui cultivent du cacao et du café sont confrontés à des contraintes similaires à celles observées à Pijehun et ailleurs dans la Sierra Leone rural. Les rendements sont faibles à cause d'une dépendance à des variétés et des techniques peu productives. Cela est également dû à l'âge avancé de nombreux arbres. À cause de la qualité médiocre des produits, les intermédiaires paient un bas prix aux agriculteurs. Il n'existe pas de mesures d'incitation pour que ces derniers investissent dans des systèmes de récolte, fermentation, séchage et marketing décentes. En outre, nombreux sont ceux qui dépendent d'un système de crédit qui maintient le statut quo.

Les politiques sont élaborées à l'échelle nationale. Néanmoins, le rôle et les fonctions du gouvernement local en matière de développement rural ne sont pas encore clairement compris ou appliqués. Par exemple, l'introduction des « Champs-écoles-paysans », dans le cadre du Programme de Commercialisation pour les petits agriculteurs, ne bénéficie pas encore à la majorité des foyers. Le secteur du cacao est négligé en termes de programmes de formations agricoles. De plus, depuis plusieurs années, les exportations de cacao stagnent, à un niveau nettement en-dessous de ceux atteints avant la guerre.

Dans ce contexte, les expériences menées par Welthungerhilfe en Sierra Leone montrent que, avec le soutien adéquat, la petite agriculture a un potentiel commercial qui va au-delà de la hausse de la disponibilité des denrées alimentaires sur les étals des marchés locaux et régionaux.

Welthungerhilfe, l'Institut Agro Eco Louis Bok et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) ont travaillé avec trois coopératives nationales « afin d'accroître les revenus et le bien-être des familles d'agriculteurs grâce à l'amélioration de la production

et du marketing dans les secteurs du cacao et du café à l'est de la Sierra Leone ». Dans cette démarche, ces associations ont pu compter sur le soutien de la Commission européenne. 10 000 petits agriculteurs cultivant en moyenne des surfaces de 2,4 hectares ont participé à cette coopération lancée en 2007. Grâce à ce travail, il a été démontré qu'il est possible d'accroître à la fois la qualité et la quantité de la production agricole, y compris dans un contexte où cette dernière est atomisée, c'est-à-dire aux mains de milliers de petits exploitants. Entre 2007 et 2009, le revenu moyen d'un foyer tiré de la production de cacao et de café a augmenté de 81% (USD 190). 15% de cette hausse peuvent être directement attribués au projet (suite à une comparaison des prix entre les villages bénéficiant du projet et ceux n'en bénéficiant pas). La qualité du cacao exporté via le projet des trois coopératives a également considérablement augmenté (tableau 4.1) Les données illustrent le potentiel économique des petits agriculteurs. Avec le soutien approprié et des méthodes de formation peu onéreuses telles que les « champs-écoles-paysans », les petits producteurs peuvent surmonter les obstacles tout au long de la chaîne de valeur tout en préservant la diversité et les structures durables des systèmes agroforestiers se basant sur la culture de cacaoyers.

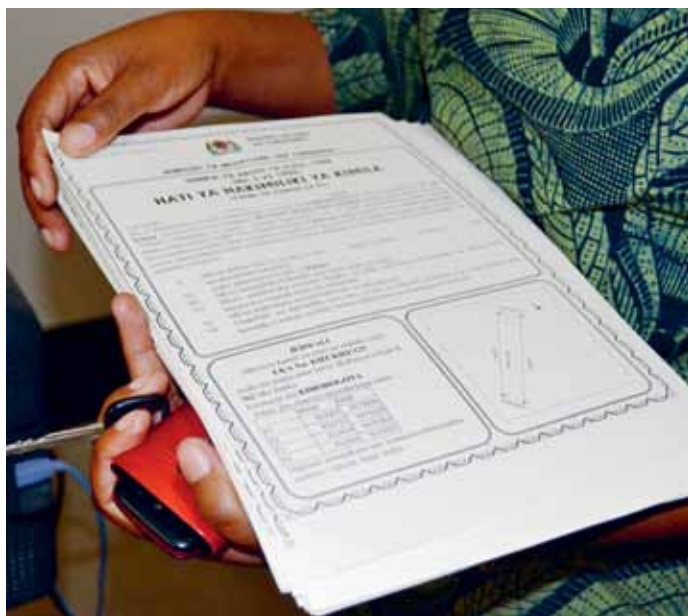
Titres fonciers et eau dans les zones rurales en Tanzanie : protéger les moyens de subsistance des agriculteurs pauvres

La Tanzanie est un pays de contrastes. Au cours des dernières décennies écoulées, le pays a connu un taux de croissance économique vigoureux. En outre, on estime qu'entre 2012 et 2016 la croissance annuelle du PIB sera supérieure à 7%. Mais la Tanzanie a également été frappée par la sécheresse et l'insécurité alimentaire en 2009 et 2010. De plus, le taux d'inflation annuel des aliments reste inchangé et atteint 25,3%. Quant à la part de l'alimentation dans l'indice des prix à la consommation, part qui représente 47,8% du panier de biens utilisé pour calculer l'inflation, elle a également augmenté. En 2012, on estime qu'environ 1 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et que 42% des foyers n'ont souvent pas accès à suffisamment d'aliments. Sur 79 pays, la Tanzanie est classée 54ème du GHI 2012.

L'agriculture est le pilier du mode de vie tanzanien. En effet, plus de 80% des Tanzaniens dépendent de l'agriculture pour subvenir à leurs besoins. Selon certaines estimations, 2,1 millions d'hectares seraient cultivés en Tanzanie, dont 95% par des petits agriculteurs possédant des terrains dont la surface varie entre 0,9 et 3 hectares. Ces petits agriculteurs utilisent des méthodes de travail traditionnelles et pratiquent principalement une agriculture vivrière.

Ces agriculteurs sont confrontés à des difficultés telles qu'une faible productivité, une dépendance à l'agriculture pluviale, des structures de soutien sous-développées, des technologies insuffisantes, des entraves pour accéder aux marchés alimentaires et des faibles subventions publiques. Mais ils doivent également faire face à un autre défi qui passe souvent inaperçu ; bien que plus de 90% des agriculteurs revendiquent la propriété de leur terrain, en réalité moins de 10% des Tanzaniens détiennent un titre de propriété foncière officiel.

En 1999 en Tanzanie, la loi N°4 relative au régime foncier et la loi N°5 relative aux terres de village ont été promulguées. Ces lois visaient à permettre aux petits agriculteurs de faire reconnaître leurs



Un certificat d'occupation des sols basé sur le droit coutumier (CCRO) rempli

droits sur leur terrain en leur octroyant un certificat d'occupation des sols se basant sur le droit coutumier (CCRO). Ces lois reconnaissent l'occupation des terrains et ont pour objectif de garantir d'un point de vue juridique les droits existants, notamment les droits coutumiers des petits agriculteurs. Elles garantissent aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes d'acquérir, de posséder, d'utiliser et de transférer des terres, que ce soit en leur nom ou en association avec des hommes en dehors de toutes restrictions coutumières ou religieuses. Ces deux lois avaient pour objectif de garantir le régime foncier mais également de permettre aux agriculteurs d'acheter du matériel et des intrants afin d'accroître leur production, de renforcer leur sécurité alimentaire et d'améliorer leurs moyens de subsistance.

L'application de ces lois a toutefois été confrontée à quelques difficultés. La plupart des droits d'occupation n'ont pas été enregistrés. En outre, étant donné que les CCRO ne sont pas reconnus comme des biens hypothécables, les institutions financières sont réticentes à les considérer comme des garanties. De plus, bien que les lois foncières reconnaissent que les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes en matière de propriété foncière, il arrive que ces clauses ne soient pas respectées à cause des lois coutumières et des pratiques traditionnelles. Les femmes mariées ne sont pas autorisées à vendre leur terrain sans la permission préalable de leur mari. A cause de certains comportements et attitudes, certaines femmes préfèrent ne pas intervenir dans les questions foncières.

Étant donné ces difficultés, en 2006, le gouvernement a lancé un Plan stratégique pour l'application des lois foncières. L'octroi de titres fonciers est également un pilier de Kilimo Kwanza, la stratégie nationale visant à transformer le secteur agricole tanzanien en un secteur commercial moderne.

Des obstacles demeurent, mais le besoin d'accélérer le processus de transformation du secteur agricole se fait de plus en plus pressant. C'est pourquoi le gouvernement lance de nombreuses initiatives afin d'accroître la production et d'encourager les investissements commerciaux dans ce secteur.



Sinaraha Adam Ng'omwa

District d'Iringa, Tanzanie

« Aujourd'hui ou demain, je ne serai peut-être pas là, et les voisins pourraient en profiter pour empiéter si les limites ne sont pas claires. »



Mustafa Kibibi Balizila

District de Kibondo, Tanzanie

« C'est une bonne chose d'avoir le certificat. C'est une sécurité pour mes enfants : si je meurs, ils pourront garder la terre. J'ai aussi mis le nom de ma femme sur le certificat, parce que c'est ma première femme. Je l'ai inscrite parce que nous travaillons cette terre ensemble depuis que nous sommes adolescents, alors c'est aussi son droit, et celui de ses enfants. Je pense que c'était important qu'elle figure sur le certificat. »



Ali Mtuli et Edna Mafunde

District de Pawaga Tanzanie

« Quand nous aurons assez d'argent, nous aimerions en demander un [un CCRO], pour garantir la sécurité de notre terre. Avant, la terre n'avait pas de valeur, mais maintenant la demande augmente et nous avons entendu aux informations qu'il y a des gens qui commencent à s'approprier des terres, alors cela vaut la peine de protéger la nôtre. »

Le travail de Concern en matière de titres fonciers et d'irrigation

Concern Worldwide travaille en Tanzanie depuis 1978, date à laquelle elle a été invitée par le premier président, Julius Nyerere, à mettre en œuvre des projets de développement communautaire à Iringa. A une époque, cette région située dans une zone montagneuse dans le sud du pays a été le grenier de la Tanzanie. Cependant, au cours des 20 dernières années, Iringa a connu de longues périodes de sécheresse. Rien qu'en 2011, sur une population de 245 000 personnes, 43 000 ont demandé une aide alimentaire.

La terre revêt une importance vitale pour le peuple d'Iringa, car 90% de sa population tire ses revenus de l'agriculture et de l'élevage. Néanmoins, le potentiel reste en grande partie inexploité et bien que 40% des terres soient arables, seuls 23,3% sont cultivées.

Garantir les titres de propriété foncière et l'irrigation sont deux missions essentielles du travail de Concern dans la région et au-delà. Depuis 2006, l'objectif prioritaire des programmes de Concern sur les moyens de subsistance a été le suivant : que les citoyens pauvres et vulnérables d'Iringa, de Kiolo et de Mtwara puissent jouir de leur droit à un niveau de vie correct. Un autre volet primordial de ces programmes est d'accroître l'accès de ces citoyens à la terre et le contrôle qu'ils exercent dessus. Pour atteindre cet objectif, ils doivent régulariser leurs statuts de propriétaires grâce à l'acquisition de CCRO. Ces efforts ont déjà donné d'importants résultats. Concern a apporté son soutien pour l'octroi de plus de 9500 CCRO, ce qui représente environ 16% du nombre total de certificats d'occupation des sols attribués en Tanzanie depuis l'entrée en vigueur des lois foncières en 2001.

Depuis 2009, la région d'Iringa a délimité 103 de ses 125 villages et délivré à chacun d'entre eux des certificats fonciers, dans l'attente de la délimitation des terrains individuels et de l'octroi de CCRO aux foyers. Concern a apporté son soutien au développement de plans d'utilisation des sols dans 12 villages ainsi que pour les autres étapes du processus de titrage des terres. Cependant, Concern n'est pas intervenue dans la délimitation des terrains ni dans le levé des limites des terrains qui ont relevé de la responsabilité du Conseil du village et du Bureau foncier. Plus de 8000 titres fonciers ont été délivrés dans la région d'Iringa, dont plus de 6000 ont été appuyés par Concern.

LES PRINCIPALES ÉTAPES DU PROCESSUS D'OCTROI DES CERTIFICATS D'OCCUPATION DES SOLS SONT LES SUIVANTES :

- Fournir des ressources aux agents du Bureau foncier (régional), y compris des stations GPS, des ordinateurs, des boîtes de classement, des sceaux officiels et des logiciels ;



LE CORRIDOR DE CROISSANCE AGRICOLE DU SUD DE LA TANZANIE

- Le corridor de croissance agricole du sud de la Tanzanie (indicatif)
- Zones d'intervention de Concern
- Bureau capitale de Concern

Source : SAGCOT (2012).

Note : Le Corridor de croissance agricole dans le sud de la Tanzanie couvre environ un tiers de la Tanzanie continentale. Il s'étend au nord et au sud de l'axe central routier, ferroviaire et de la « colonne vertébrale » du pays, l'axe du pouvoir qui s'étend de Dar es Salaam aux régions du nord de la Zambie et du Malawi.

- Organiser des réunions d'information sur la loi N°5 relative aux terres de village de 1999 et la loi Dispute Act N°2 de 2002 ;
- Créer des tribunaux et des comités fonciers ;
- Former les tribunaux et les comités à exercer leurs responsabilités ;
- Préparer des plans d'utilisation des sols du village en coopération avec le Conseil du village et l'Assemblée du village ;
- Délimiter et relever les limites du village en coopération avec les Comités fonciers de village ;
- Préparer et délivrer les certificats aux villages ;
- Mener à bien l'attribution de parcelles de terrain individuelles au sein du village ;
- Créer des établissements de registres fonciers dans les villages et les équiper de matériel tel que des sceaux, des registres, etc. ;
- Créer une base de données regroupant toutes les informations liées à la question foncière telles que les coordonnées GPS des parcelles de terrain ;
- Enregistrer et délivrer des CCRO au nom de propriétaires individuels ;
- Payer le tarif fixé par le Conseil du Bureau foncier de 50 000 TSh (31,60 dollars USD) par CCRO et par foyer.

Les bénéfices de l'enregistrement des titres de propriété foncière

En Tanzanie, dans ce domaine, cette coopération est celle à avoir remporté le plus large succès en termes de nombre de titres fonciers délivrés. Le principal avantage que tirent les petits agriculteurs de cette coopération est la sécurité. Les titres de propriété foncière garantissent aux agriculteurs une reconnaissance juridique. Si le terrain est la propriété de quelqu'un, alors par la suite il faudra lui verser une compensation. Cela est particulièrement important à la lumière d'une nouvelle initiative gouvernementale lancée en 2010 au Forum économique mondial pour l'Afrique. Le Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania-SAGCOT-(Corridor de croissance agricole dans le sud de la Tanzanie) englobe un tiers de la Tanzanie continentale, s'étend depuis Dar Es Salaam à l'est jusqu'à Morogoro, Iringa, Mbeya, et Sumbawanga à l'ouest. Cette stratégie a été élaborée afin de donner plus d'autonomie à la fois aux petits agriculteurs et aux plus grands exploitants agricoles, le but étant de faire de l'agriculture un succès commercial grâce à un partenariat noué avec

le gouvernement, les entreprises et les donateurs. Avec le temps, cette initiative est susceptible d'avoir des retombées considérables pour les petits agriculteurs alors même que des entreprises cherchent à investir en Tanzanie. Garantir que ces agriculteurs bénéficient d'un régime foncier sûr est une étape cruciale pour consolider leur position à l'avenir.

Le second bénéfice concret de l'enregistrement des titres de propriété foncière est l'accès au crédit. En effet, cela permet aux agriculteurs d'investir et d'augmenter leurs rendements. Ce processus a également permis de connaître précisément la quantité de terres actuellement disponibles. De nombreux villages et autorités locales ont découvert qu'il n'y a pas autant de terres qu'ils le pensaient. Selon Msigwa Malaki, Commissaire Adjoint aux questions foncières, dans la région sud, « Lorsque nous avons procédé à la délimitation des terrains, nous pensions qu'il y en avait assez ; nous pensions qu'il y avait des terres inexploitées. Mais lors du relevé, les villages se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas assez de terres pour être inclus dans le projet SAGCOT » (Msigwa Malaki, déclaration personnelle). Des limites plus clairement établies ainsi que la reconnaissance d'un droit de propriété sur les ressources naturelles ont réduit les opportunités d'exploitation ainsi que le nombre de contentieux actuels.

Le défi posé par l'irrigation

Obtenir des titres fonciers est une partie de la solution. L'eau est également un sujet clé pour les agriculteurs d'Iringa. Etant donné que les régimes de précipitations deviennent de plus en plus imprévisibles, la dépendance à l'agriculture pluviale devient trop risquée. Moins de 40% de la région dispose de systèmes d'irrigation et de nombreux agriculteurs sont dans l'incapacité de cultiver leurs terres. C'est pourquoi l'irrigation est un volet crucial du Programme intégré de moyens de subsistances de Concern qui travaille de concert avec le Bureau régional du ministère de l'agriculture. Leur objectif commun est d'améliorer les infrastructures d'irrigation en soutenant les projets d'amélioration des canaux et de construction de vannes. L'introduction de l'irrigation au goutte à goutte représente également une stratégie clé de Concern.

A Luganga, par exemple, des vannes ont été installées le long du canal pour aider à réguler la quantité d'eau qui arrive aux fermiers. Concern a apporté son soutien au projet visant à renforcer et former des groupes d'utilisateurs d'eau et leurs comités de gestion. Ces comités sont formés par des villageois qui ont été élus par leurs pairs. Ces comités sont chargés de contrôler l'utilisation de l'eau, de recouvrer les coûts qui y sont liés et de gérer les opérations de maintenance du canal. Le canal permet à 300 agriculteurs de bénéficier d'un système d'irrigation grâce auquel ils peuvent cultiver leurs terres, accroître leur sécurité alimentaire et améliorer leurs revenus.

Néanmoins, cette avancée ne va pas sans poser de problèmes. La perte d'eau due à des fuites le long du canal est une difficulté qu'il faut résoudre. Ce faisant, cela permettrait une deuxième récolte, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs. La perte d'eau nuit également à la valeur de la terre qui décroît au fur et à mesure que la production chute. A l'inverse, la valeur du terrain augmente s'il jouit d'un accès à l'eau. Au début de l'année 2012, un connecteur temporaire a été installé afin de faciliter l'arrivée d'eau à 450 agriculteurs supplémentaires. Depuis sa mise en place, le volume total d'eau disponible pour tous les petits exploitants a chuté, ce qui a entraîné une baisse de la production.

Dans la région, les tensions liées à l'eau entre les éleveurs et les agriculteurs sont de plus en plus fréquentes. Bien que les éleveurs de bétail aient des terres, il est possible que celles-ci ne disposent pas de source d'eau. C'est pourquoi parfois, ils n'ont d'autre choix que d'empiéter sur les terres cultivables et d'accepter de payer une certaine somme d'argent à leur propriétaire. Ainsi leurs animaux peuvent avoir accès à des pâturages et à de l'eau.



Hamidu N'gulali

Village de Ruaha, Iringa, Tanzania

« C'est beaucoup de travail de faire pousser des oignons, et le manque de main d'œuvre nous a beaucoup pénalisés. C'est impossible de préparer la ferme et de tout prévoir tout seul. Et même si j'ai cultivé 0,4 hectares de riz cette année, je n'ai réussi à récolter que 10 sacs parce que la pluie n'a pas duré assez longtemps cette année. »



Safia Mohamed Kikwebe

District de Kibondo, Tanzanie

« Maintenant je sais que même si je meurs, la terre sera en sécurité parce que j'ai enregistré les noms de 4 de mes enfants sur le certificat. 2 filles et 2 garçons. (Je ne pouvais inscrire que quatre enfants maximum.) J'ai 2,5 hectares de terres, et je cultive du maïs, des haricots, des pommes de terre et du manioc. »

« Un de mes fils est marié, donc je cultive la terre, et mon fils m'aide. Nous échangeons aussi ce que nous produisons, donc si l'un d'entre nous a un problème, nous partageons la récolte (manioc ou maïs). Je mange deux fois par jour, le midi et le soir, et je vais travailler à la ferme très tôt. »

« Je pense que le certificat a des avantages importants. Par exemple, on peut louer la ferme pour gagner de l'argent. Je pense le faire en cas de nécessité. Je peux louer ma terre, et comme ça je peux continuer de payer l'école des enfants. »

Progresser en matière d'enregistrement des titres de propriété foncière

Alors que les bénéficiaires du processus d'enregistrement des titres de propriété foncière commencent à se faire sentir à Iringa, depuis l'entrée en vigueur des lois relatives aux questions foncières en 2001, les progrès sont extrêmement lents. Selon l'agent du Bureau foncier (régional), la politique foncière n'a pas été fixée comme priorité dans les budgets nationaux, contrairement aux secteurs de la santé, l'éducation ou les infrastructures. Iringa dispose d'un budget régional total de 189 millions TSh. De cette somme, 10 millions de TSh ont été alloués par le gouvernement national. Le Bureau foncier régional estime qu'en réalité il est probable qu'ils ne reçoivent qu'un tiers de cette somme. En outre, pour l'année 2012-2013, un seuil de 5,4 millions de TSh (USD 3,412) a été fixé pour le budget de l'administration chargée des questions foncières d'Iringa. Les budgets globaux sont soumis à une pression certaine et les budgets alloués à l'administration chargée des questions foncières ont été limités. Cela suscite des préoccupations et soulève des questions sur la priorité donnée au thème des titres fonciers. Des investissements supplémentaires sont nécessaires afin que d'autres communautés et agriculteurs se voient octroyer des titres fonciers.

Au cours des dix dernières années, le gouvernement s'est attelé à accorder la priorité aux investissements dans le secteur agricole. Tout comme le corridor SAGCOT, qui a été très largement promu, les questions foncières et le processus d'enregistrement des titres fonciers doivent recevoir un soutien technique et financier. Les citoyens doivent être protégés grâce aux titres fonciers, avant que les entreprises ne s'implantent dans des zones déjà utilisées. Il faut veiller à ce que tous les paysans aient leur CCRO avant d'inclure leurs terres dans le projet SAGCOT.

Les communautés ainsi que les Conseils des villages doivent communiquer à plus grande échelle et diffuser plus largement les informations concernant le titrage des terres. Une grande incertitude persiste en ce qui concerne le processus et les autorités compétentes pour effectuer l'enregistrement des terres. Selon les procédures officielles, les agriculteurs doivent s'inscrire auprès du Conseil foncier du village, puis leur demande doit être examinée par le Tribunal foncier du village ; par la suite, une pile d'inscriptions est envoyée au Ministère régional chargé des questions foncières. Cependant, il est parfois arrivé que les Conseils des villages attendent que le Ministère régional chargé des questions foncières se mette en contact avec eux et leur annonce une visite prochaine pour délimiter les terrains.

L'expérience de Concern en matière d'enregistrement des titres de propriété foncière met en lumière qu'une ferme volonté politique est indispensable ainsi que des politiques complémentaires, des programmes intégrés, tout comme un soutien financier, une amélioration des services et des programmes liés à l'eau. Chacun de ces éléments, au même titre que les autres, est crucial. Si un seul venait à manquer, l'impact général du projet serait moindre. Au contraire, tous réunis, ces éléments peuvent garantir et renforcer les investissements dans le processus de titrage des terrains ainsi que ses retombées considérables en Tanzanie dans les années à venir.

Conclusion

Les exemples de la Sierra Leone et de la Tanzanie illustrent les vulnérabilités particulières des petits exploitants liées à la pénurie de ressources et à une concurrence accrue. Bien que des politiques

nationales aient été mises en œuvre comme par exemple le Programme de commercialisation pour les petits agriculteurs en Sierra Leone et les lois foncières en Tanzanie, les retombées positives pour les familles des petits agriculteurs sont limitées.

Certaines études suggèrent que si le potentiel de ces politiques était pleinement exploité, alors elles pourraient satisfaire les besoins et garantir les droits des petits agriculteurs. Mais pour cela, elles doivent aller de pair avec des ressources et des moyens appropriés et être reconnues comme volet d'un projet plus large de « modernisation de l'agriculture ». C'est-à-dire un projet qui soutienne implicitement et explicitement les petits agriculteurs.

Le chapitre 5 présente des recommandations qui détaillent les politiques et les cadres de travail nécessaires pour une gouvernance responsable des ressources naturelles. Il présente des avancées techniques et des approches qui ont permis de s'attaquer avec succès au manque de connexions entre les politiques liées à l'eau, à la terre et à l'énergie. Il aborde également les mesures qui devraient être prises pour lutter contre les facteurs de la course aux ressources.

¹⁶ Le programme prévoit un budget de 403 millions de dollars (USD). Toutefois, à partir de juillet 2012 le SCP s'est vu allouer 50 millions de dollars par le Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (Global Agriculture and Food Security Program, GAFSP), administré par la Banque mondiale. En outre, la Banque de Développement Islamique a annoncé une contribution à hauteur de 20 millions de dollars. Un certain nombre d'autres programmes, dont le budget total s'élève à 83 millions de dollars, s'inscrivent dans le cadre du SCP parce qu'ils soutiennent certaines composantes du premier programme (le Programme de la Banque mondiale pour le secteur privé rural, le programme de réhabilitation de l'agriculture de la Banque Africaine de Développement ainsi que le programme pour le financement rural et l'aide aux communautés et le projet communautaire de réduction de la pauvreté du Fonds International de Développement Agricole).

¹⁷ Ces données de suivi proviennent de l'Organisation Non Gouvernementale sierra-léonaise Green Scenery (www.greenscenery.org).

¹⁸ En août 2011 Welthungerhilfe a commandité une étude de cas indépendante afin de mieux comprendre le point de vue des agriculteurs locaux sur la transaction foncière et d'appréhender les impacts de l'acquisition de terres. L'étude complète se trouve sur le site internet de Welthungerhilfe (Melbach 2012).



Kaleta Sharaba Kabika

District de Kibondo, Tanzanie

« La terre nous appartient, nous la cultivons et cela nous permet de nourrir nos enfants. Je ne serais pas tranquille si mon nom ne figurait pas sur le certificat. Si mon mari mourait, mes enfants et moi ne serions pas protégés. Et puis mon mari pourrait vendre la terre, ou la louer, sans me le dire ; mais maintenant, comme le certificat est à nos deux noms, si nous voulons la vendre ou la louer, nous devons prendre la décision ensemble. »



Anna Mdeka tenant une copie de son CCRO, Village de Luganga, District de Pawaga, Iringa

Anna Mdeka tient fièrement son CCRO. A ses yeux, ce titre foncier représente une sécurité et une indépendance essentielles. Il y a quelques années de cela, Anna a perdu une de ses jambes, et sa vie en a été transformée de bien des façons. Alors qu'auparavant elle commerçait, désormais elle dépend exclusivement de son exploitation pour vivre. C'est en 2006 que Concern Worldwide s'est engagé auprès du Conseil du village de Luganga, District de Pawaga, afin de soutenir le processus d'octroi de CCRO. L'objectif était de susciter une prise de conscience concernant ce processus, de faire des relevés de terrains et de les délimiter. En 2008, le terrain d'Anna a été l'un des premiers à faire l'objet d'un relevé. Un an plus tard, Anna a fait partie des 5 premières personnes à recevoir un CCRO officiel.

« Le premier à m'avoir parlé du CCRO, c'est mon fils. Il s'était rendu à une réunion au cours de laquelle ce sujet avait été abordé. Lorsqu'il est rentré à la maison, il m'a encouragée à entamer des démarches pour en obtenir un. Il m'a expliqué que le CCRO pouvait être utilisé pour contracter un crédit, et il aimait l'idée de ne pas être harcelé à propos de mon exploitation. Comme je suis mariée, j'ai dû parler de

cette démarche à mon mari. Il a deux autres épouses, mais il a accepté de me donner 0,8 hectares de terrain. J'ai alors entamé les démarches à mon nom afin d'obtenir un CCRO. »

Tout au long du processus, Concern a apporté son soutien à Anna. L'association a notamment payé les frais de délimitation du terrain et de préparation du titre foncier fixés par le Bureau foncier régional d'Iringa. Ces frais s'élevaient à 50 000 TSh (USD 31,60). Pour Anna, le principal avantage de ce titre foncier, c'est le sentiment de sécurité qu'il lui a apporté. Car désormais elle sait qu'un terrain de 0,8 hectares lui appartient et ne peut pas lui être retiré. Anna est une des trois femmes de son mari, et désormais ses moyens de subsistance dépendent moins des autres et sont mieux protégés.

Cela va faire 4 ans que son titre foncier lui a été délivré, cependant Anna ne l'a pas utilisé pour obtenir un crédit. Néanmoins, elle sait exactement ce qu'elle ferait d'un prêt : « J'aimerais emprunter 500 000 TSh pour acheter des cochons et cultiver plus. J'aimerais diversifier mes cultures et gagner plus d'argent, mais je ne suis pas sûre de comment obtenir un crédit. »

A Iringa, l'incertitude concernant l'utilisation des titres fonciers pour obtenir un crédit est monnaie courante. Cela pose un problème : des plus de 8000 personnes qui ont obtenu un titre, seules 21 l'ont utilisé comme garantie. En outre, ces exploitations étaient dans l'ensemble assez développées, produisaient des cultures commerciales et étaient plus mécanisées. Les institutions financières prêtent attention à ces critères et limitent donc les opportunités pour les petits agriculteurs. De plus, ces titres ne sont pas encore pleinement reconnus comme des biens hypothécables. Par conséquent, les institutions financières sont réticentes à les accepter. A l'heure actuelle, le Ministère des questions foncières travaille afin que ces titres fassent partie intégrante de la loi sur l'enregistrement des terres. Cependant, cela prendra du temps. En attendant, étant donné le manque d'information et de politiques complémentaires dans ce domaine, les bénéfices de ces titres sont limités.

L'eau représente un autre défi pour Anna. « Si je ne reçois pas assez d'eau du canal, des mauvaises herbes poussent sur mon terrain. Le canal est dans un état délabré. Si au cours de ces trois dernières années Concern ne l'avait pas rénové nous aurions été dans l'incapacité de faire pousser quoi que ce soit dans le village. » Le lotissement d'Anna a un accès au canal, elle peut donc cultiver du riz. Elle en récolte entre 26 et 30 sacs par saison. Après la principale récolte, lorsque la terre s'assèche, elle cultive du maïs. Elle gagne en moyenne 600 000 TSh (USD 380) par saison. Elle échange également une partie de son riz contre du maïs et de la viande.

Avant de partir, Anna explique que son CCRO a incité son mari à s'intéresser à ce processus, et désormais, il a son propre titre foncier. Concern apporte un soutien croissant au processus d'enregistrement des titres de propriété foncière, ce qui permet à de nombreuses personnes de la communauté d'exercer un contrôle sur la terre qu'elles cultivent depuis longtemps. En 2011, 119 parcelles supplémentaires ont fait l'objet d'un relevé et ont été délimitées dans le village d'Anna.



« Les états peuvent et doivent réaliser une **réorientation de leurs systèmes agricoles** vers des modes de production qui contribuent à la réalisation progressive du droit de l'homme à une alimentation adéquate. »

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

RECOMMANDATIONS

Dans les décennies à venir, la sécurité alimentaire sera soumise à une pression accrue du fait des pénuries en eau, en terres et en énergie. Si nous souhaitons faire des progrès et améliorer le bien-être ainsi que le statut nutritionnel des plus pauvres, nous devons faire en sorte que toute une série d'aliments soit plus disponible et plus accessible. Il faudra également identifier et s'attaquer aux pratiques et aux politiques permettant le gaspillage et garantir aux communautés locales un plus grand contrôle sur les moyens de production et un meilleur accès à ces ressources.

La volatilité croissante des prix alimentaires ainsi que la flambée des prix des denrées alimentaires, en partie due à la pénurie en terres, en eau et en énergie, ont poussé de nombreux pays à repenser l'agriculture et leurs stratégies en matière de sécurité alimentaire et à les aligner avec les politiques concernant la terre, l'eau et l'énergie. Des stratégies holistiques, prenant en compte à la fois la terre, l'eau, l'énergie et les aliments peuvent réduire les impacts négatifs des politiques incohérentes mises en œuvre dans chacun de ces domaines. Elles peuvent également permettre de promouvoir le partage d'innovations couronnées de succès.

Les différentEs autorités gouvernementales doivent travailler en étroite coopération entre elles, mais également avec les communautés locales, la société civile et le secteur privé dans les domaines de l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de politiques. Il est impératif de mettre en place un suivi des résultats donnés par les changements opérés dans les secteurs de l'eau, la terre et l'énergie tant sur le plan humain que sur le plan environnemental. Un suivi doit également être réalisé pour les stratégies alternatives dans les secteurs de l'agriculture, des denrées alimentaires et de la nutrition.

Dans ce contexte, des mesures doivent être prises dans trois domaines :

1. Gouvernance responsable des ressources naturelles : se doter d'un cadre réglementaire adapté

- Garantir les droits fonciers et les droits liés à l'eau
- Supprimer graduellement les subventions
- Créer un environnement macroéconomique propice

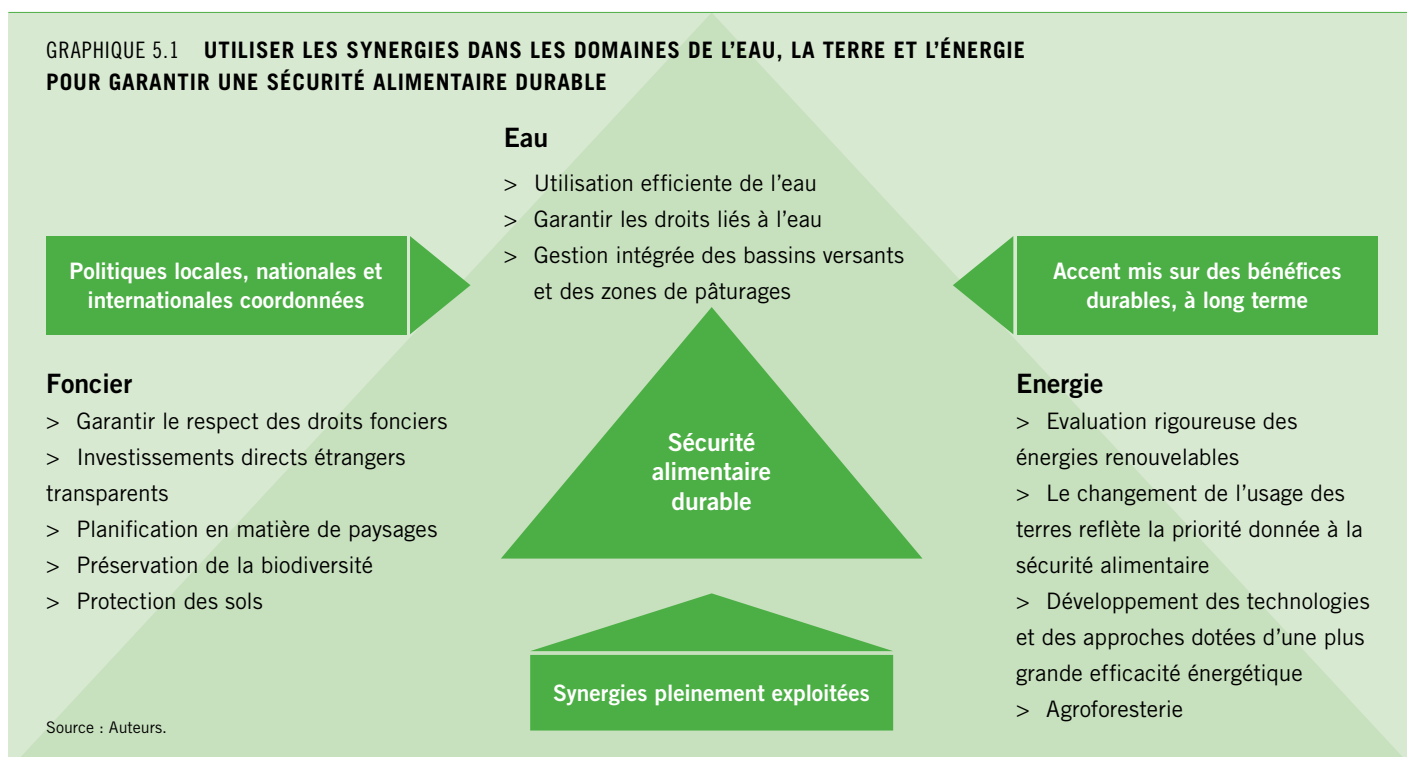
2. Renforcer les approches techniques :

- Investir dans les technologies de production agricole qui permettent une plus grande efficacité hydrique, énergétique et foncière
- Promouvoir les approches qui entraînent une utilisation plus efficace de la terre, de l'eau et de l'énergie tout au long de la chaîne de valeur
- Éviter l'épuisement des ressources grâce aux suivis et évaluations des stratégies appliquées en matière d'eau, de terre, d'énergie et de systèmes agricoles

3. S'attaquer aux facteurs responsables de la pénurie des ressources naturelles : gérer les risques

- Prendre en compte le changement démographique, promouvoir l'accès des femmes à l'éducation et à la santé reproductive
- Accroître les revenus, réduire les inégalités et promouvoir des modes de vie durables
- Atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter grâce à l'agriculture

GRAPHIQUE 5.1 UTILISER LES SYNERGIES DANS LES DOMAINES DE L'EAU, LA TERRE ET L'ÉNERGIE POUR GARANTIR UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DURABLE



Gouvernance responsable des ressources naturelles : se doter d'un cadre réglementaire adapté

Garantir les droits fonciers et les droits liés à l'eau

Les ressources naturelles s'épuisent. C'est pourquoi la manière dont les droits fonciers et ceux liés à l'eau seront répartis aura des retombées croissantes sur le développement social et économique des Etats et de leurs citoyens, ainsi que des conséquences particulières sur les moyens de subsistance des plus défavorisés.

Bien que la plupart des régions du monde possède des systèmes de droits, nombre d'entre eux sont sous-développés, sous-financés ou bien ne se fondent ni sur le droit écrit ni sur le droit coutumier. Dans ce contexte, les détenteurs de droits sont vulnérables et donc susceptibles d'être expropriés. La récente hausse du nombre d'accords fonciers passés au sein

ou entre des Etats a accru les défis et soulevé des questions clefs quant à la gestion des droits liés aux ressources locales.

En mai 2012, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a adopté des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (encadré 5.1). Ces directives permettent aux autorités gouvernementales, au secteur privé, à la société civile ainsi qu'aux citoyens de déterminer si leurs actions et celles des autres représentent des pratiques acceptables et sont orientées vers la protection des droits fonciers et des droits liés à l'eau des petits agriculteurs. De plus, à l'heure actuelle, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale étudie actuellement les principes qui doivent guider les investissements agricoles responsables. Ces principes seront disponibles dès 2013. Des études préliminaires menées sur des cas d'acquisition de terres ont montré que, jusqu'ici, les droits des petits agriculteurs et des groupes marginalisés n'ont pas suffisamment été pris en compte. C'est pourquoi les demandes des organisations d'agriculteurs et d'autres parties prenantes de mettre un terme aux acquisitions de terre à grande échelle doivent être examinées à la lumière de ces directives et de ces principes.

Supprimer graduellement les subventions

Il est nécessaire de mettre un terme graduellement aux subventions directes pour le carburant et les engrais afin de garantir une utilisation plus durable et efficace de l'eau, de la terre et des énergies. A la place, les pays devraient verser des aides limitées mais extrêmement ciblées aux agriculteurs et aux consommateurs pauvres afin de les soutenir. Les subventions dans les domaines de l'eau et de l'énergie entraînent une surconsommation de ces ressources rares, font peser une pression supplémentaire sur les budgets limités des gouvernements et souvent ne bénéficient pas aux producteurs et aux consommateurs les plus défavorisés. Néanmoins, de nombreux pays subventionnent l'eau et l'énergie, de manière directe (au travers de subventions pour l'eau et l'électricité et l'approvisionnement gratuit d'eau d'irrigation) et indirecte (en subventionnant les engrais). Ces pays cherchent ainsi à fournir un soutien aux revenus des agriculteurs et à stimuler la production. L'Agence Internationale de l'Énergie estime que les subventions allouées aux énergies fossiles devraient passer de 409 milliards de dollars USD en 2010 à 660 milliards de dollars USD en 2020. A titre de comparaison, les subventions versées aux énergies renouvelables s'élevaient à 66 milliards de dollars USD en 2010. Ces subventions accordées pour les énergies fossiles ne bénéficient pas forcément aux plus démunis. En 2010, les 20% les plus pauvres de la population mondiale ont reçu environ 8% des 409 milliards de dollars USD (AIE 2011). Quant au milliard de personnes sans accès à des formes modernes d'énergie, elles ont complètement été exclues de ces mesures d'aide.

En Asie du Sud, le budget national destiné aux subventions bénéficiant aux énergies fossiles augmente. Cela accroît la pression qui pèse sur les eaux souterraines (car de l'énergie est utilisée pour pomper l'eau nécessaire à l'irrigation) et les approvisionnements en énergie. Par exemple, et cela est en partie dû aux subventions aux énergies, plus de 60% de la production alimentaire indienne dépend des eaux souterraines qui souvent sont surexploitées.

Pour réduire la dépendance aux énergies fossiles, certains pays se concentrent tout particulièrement sur les sources d'énergie renouvelables. Cependant, jusqu'ici, les stratégies privilégiant les énergies renouvelables dépendent considérablement des biocarburants de première génération.

Akello Grace Acyanga

Lira, Ouganda



« La terre est la seule richesse qui reste au gens du village, et les gens se disent que s'ils la vendent, ils auront vendu tout ce qu'ils possédaient. »

« Je pense qu'à l'avenir mes enfants n'auront pas suffisamment de bois pour cuisiner ou se chauffer parce que les générations actuelles coupent les arbres pour en faire du bois de chauffe, et ils ne replantent pas. »

Immaculate Nakee

District de Nakapiripirit, Ouganda



« Pour améliorer l'accès à l'eau, à l'énergie et à la terre, les communautés devraient être sensibilisées. Les anciens devraient lancer une campagne d'éducation contre l'abattage excessif des grands arbres, pour creuser plus de puits dans les nouvelles implantations et construire des bassins d'eau de pluie pour les animaux et pour les besoins domestiques. »

Bien que le développement de biocarburants puisse être profitable aux économies de certains pays tels que le Brésil, les mandats pour les biocarburants instaurés par les Etats-Unis, l'Union européenne et une poignée d'autres pays ont contribué à réduire la quantité et la qualité de l'eau et de la terre disponibles pour les cultures destinées à l'alimentation. Par conséquent, cela a contribué à la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi qu'à une concurrence accrue pour les terres. Cette concurrence représente des risques considérables pour les petits agriculteurs dans les pays où les terres sont louées (voir chapitre 4).

Créer un cadre macroéconomique propice

Les solutions de marché qui prônent l'analyse des signaux envoyés par les marchés plutôt que la mise en place de directives explicites peuvent représenter une source d'argent pour les agriculteurs qui préservent l'eau, la terre et les services éco-systémiques qui en dépendent (Stavins 2005). Ainsi, les marchés de l'eau officiels et non-officiels qui ont vu le jour dans les pays dépendant de l'agriculture et où l'eau vient à manquer ont considérablement accru l'efficacité de la gestion de l'eau et de l'énergie (Easter, Rosegrant et Dinar 1998). Le paiement de services éco-systémiques est une autre alternative pour promouvoir l'utilisation efficace des ressources et éviter les conséquences délétères de leur mauvaise gestion. Par exemple, les villages en aval des sources d'eau peuvent payer les agriculteurs et les exploitants forestiers qui réduisent l'érosion des bassins versants en amont. Cependant, cette approche exige d'identifier les entités en aval qui peuvent et souhaitent payer pour ces services.

Renforcer les échanges commerciaux à l'échelle régionale et internationale peut permettre une production plus efficace et faire en sorte que les denrées agricoles soient produites dans les pays où les intrants sont plus abondants et à un prix plus accessible. Afin de garantir que le commerce soit le plus rentable possible et que ses bénéfices soient équitablement distribués, il est crucial de continuer à développer des institutions à l'échelle nationale et régionale et à élaborer des politiques en faveur des plus démunis pour gérer au mieux la mondialisation. Il est notamment nécessaire de lancer une réforme des politiques et des institutions budgétaires et financières, de promulguer des lois sur la propriété et les contrats qui promeuvent le commerce moderne, de créer des marchés flexibles et efficaces pour le travail, les produits, le capital, et de développer le capital technologique et humain.

Améliorer les échanges commerciaux de matières premières agricoles est également une solution pour compenser les retombées négatives du changement climatique sur la productivité agricole (Nelson et al. 2009b). Le changement climatique a une incidence sur les températures et les régimes de précipitations qui va entraîner une baisse de la productivité des cultures dans les pays en développement. Ceux-ci vont alors devoir augmenter considérablement leurs importations des principales céréales. Le commerce peut en partie compenser la perte future de productivité et donc minimiser les risques associés au changement climatique, en augmentant la résistance de certains pays qui sont susceptibles d'être durement frappés par des événements climatiques au cours de certaines saisons ou années.

Les agriculteurs devraient être encouragés à monter dans la chaîne de valeur en assumant de plus grandes responsabilités dans la transformation, l'emballage et le marketing de leurs produits. En prônant des économies d'échelle, les coopératives aident les agriculteurs à créer plus de valeur (voir l'étude de cas en Sierra Leone, chapitre 4), à acquérir une position plus solide sur les marchés ainsi qu'à trouver de nouveaux débouchés.

Renforcer les approches techniques

Investir dans les technologies de production agricole qui permettent une plus grande efficacité hydrique, énergétique et foncière

Bien que les investissements privés soient en plein essor, peu de gouvernements de pays en développement ont augmenté leurs investissements dans la recherche et le développement agricoles et dans les programmes de vulgarisation agricole. Pourtant, les pauvres tirent profit de ces investissements qui ont des impacts positifs sur leur sécurité alimentaire et leurs revenus. En 2003, dans la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, les gouvernements africains se sont engagés à allouer au moins 10% de leur budget national à l'agriculture et à des politiques de développement rural avant 5 ans. En 2008, seuls 8 pays avaient atteint cet objectif. Neuf pays ont déclaré avoir consacré entre 5 et 10% de leur budget à l'agriculture et 28 autres ont estimé y avoir investi moins de 5% (Omilola et al. 2010).

Cependant, la quantité ainsi que la qualité des investissements doivent être ajustés afin de développer au maximum la sécurité hydrique, foncière et énergétique, pour obtenir de meilleurs résultats en matière d'alimentation et de nutrition. Par le passé, les efforts se sont concentrés sur l'amélioration des semences et sur l'approvisionnement des agriculteurs en intrants afin qu'ils puissent augmenter leurs rendements agricoles. Cette approche reproduit un processus industriel dans lequel des apports externes permettent de produire selon un modèle linéaire de production. Néanmoins, il faudrait plutôt donner la priorité à des approches agro-écologiques intelligentes axées sur les spécificités locales qui augmentent la production, préservent les ressources naturelles et sont élaborées pour s'adapter à certaines conditions humaines et environnementales. De telles approches incluent une gestion intégrée de la fertilité des sols, l'alternance de périodes de séchage et de mouillage des rizières, l'ensemencement direct du riz, un approvisionnement en eau en temps voulu, la micro-irrigation ainsi qu'une utilisation plus efficace des engrais.

Par exemple, la gestion intégrée de la fertilité des sols implique l'utilisation d'engrais organiques et inorganiques ainsi que la pratique d'un labourage réduit et l'augmentation de la réutilisation des résidus des cultures - des pratiques qui protègent les sols et augmentent les nutriments. De nombreuses études menées en Afrique subsaharienne ont démontré que la gestion intégrée de la fertilité des sols accroît l'humidité des sols, améliore l'efficacité énergétique et augmente le rendement des cultures. Elle accroît également la présence de carbone organique dans le sol, ce qui est vital dans cette région (voir, par exemple, Bryan et al. 2011, Bationo et al. 2007, Marenja et al. 2012). Certaines technologies peuvent, sous certaines conditions, réduire l'utilisation d'eau, d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre tout en maintenant ou augmentant les rendements des cultures. C'est le cas, par exemple, de l'alternance de périodes de séchage et de mouillage des rizières, de l'ensemencement direct du riz, et de la culture du riz en zones arides. Certaines de ces technologies sont désormais adoptées car elles permettent de réduire la quantité de main d'œuvre et non pas forcément parce qu'elles contribuent à la préservation des ressources naturelles. Ainsi, l'ensemencement direct du riz, qui permet d'alléger la quantité de main d'œuvre (Pandey et Velasco 2005), est une pratique qui a été adoptée dans près de la moitié des zones rizicoles au Vietnam (Farooq et al. 2011). Cependant, il n'y a pas de solution unique. La meilleure approche pour répondre doit être déterminée au cas par cas.

ENCADRÉ 5.1 NOUVELLES DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LA GOUVERNANCE DES TERRES, DES PÊCHERIES ET DES FORÊTS

En mai 2012, le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale a adopté toute une série de directives volontaires afin d'aider les pays à élaborer des politiques et à promulguer des lois orientées vers une meilleure gestion des droits liés aux terres, aux pêcheries et aux forêts. L'objectif final est de renforcer la sécurité alimentaire et le développement durable. En presque trois ans, 96 gouvernements nationaux, entités du secteur privé, organisations de la société civile et universitaires ont participé à l'élaboration de ces directives. Bien que les directives aient majoritairement été débattues dans le cadre des acquisitions de terres à grande échelle ("accaparement des terres"), elles abordent tout une gamme de sujets tels que :

- La reconnaissance et protection des droits fonciers légitimes, y compris dans le contexte de systèmes non-officiels.
- Les meilleures pratiques pour l'enregistrement et le transfert de titres de propriété foncière (y compris rendre plus accessibles et plus abordables les systèmes administratifs fonciers).
- La gestion des expropriations et restitution des terres aux personnes qui par le passé ont été expulsées de force.
- Les approches garantissant que les investissements fonciers soient responsables et transparents. Cela inclut d'envisager des modèles d'investissement qui ne débouchent pas sur des transferts fonciers de grande échelle.
- Les mécanismes pour résoudre les contentieux portant sur des questions foncières.
- Les bonnes pratiques et politiques pour lancer des réformes en matière de remembrement et redistribution des terres.
- La mise en œuvre transparente et participative d'une planification territoriale règlementée.

L'adoption des directives volontaires n'est qu'une première étape. La FAO, en coopération avec de nombreux partenaires, est en train d'élaborer tout une série de guides techniques destinés à aider les pays à adapter les directives à leur situation locale et à les appliquer. C'est pour atteindre le même but que la FAO fournira une aide technique ciblée aux gouvernements.

Soutenir la société civile est au moins aussi important, si ce n'est plus. Des fonds et des formations doivent être disponibles afin de permettre à la société civile d'utiliser les directives comme un outil permettant de réaliser le suivi des politiques gouvernementales et de renforcer la responsabilité des gouvernements. C'est particulièrement vrai dans les pays où l'accès et l'exploitation des ressources naturelles font vivre une grande partie de la population.

Promouvoir les approches qui entraînent une utilisation plus efficace de la terre, de l'eau et de l'énergie tout au long de la chaîne de valeur

Afin d'être sûr que les objectifs fixés en matière d'alimentation et de nutrition pour les communautés pauvres et ménages ne jouissant pas d'une sécurité alimentaire soient atteints, il est essentiel de voir au-delà de la simple production agricole. Il faut également évaluer les retombées des politiques en matière d'eau, de terre et d'énergie tout au long de la chaîne de valeur. L'efficacité hydrique et énergétique doit être renforcée dans les secteurs de la transformation des produits et de la vente au détail. En outre, le transport, les transactions et les coûts commerciaux des produits finaux devraient être intégrés dans les plans d'intensification foncière ainsi que dans les nouveaux développements fonciers.

Certaines études récentes indiquent qu'il existe encore une marge de manœuvre afin de réduire les pertes après récolte tout au long de la chaîne de valeur, depuis l'exploitation agricole jusqu'au consommateur dans les pays en développement ainsi que dans les pays développés (voir, par exemple, Gustavsson, Cederberg et Sonesson 2011). Si, dans les pays en développement, les pertes après récolte de produits agricoles représentent entre 10 et 40% de la production totale, selon les produits concernés, et si l'on peut considérablement réduire ces pertes, alors la pression pesant sur l'énergie, l'eau et la terre peut être réduite de manière significative.

Néanmoins, d'autres études ont conclu que les pertes après culture dans les pays en développement pourraient être bien inférieures à ces chiffres (voir, par exemple, Greeley 1982, Reardon, Chen, et Minten, prochainement). Par conséquent, l'intérêt économique de la récupération de ces pertes reste à déterminer (voir, par exemple, Rosegrant, Tokgoz et Bhandary 2012). Afin de mieux comprendre les avantages que l'on peut tirer de la réduction des pertes après récolte (et du gaspillage d'aliments), les chercheurs doivent évaluer plus précisément les pertes qui peuvent être évitées tout au long de la chaîne de valeur pour les principales matières premières. De plus, ils doivent déterminer le coût de la réduction de ces pertes grâce à des interventions spécifiques à la fois dans les pays développés et en développement.

Éviter l'épuisement des ressources grâce aux suivis et évaluations des stratégies appliquées en matière d'eau, de terre, d'énergie et de systèmes agricoles

La disponibilité à long terme des ressources naturelles est essentielle pour la sécurité alimentaire. Il faut gérer de manière durable la demande croissante en produits agricoles pour éviter l'épuisement des ressources. Afin de refléter la valeur réelle des ressources naturelles et lancer des mesures d'incitation pour une gestion durable de ces dernières, les décideurs politiques devraient prendre en compte le coût total de la dégradation de l'environnement ainsi que l'ensemble des avantages et des services que les écosystèmes offrent. Cependant, pour y parvenir, ils ont besoin d'informations sur les technologies et les alternatives de développement qui peuvent promouvoir efficacement la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et un développement écologique durable.

Étant donné les liens existant entre l'eau, la terre, l'énergie et l'alimentation, nous avons besoin de nouvelles manières d'établir un suivi et d'évaluer les retombées des politiques qui soutiennent une utilisation durable des ressources naturelles. Dans le cas de l'alimentation, de l'agriculture et des bioénergies, de nouvelles mesures sont nécessaires afin d'évaluer, par exemple, les implications nutritionnelles et sanitaires des stratégies concernant les ressources naturelles ainsi que leurs conséquences en matière de sécurité alimentaire. Après avoir déterminé

quelles sont les meilleures approches, ces mesures peuvent donner lieu à la création de systèmes de suivi afin de compiler des données pour l'élaboration de politiques éclairées.

Au cours des dernières années, plusieurs initiatives ont été lancées afin de suivre les retombées socioéconomiques et environnementales des systèmes agricoles. Il est crucial que ces initiatives développent un large éventail d'indicateurs prenant en compte l'eau, l'énergie, l'utilisation des terres, l'alimentation, la nutrition, la santé. En outre, ces indicateurs doivent être simples et faciles à recueillir, y compris pour les agences gouvernementales des pays en développement et les agriculteurs eux-mêmes. Plus important encore, de tels systèmes de suivi doivent être transparents et les données doivent être disponibles en temps utile pour permettre aux gouvernements, au secteur privé et à la société civile de prendre des mesures d'ajustement en se fondant sur la valeur des indicateurs. Il s'agit de conjuguer science moderne et savoir local. Pour ce faire, le suivi et la recherche doivent être réalisés avec les agriculteurs locaux, notamment les petits exploitants agricoles. Leur participation sera la garantie qu'il n'y aura pas qu'une solution unique, mais au contraire plusieurs solutions, adaptées aux circonstances particulières et répondant aux vrais besoins.

S'attaquer aux facteurs responsables de la pénurie des ressources naturelles

Prendre en compte le changement démographique, promouvoir l'accès des femmes à l'éducation et à la santé reproductive

Cela fait longtemps que les économistes, les démographes et les décideurs politiques débattent des liens existant entre la santé reproductive, le changement démographique et le bien-être économique. Cependant, récemment, un nombre croissant d'études transdisciplinaires a démontré que le déclin de la fertilité a un impact sur la structure de la population d'un pays (voir, par exemple, Banque mondiale 2007, Joshi 2012).

La nouvelle pyramide des âges qui se dessine a un taux de dépendance plus faible qu'auparavant (moins de jeunes et de personnes âgées par personne en âge de travailler). Cela crée une fenêtre d'opportunité pour le développement économique. Des études ont également prouvé que l'accès à des services de planification familiale entraîne une réduction de la fertilité. Cela libère une partie des revenus des foyers et permet aux femmes d'investir davantage dans l'éducation. Un meilleur accès à l'éducation, notamment pour les femmes, aura des retombées positives en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle : l'Indice de la faim dans le monde 2009 estime qu'il existe une relation étroite entre l'éducation et la faim. Les femmes éduquées ont un meilleur état nutritionnel, sont mieux soignées et fournissent des soins de meilleure qualité à leurs enfants. Récemment, un sommet a été organisé afin de relever le défi consistant à fournir des services de planification familiale adéquats. Au cours de ce sommet, des promesses ont été faites : réduire de moitié le nombre de femmes dans les pays en développement qui n'ont pas, mais souhaiteraient avoir, accès à une contraception moderne (DFID 2012).

Augmenter les revenus, réduire les inégalités et promouvoir des modes de vie durables

Une hausse des revenus qui va de pair avec des changements dans les modes de vie et les régimes de consommation est susceptible d'accroître la demande pour une large palette de biens et de services. Les pays en



Jean Vea Dieudonné

Jacmel, Haïti

« En 10 ans, les prix de la terre ont triplé et ils se négocient de plus en plus en dollars américains. »

« Il faudrait plutôt dire que les choses ont changé, mais pas en bien. Il n'y a pas assez d'eau pour toute la population, pas assez d'électricité, et les terres en périphérie de la ville ont été transformées en quartiers précaires. »

« Pour améliorer la situation, il faudrait gérer plus efficacement nos ressources naturelles et contrôler plus attentivement la répartition de ces ressources. »



U Khwin Thein

Township de Pauk, Myanmar

« Je sais que les forêts autour de notre village ont été beaucoup trop exploitées. Quand j'étais jeune, quand j'avais 20 ans à peu près, la forêt entre Pauk et notre village était très dense. Personne n'osait la traverser, même en plein jour. »

« On pourrait peut-être améliorer la situation en introduisant des sources alternatives de combustible, en utilisant autre chose que du bois et peut-être en utilisant des poêles plus économes. Autrefois, j'avais un four de ce genre, en argile. Je l'ai gardé pendant longtemps pour le montrer aux autres et les encourager à l'utiliser. Mais je n'ai jamais pu l'utiliser pour moi, parce que je n'ai jamais réussi à convaincre ma femme... »

U Ye Myint

Townshipde Pauk, Myanmar



« Comme mon village est situé dans les basses-terres près du fleuve Yaw, c'est facile de creuser des puits et de trouver de l'eau. Nous souffrons de l'excès d'eau plutôt que du manque d'eau, en particulier à la fin de la saison des pluies. L'eau qui vient de plus haut se déverse dans le village et menace les maisons. C'est pourquoi nous voulons replanter des arbres sur ces 2 hectares au sommet de la colline, pour réduire le débit de l'eau. »

Lespérance Fedner

Coordinateur technique, Welthungerhilfe,
Jean Rabel, Haïti



« Ces dernières années, les prix de la terre ont énormément augmenté... La pression foncière conduit à l'urbanisation de zones qui étaient réservées à l'agriculture. »

« La population doit connaître et se sentir concernée par le problème de la disponibilité des ressources pour répondre aux besoins futurs de nos enfants. »

développement auront l'incalculable opportunité de pleinement exploiter le potentiel des ressources hydriques, énergétiques et foncières. Cela leur permettra de créer de la richesse. Cependant, ils seront également confrontés au risque de mal exploiter ces ressources, c'est-à-dire de manière à exacerber les inégalités économiques et la dégradation de l'environnement.

Les ressources naturelles sont souvent la principale source de revenus des populations les plus pauvres. Dans les pays ne bénéficiant pas d'une gouvernance solide des ressources naturelles, la société civile et la communauté internationale doivent intervenir. Elles doivent aider à renforcer les systèmes de gouvernance en faisant un suivi des ressources naturelles existantes et en s'assurant que ces dernières ne soient pas exploitées au détriment des couches les plus marginalisées de la société. Les programmes et initiatives tels que décrits dans le chapitre 4 peuvent aider à renforcer les groupes de la société civile. Ils seront alors en mesure d'apporter leur soutien aux personnes défavorisées et marginalisées afin qu'elles puissent exercer leurs droits et préserver leurs moyens de subsistance.

Dans le même temps, la croissance économique dans de nombreux pays en développement s'accompagne de l'émergence de modes de vie non durables, plus gourmands en ressources. La hausse des revenus représente une occasion à saisir en vue d'abandonner l'utilisation non durable des ressources naturelles et démontrer le potentiel des modes de vie respectueux du développement durable à l'échelle mondiale. De tels modes de vie doivent non seulement être durables d'un point de vue environnemental, mais ils doivent également permettre aux pays les plus démunis de rattraper leur retard avec les pays industrialisés en matière de bien-être humain. Néanmoins, c'est en grande partie aux pays industrialisés qu'il incombe d'adapter leurs modes de vie gourmands en ressources, au nom de la durabilité et de l'égalité.

De plus, une action plus globale est nécessaire pour réduire l'écart qui se creuse entre les plus riches et les plus défavorisés. L'étendue des inégalités varie d'un pays à un autre. Néanmoins, en se fondant sur les situations ethniques, régionales et religieuses, une carte systématique des inégalités entre les populations rurales et urbaines, les groupes sociaux et ethniques et entre les riches et les pauvres peut être dessinée dans toutes les régions du monde. Compte tenu des inégalités croissantes mises en exergue dans le scénario d'un Monde Conventionnel du chapitre 3, il est urgent d'augmenter les investissements dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures rurales, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale²⁰ dans les pays en développement à faible revenu. Ces investissements permettront de réduire le fossé entre les riches et les pauvres et de promouvoir un modèle de développement qui soit plus durable d'un point de vue tant environnemental que social. Les pays industrialisés doivent repenser leurs modes de vie et de consommation et démontrer qu'une utilisation responsable des ressources naturelles est bénéfique pour toute la société.

Atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter grâce à l'agriculture

Les pratiques durables sont essentielles pour aider l'agriculture à s'adapter au changement climatique. Dans le même temps, il a été démontré que l'agriculture contribue grandement au changement climatique,

essentiellement en produisant et émettant des gaz à effet de serre et en transformant le couvert végétal et l'utilisation des terres. Par conséquent, il sera nécessaire non seulement de réduire les conséquences délétères du changement climatique sur l'agriculture et les pauvres vivant en zone rurale, mais également de réduire l'impact de l'agriculture sur le climat. Les pays en développement auront besoin de financements pour l'adaptation de l'agriculture et l'atténuation des effets du changement climatique par l'agriculture. Cette aide financière et technique devrait compléter d'autres engagements en matière d'aide. Ces aides devraient également cibler les pays et les régions les plus vulnérables au changement climatique, notamment l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud.

Parmi les mesures d'adaptation essentielles figurent les investissements ciblés dans la recherche agricole, la vulgarisation agricole, les infrastructures rurales et les programmes de protection sociale renforcés. L'objectif devrait être de développer les cultures et le bétail qui sont résistants dans toute une série d'environnements de production. A l'échelle nationale, les programmes de vulgarisation agricole peuvent aider les agriculteurs à s'adapter grâce aux nouvelles technologies. Ils peuvent en outre renforcer les connaissances et les compétences des agriculteurs, les encourager à créer des réseaux destinés à partager des informations et développer des alternatives d'adaptation fondées sur la communauté. Par exemple, créer des systèmes d'irrigation gérés par les agriculteurs ou bien des pépinières d'arbres. Afin de suffisamment bien comprendre les interactions entre l'agriculture et le climat dans le but de soutenir les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique, il est indispensable de drastiquement améliorer la collecte de données, leur diffusion et leur analyse.

En outre, il faut lancer des réformes politiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole. A ce jour, l'agriculture n'a joué qu'un rôle secondaire pour atteindre cet objectif. Afin de réduire de manière significative les gaz à effet de serre, un grand nombre de petits agriculteurs doivent participer à des projets s'attaquant à ce défi. C'est pourquoi le coût administratif de l'atténuation des effets des gaz à effet de serre est plus important que dans d'autres secteurs. De plus, davantage de recherches doivent être menées pour évaluer la réduction des gaz à effet de serre possible grâce à une série de pratiques agricoles particulières. Bien que, jusqu'à présent, les marchés de carbone créés pour l'agriculture n'aient été efficaces que pour les grands exploitants agricoles, ils pourraient aider à réduire les émissions de carbone. Si les coûts de transaction peuvent être revus à la baisse pour les projets à petite échelle, ils pourraient à l'avenir devenir une source prépondérante de revenus pour les petits agriculteurs. La plupart des pratiques agricoles, pour ne pas dire la totalité, qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre permettent à la fois d'augmenter la productivité et de diminuer les autres impacts environnementaux. C'est le cas des approches agro-écologiques telles que la gestion intégrée de la fertilité des sols, qui peut être adaptée en fonction des contextes.

²⁰ La protection sociale inclut les allocations versées par les gouvernements à des particuliers ou à des foyers pour réduire la faim, la pauvreté ainsi que d'autres formes de privation. Ces allocations comprennent des filets de sécurité, tels que des programmes de travaux publics ou des versements en espèces de prestations sociales, des allocations chômage ainsi que des assurances contre la sécheresse et la maladie, ainsi que d'autres politiques sociales y compris des interventions directes dans le domaine de la nutrition et l'éducation primaire gratuite.



Ebwongu Edison

District de Kaberamaido, Ouganda

« Je sais que mes enfants n'auront pas suffisamment d'eau à l'avenir. Cela est dû au fait que nous faisons déjà face à une pénurie d'eau pure. Avant cela n'arrivait jamais dans notre village. Et puis avec la population qui augmente rapidement, les puits d'eaux souterraines vont être de plus en plus pollués par les activités humaines, donc la plupart des sources d'eau ne seront plus adaptées à la consommation humaine. »

« Pour lutter contre la pénurie de terres, nous devons sensibiliser la communauté à la planification des naissances pour garder le contrôle de la croissance déjà forte de la population. »



Daw Thaug Kyi

Township de Pauk, Myanmar

« Quand j'étais jeune, mes parents tiraient la plupart de leurs revenus du charbon de bois. J'ai appris que c'est à cause de cela qu'il n'y a plus assez de forêts aujourd'hui. Et s'il n'y a pas d'arbres, la pluie pourrait venir à manquer. Je voudrais planter des arbres pour obtenir du bois de bonne qualité pour construire une maison. Et j'aimerais aussi beaucoup installer un panneau solaire pour avoir de la lumière électrique. »

Source des données et mode de calcul des scores GHI de 1990, 1996, 2001 et 2012

Les trois indicateurs de l'indice sont exprimés en pourcentage et pondérés de la même manière. Les valeurs de GHI élevées indiquent un niveau de faim élevé. L'indice varie entre 0 (minimum) et 100 (maximum), mais ces deux extrêmes ne sont jamais atteints dans la pratique. Un indice GHI équivalent à 100 serait atteint seulement si la totalité des enfants décédaient avant leur cinquième anniversaire, si l'ensemble de la population était sous-alimentée et si tous les enfants de moins de cinq ans présentaient une insuffisance pondérale. Un GHI égal à 0 voudrait dire qu'il n'y a pas de personnes sous-alimentées au sein d'une population, qu'aucun enfant de moins de 5 ans ne présente une insuffisance pondérale, et qu'aucun enfant ne décède avant son cinquième anniversaire. Le tableau ci-dessous présente un aperçu de sources des données utilisées pour calculer l'Indice de la faim dans le monde (GHI).

L'INDICE DE FAIM DANS LE MONDE (GHI) EST CALCULÉ COMME SUIT :

$$\text{GHI} = (\text{PPS} + \text{PIP} + \text{TM})/3$$

- avec **GHI** : Indice de la faim dans le monde
PPS : proportion de la population sous-alimentée (en %)
PIP : prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)
TM : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %)

COMPOSANTES DE L'INDICE DE FAIM DANS LE MONDE, GHI DE 1990, 1996, 2001 ET 2012

GHI	Nombre de pays avec un GHI	Indicateurs	Années de référence	Source des données
1990	97	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1990–92 ^b	FAO 2011 ^a et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1988–92 ^c	OMS 2012 et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	1990	UNICEF 2012 ^b
1996	117	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	1995–97 ^b	FAO 2011 ^a et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1994–98 ^d	OMS 2012, UNICEF 2012 ^a , et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	1996	IGME 2011
2001	118	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2000–02 ^b	FAO 2011 ^a et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	1999–03 ^e	OMS 2012 et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	2001	IGME 2011
2012	120	Pourcentage de la population sous-alimentée ^a	2006–08 ^b	FAO 2011a et estimations IFPRI
		Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	2005–10 ^f	OMS 2012, UNICEF 2012a, c, MEASURE DHS 2012 ^g et estimations IFPRI
		Mortalité des moins de 5 ans	2010	UNICEF 2012 ^b

^a Proportion de la population ayant un apport calorifique insuffisant.

^b Moyenne pour la période des trois ans.

^c Données de l'année la plus proche de 1990 ; si les données de 1988 et 1992, ou 1989 et 1991 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 1990.

^d Données de l'année la plus proche de 1996 ; si les données de 1994 et 1998, ou 1995 et 1997 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 1996.

^e Données de l'année la plus proche de 2001 ; si les données de 1999 et 2003, ou 2000 et 2002 étaient disponibles, leur moyenne a été utilisée. Les estimations des auteurs concernent 2001.

^f Les dernières données recueillies pendant cette période.

^g Les données de l'OMS (2012) sont les principales données, celles de l'UNICEF 2012a, c, et MEASURE DHS (2012) sont secondaires.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1996, 2001 ET 2012

Pays	Proportion de la population sous-alimentée (en %)				Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)				Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %)				GHI			
	90-92	95-97	00-02	06-08	88-92	94-98	99-03	05-10	1990	1996	2001	2010	1990 (avec données de 88-92)	1996 (avec données de 94-98)	2001 (avec données de 99-03)	2012 (avec données de 05-10)
Afghanistan					44,9	33,6 *	28,4 *		20,9	15,3	15,0	14,9	-	-	-	-
Afrique du Sud	4 *	5 *	4 *	3 *	10,8 *	8,0	10,1	8,7	6,0	6,4	8,1	5,7	6,9	6,5	7,4	5,8
Albanie	11 *	5 *	5 *	5 *	10,4 *	7,1	17,0	6,3	4,1	3,4	2,7	1,8	8,5	5,2	8,2	<5
Algérie	4 *	5	5	4 *	9,2	11,3	8,3	3,0	6,8	5,6	4,7	3,6	6,7	7,3	6,0	<5
Angola	67	61	52	41	34,4 *	37,0	27,5	15,1	24,3	21,7	19,5	16,1	41,9	39,9	33,0	24,1
Arabie Saoudite	2 *	2 *	1 *	1 *	12,4 *	13,5	8,8 *	5,3	4,5	3,2	2,5	1,8	6,3	6,2	<5	<5
Argentine	1 *	1 *	1 *	2 *	3,4 *	4,7	2,4 *	2,3	2,7	2,2	1,9	1,4	<5	<5	<5	<5
Arménie	-	36	28	21	5,4 *	2,7	2,6	4,7	5,5	4,1	3,2	2,0	-	14,3	11,3	9,2
Azerbaïdjan	-	27	11	2 *	11,8 *	8,8	5,9	8,4	9,3	7,9	6,5	4,6	-	14,6	7,8	5,0
Bahreïn	-	-	-	-	6,3	7,6	6,7 *	5,8 *	1,7	1,4	1,2	1,0	-	-	-	-
Bangladesh	38	41	30	26	61,5	56,7	45,4	41,3	14,3	10,7	8,1	4,8	37,9	36,1	27,8	24,0
Bénin	20	18	15	12	26,0 *	26,8	21,5	20,2	17,8	15,6	14,0	11,5	21,3	20,1	16,8	14,6
Bhoutan	-	-	-	-	34,0	24,8 *	14,1	12,7	13,9	10,7	8,5	5,6	-	-	-	-
Biélorussie	-	1 *	2 *	1 *	2,3 *	1,7 *	1,2 *	1,3	1,7	1,7	1,3	0,6	-	<5	<5	<5
Bolivie	29	24	22	27	9,7	9,3	7,0 *	4,5	12,1	9,7	7,9	5,4	16,9	14,3	12,3	12,3
Bosnie Herzégovine	-	4 *	4 *	2 *	4,7 *	4,3 *	4,2	1,6	1,9	1,2	0,9	0,8	-	<5	<5	<5
Botswana	19	23	27	25	15,2 *	15,1	10,7	11,2	5,9	8,2	9,5	4,8	13,4	15,4	15,7	13,7
Brésil	11	10	9	6	5,3	4,5	3,7	2,2	5,9	4,6	3,4	1,9	7,4	6,4	5,4	<5
Bulgarie	4 *	9 *	9 *	10 *	2,6 *	2,8 *	2,4 *	2,1 *	2,2	2,3	2,0	1,3	<5	<5	<5	<5
Burkina Faso	14	12	12	8	35,9 *	35,4 *	34,5	26,0	20,5	19,7	18,9	17,6	23,5	22,4	21,8	17,2
Burundi	44	56	59	62	32,6 *	34,4 *	38,9	35,2	18,3	17,3	16,2	14,2	31,8	35,9	38,0	37,1
Cambodge	38	40	29	25	45,4 *	42,6	39,5	28,8	12,1	12,0	9,6	5,1	31,8	31,5	26,0	19,6
Cameroon	33	34	26	22	18,0	17,8	16,3 *	16,6	13,7	14,8	14,7	13,6	21,6	22,2	19,0	17,4
Chili	7	4 *	3 *	2 *	1,0 *	0,7	0,7	0,5	1,9	1,3	1,0	0,9	<5	<5	<5	<5
Chine	18	12	10	10	12,6	10,7	7,1	3,4	4,8	4,1	3,1	1,8	11,8	8,9	6,7	5,1
Colombie	15	11	10	9	8,8	6,3	4,9	3,4	3,7	3,1	2,6	1,9	9,2	6,8	5,8	<5
Comores	38	47	54	47	16,2	22,3	25,0	21,8 *	12,5	11,3	10,2	8,6	22,2	26,9	29,7	25,8
Corée du Nord	21	30	34	35	21,5 *	22,4 *	21,3	18,8	4,5	7,8	4,9	3,3	15,7	20,1	20,1	19,0
Costa Rica	3 *	4 *	4 *	4 *	2,5	1,9	1,5 *	1,1	1,7	1,5	1,2	1,0	<5	<5	<5	<5
Côte d'Ivoire	15	17	17	14	19,5 *	20,9	18,2	28,2	15,1	15,4	14,5	12,3	16,5	17,8	16,6	18,2
Croatie	-	13 *	9 *	3 *	0,6 *	0,5	0,4 *	0,4 *	1,3	1,0	0,8	0,6	-	<5	<5	<5
Cuba	6	14	2 *	1 *	3,6 *	4,6 *	3,4	3,5	1,3	1,0	0,8	0,6	<5	6,5	<5	<5
Djibouti	60	50	40	26	20,2	16,0	25,4	30,1	12,3	11,2	10,4	9,1	30,8	25,7	25,3	21,7
Égypte	4 *	3 *	3 *	4 *	10,5	10,8	8,7	6,8	9,4	6,3	4,3	2,2	8,0	6,7	5,3	<5
Équateur	23	16	17	15	12,2 *	12,5	6,6 *	5,5 *	5,2	3,9	3,1	2,0	13,5	10,8	8,9	7,5
Érythrée	-	64	70	65	-	38,3	34,5	32,2 *	14,1	11,0	8,9	6,1	-	37,8	37,8	34,4
Estonie	-	5	5	4 *	2,9 *	1,1 *	1,1 *	0,8 *	2,1	1,7	1,2	0,5	-	<5	<5	<5
Éthiopie	69	62	48	41	39,2	38,1 *	42,0	34,6	18,4	15,7	13,6	10,6	42,2	38,6	34,5	28,7
Fidji	8	5	3 *	3 *	7,8 *	6,2 *	5,1 *	3,6 *	3,0	2,5	2,2	1,7	6,3	<5	<5	<5
Gabon	6	5 *	4 *	4 *	10,0 *	6,7 *	8,8	4,9 *	9,3	8,9	8,7	7,4	8,4	6,9	7,2	5,4
Gambie	14	23	21	19	18,0 *	23,2	15,4	18,1	16,5	14,1	12,4	9,8	16,2	20,1	16,3	15,6
Géorgie	-	19	12	6	2,2 *	3,2 *	2,7	1,1	4,7	3,9	3,2	2,2	-	8,7	6,0	<5
Ghana	28	13	9	5	24,0	25,1	19,6	14,3	12,2	10,9	9,7	7,4	21,4	16,3	12,8	8,9
Guatemala	15	20	22	22	22,7 *	21,7	18,7	13,0	7,8	5,7	4,7	3,2	15,2	15,8	15,1	12,7
Guinée	20	19	20	16	24,4 *	21,2	27,9	20,8	22,9	19,7	17,0	13,0	22,4	20,0	21,6	16,6
Guinée-Bissau	22	26	25	22	19,0 *	17,4 *	21,9	18,1	21,0	18,9	17,4	15,0	20,7	20,8	21,4	18,4
Guyana	20	11	7	8	17,2 *	10,3	11,9	10,5	6,6	5,5	4,5	3,0	14,6	8,9	7,8	7,2
Haïti	63	60	53	57	23,7	24,0	13,9	18,9	15,1	12,5	10,6	16,5	33,9	32,2	25,8	30,8
Honduras	19	16	14	12	15,8	19,2	12,5	8,6	5,8	4,5	3,6	2,4	13,5	13,2	10,0	7,7
Ile Maurice	7	7	5	5	14,6 *	13,0	11,3 *	9,7 *	2,4	2,2	1,8	1,5	8,0	7,4	6,0	5,4
Inde	20	17	20	19	59,5	41,1	44,4	43,5	11,5	9,7	8,3	6,3	30,3	22,6	24,2	22,9
Indonésie	16	11	15	13	31,0	28,9	22,5	19,6	8,5	6,4	5,2	3,5	18,5	15,4	14,2	12,0
Irak	-	-	-	-	10,4	-	12,9	7,1	4,6	4,4	4,2	3,9	-	-	-	-
Iran	3 *	3 *	4 *	4 *	16,9 *	13,8	7,1 *	3,8 *	6,5	5,0	4,1	2,6	8,8	7,3	5,1	<5
Jamaïque	11	6	5	5	5,2	5,6	4,1	1,9	3,8	3,3	3,0	2,4	6,7	5,0	<5	<5
Jordanie	3 *	5	5	3 *	4,8	3,8	3,6	1,9	3,8	3,3	2,8	2,2	<5	<5	<5	<5
Kazakhstan	-	1 *	8	0 *	6,0 *	6,7	3,8	4,9	5,7	4,9	4,3	3,3	-	<5	5,4	<5
Kenya	33	32	33	33	19,3 *	18,7	17,5	16,4	9,9	11,6	10,8	8,5	20,7	20,8	20,4	19,3
Kirghizistan	-	13	17	11	5,3 *	8,2	4,9 *	2,7	7,2	5,9	5,0	3,8	-	9,0	9,0	5,8
Koweït	20	5	6	5	5,7 *	5,4	2,2	1,7	1,5	1,4	1,2	1,1	9,1	<5	<5	<5
Laos	31	29	26	22	40,3 *	35,9	36,4	31,6	14,5	10,8	8,4	5,4	28,6	25,2	23,6	19,7
Lesotho	15	16	14	14	13,8	14,0	15,0	13,2	8,9	10,7	12,7	8,5	12,6	13,6	13,9	11,9
Lettonie	-	3 *	4 *	3 *	3,0 *	1,1 *	1,2 *	0,7 *	2,1	2,2	1,6	1,0	-	<5	<5	<5
Liban	3 *	3 *	3 *	3 *	6,1 *	3,5	3,8 *	2,7 *	3,8	3,3	2,8	2,2	<5	<5	<5	<5
Liberia	30	32	36	32	15,3 *	23,4 *	22,8	14,4	22,7	20,2	16,1	10,3	22,7	25,2	25,0	18,9

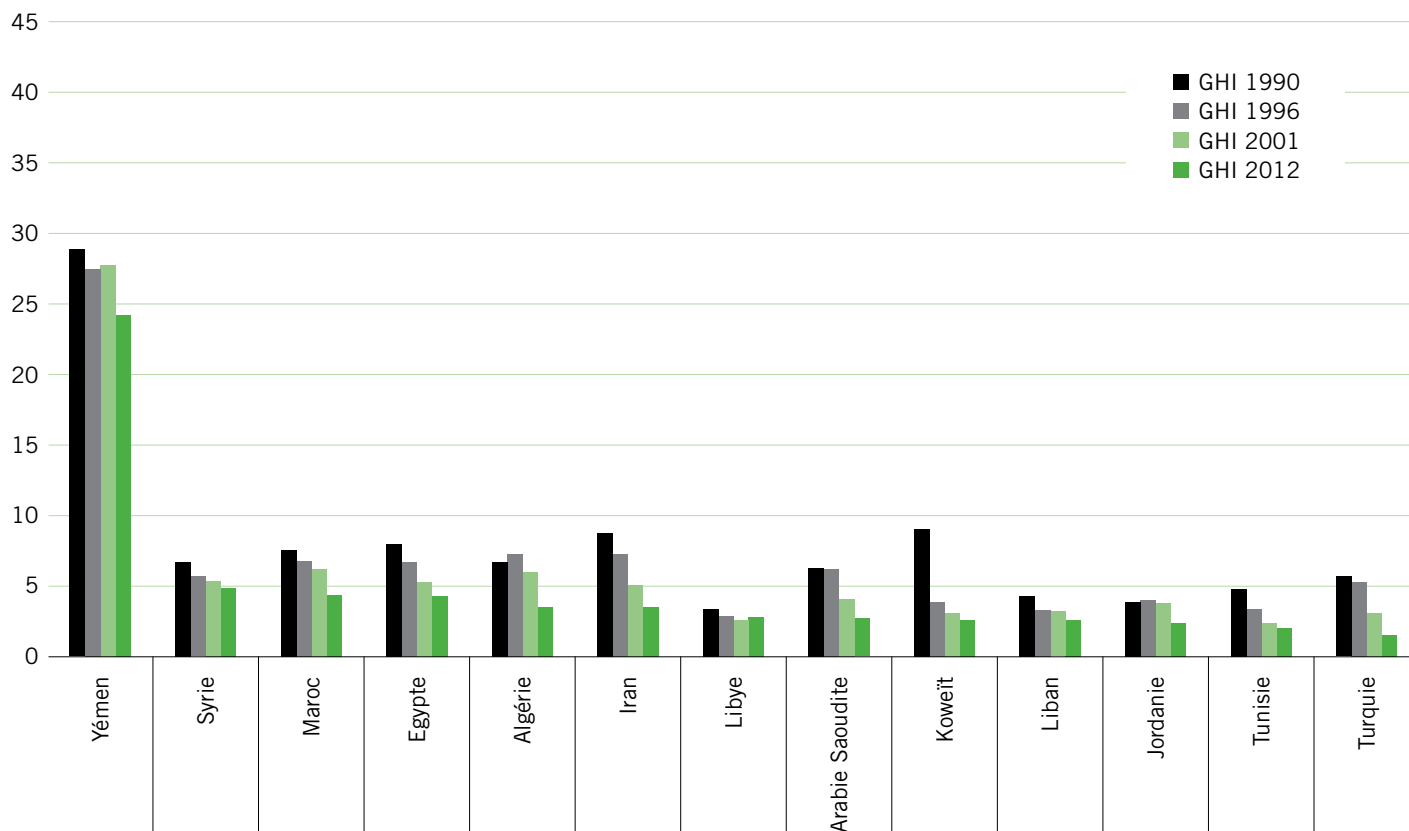
Note : * estimations de l'IFPRI.

DONNÉES BRUTES POUR LE CALCUL DES INDICES DE LA FAIM DANS LE MONDE GHI 1990, 1996, 2001 ET 2012

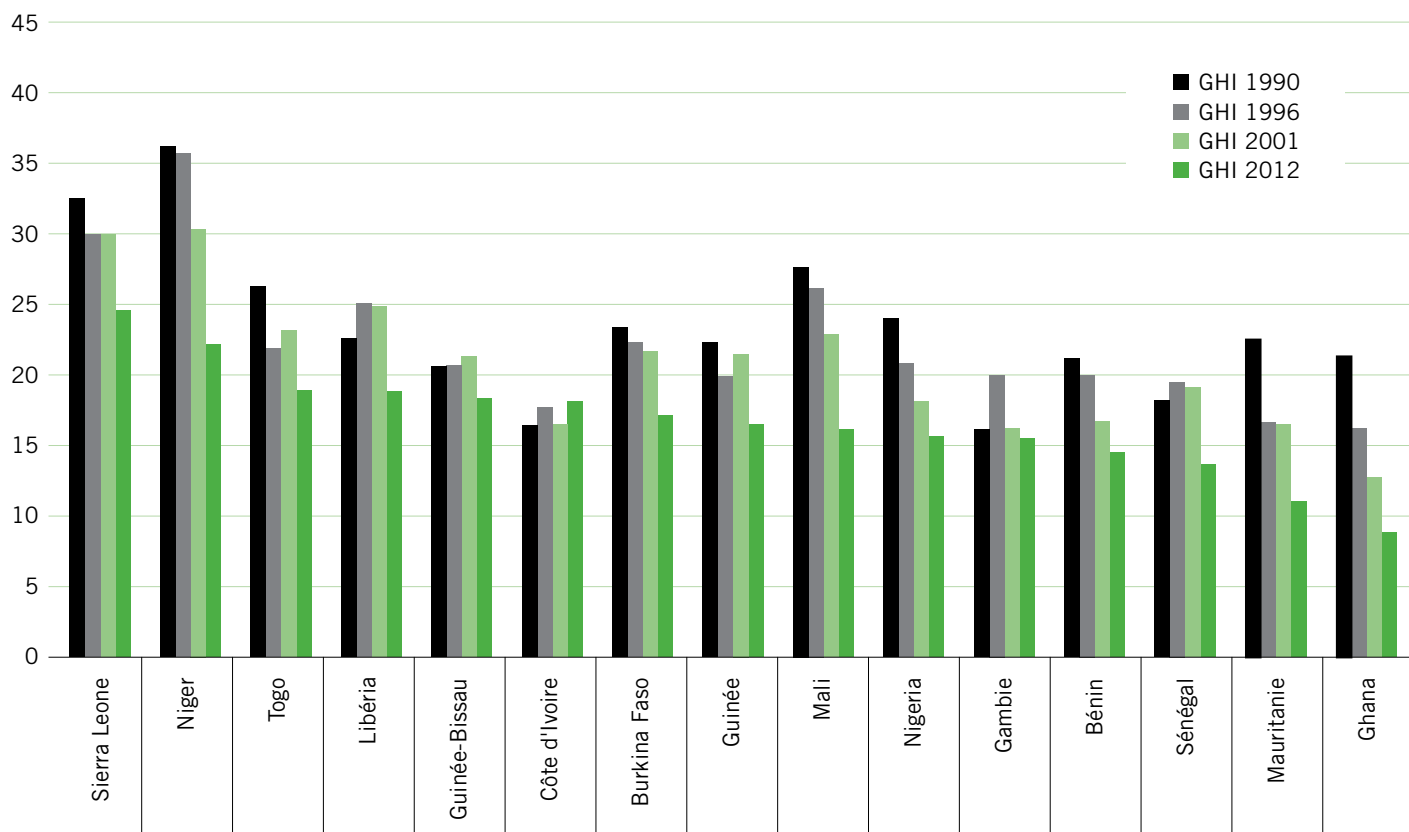
Pays	Proportion de la population sous-alimentée (en %)				Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (en %)				Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (en %)				GHI			
	90-92	95-97	00-02	06-08	88-92	94-98	99-03	05-10	1990	1996	2001	2010	1990 (avec données de 88-92)	1996 (avec données de 94-98)	2001 (avec données de 99-03)	2012 (avec données de 05-10)
Libye	1 *	1 *	1 *	1 *	4,8 *	4,3	4,3 *	5,6	4,5	3,3	2,6	1,7	<5	<5	<5	<5
Lituanie	-	2 *	1 *	1 *	3,2 *	1,4 *	1,0 *	0,6 *	1,7	1,5	1,1	0,7	-	<5	<5	<5
Macédoine	-	9 *	6 *	3 *	2,9 *	2,9 *	1,9	2,0	3,9	2,2	1,5	1,2	-	<5	<5	<5
Madagascar	21	26	28	25	35,5	33,0	37,0 *	36,3 *	15,9	12,3	9,7	6,2	24,1	23,8	24,9	22,5
Malaisie	3 *	1 *	2 *	2 *	22,1	17,7	16,7	12,9	1,8	1,3	1,0	0,6	9,0	6,7	6,6	5,2
Malawi	43	36	30	27	24,4	26,5	21,5	13,8	22,2	19,9	15,9	9,2	29,9	27,5	22,5	16,7
Mali	27	25	18	12	30,9 *	31,0	30,1	18,9	25,5	22,9	21,0	17,8	27,8	26,3	23,0	16,2
Maroc	6	6	6	4 *	8,1	7,7	7,3 *	5,5 *	8,6	6,6	5,3	3,6	7,6	6,8	6,2	<5
Mauritanie	12	9	8	8	43,3	29,3 *	30,4	14,2	12,4	11,8	11,5	11,1	22,6	16,7	16,6	11,1
Mexique	5 *	5 *	4 *	4 *	13,9	7,7 *	6,0	3,4	4,9	3,6	2,8	1,7	7,9	5,4	<5	<5
Moldavie	-	9 *	9 *	6 *	4,5 *	5,0 *	4,1 *	3,2	3,7	3,0	2,6	1,9	-	5,7	5,2	<5
Mongolie	28	33	27	27	10,8	11,5 *	11,6	5,0	10,7	7,9	5,7	3,2	16,5	17,5	14,8	11,7
Monténégro	-	-	-	8 *	-	-	-	2,2	1,8	1,5	1,2	0,8	-	-	-	<5
Mozambique	59	47	46	38	25,5 *	26,0	23,0	18,3	21,9	19,1	17,3	13,5	35,5	30,7	28,8	23,3
Myanmar	-	-	-	-	28,8	31,9	30,1	23,0	11,2	9,6	8,5	6,6	-	-	-	-
Namibie	32	30	21	18	21,5	20,3 *	20,3	17,5	7,3	6,9	7,5	4,0	20,3	19,1	16,3	13,2
Népal	21	20	18	17	45,5 *	42,9	43,0	38,8	14,1	10,4	8,0	5,0	26,9	24,4	23,0	20,3
Nicaragua	50	38	25	19	10,4 *	10,2	7,8	5,7	6,8	5,1	4,1	2,7	22,4	17,8	12,3	9,1
Niger	37	37	27	16	41,0	45,0	43,6	36,6	31,1	25,7	20,9	14,3	36,4	35,9	30,5	22,3
Nigeria	16	10	9	6	35,1	32,4 *	27,3	26,7	21,3	20,4	18,2	14,3	24,1	20,9	18,2	15,7
Oman	-	-	-	-	19,2	10,0	11,3	8,6	4,7	3,0	2,0	0,9	-	-	-	-
Ouganda	19	23	19	22	19,7	21,5	19,0	16,4	17,5	16,4	13,9	9,9	18,7	20,3	17,3	16,1
Ouzbékistan	-	5	19	11	9,6 *	15,3	7,1	4,4	7,7	6,8	6,2	5,2	-	9,0	10,8	6,9
Pakistan	25	20	24	25	39,0	34,2	31,3	25,4 *	12,4	11,1	9,9	8,7	25,5	21,8	21,7	19,7
Panama	18	20	19	15	9,0 *	6,3	5,1	3,9	3,3	2,8	2,5	2,0	10,1	9,7	8,9	7,0
Papouasie N. Guinée	-	-	-	-	19,3 *	17,7 *	18,0 *	18,0	9,0	8,0	7,2	6,1	-	-	-	-
Paraguay	16	10	10	10	2,8	3,3 *	2,8 *	3,4	5,0	4,1	3,4	2,5	7,9	5,8	5,4	5,3
Pérou	27	21	18	16	8,8	5,7	5,2	4,3	7,8	5,5	3,8	1,9	14,5	10,7	9,0	7,4
Philippines	24	20	18	13	29,9	28,3	20,7	20,7	5,9	4,6	3,9	2,9	19,9	17,6	14,2	12,2
Qatar	-	-	-	-	-	4,8	-	-	2,1	1,5	1,2	0,8	-	-	-	-
Rép. Centrafricaine	44	47	43	40	21,6 *	20,4	21,8	26,1	16,5	17,7	17,5	15,9	27,4	28,4	27,4	27,3
RDC	-	-	-	-	23,6 *	30,7	33,6	24,2	18,1	18,1	18,1	17,0	-	-	-	-
République Dom.	28	26	25	24	8,4	4,7	3,9	3,4	6,2	4,8	3,9	2,7	14,2	11,8	10,9	10,0
Rép. du Congo	42	41	20	13	17,3 *	20,5 *	16,7 *	11,8	11,6	10,9	10,3	9,3	23,6	24,1	15,7	11,4
Roumanie	2 *	2 *	1 *	0 *	5,0	4,6 *	3,8	3,0 *	3,7	3,1	2,6	1,4	<5	<5	<5	<5
Russie	-	4 *	3 *	1 *	2,7 *	2,6	1,0 *	0,7 *	2,7	2,6	2,2	1,2	-	<5	<5	<5
Rwanda	44	53	38	32	24,3	24,2	22,2	18,0	16,3	20,9	16,6	9,1	28,2	32,7	25,6	19,7
Salvador	13	12	7	9	11,1	9,6	6,1	6,6	6,2	4,5	3,2	1,6	10,1	8,7	5,4	5,7
Sénégal	22	26	26	19	19,0	19,6	20,3	14,5	13,9	13,3	11,4	7,5	18,3	19,6	19,2	13,7
Serbie	-	-	-	8 *	-	-	-	1,6	2,9	1,7	1,2	0,7	-	-	-	<5
Sierra Leone	45	39	43	35	25,4	25,1 *	24,7	21,7	27,6	26,3	22,6	17,4	32,7	30,1	30,1	24,7
Slovaquie	-	3 *	5 *	4 *	4,0 *	1,5 *	1,3 *	0,9 *	1,8	1,4	1,1	0,8	-	<5	<5	<5
Somalie	-	-	-	-	-	-	22,8	32,8	18,0	18,0	18,0	18,0	-	-	-	-
Soudan	39	29	28	22	34,7 *	32,8 *	38,4	32,2	12,5	11,8	11,3	10,3	28,7	24,5	25,9	21,5
Sri Lanka	28	25	20	20	31,3 *	27,5	23,3	21,6	3,2	2,6	2,2	1,7	20,8	18,4	15,2	14,4
Suriname	14	13	15	15	11,7 *	10,6 *	11,4	7,5	5,2	4,4	3,9	3,1	10,3	9,3	10,1	8,5
Swaziland	12	21	18	19	6,4 *	6,8 *	9,1	5,8	9,6	10,0	11,6	7,8	9,3	12,6	12,9	10,9
Syrie	4 *	3 *	3 *	3 *	12,3 *	11,3	11,1	10,1	3,8	2,7	2,2	1,6	6,7	5,7	5,4	<5
Tadjikistan	-	42	46	26	13,5 *	19,5 *	18,7 *	15,0	11,6	10,8	9,0	6,3	-	24,1	24,6	15,8
Tanzanie	29	42	40	34	25,1	26,9	25,3	16,2	15,5	15,2	12,5	7,6	23,2	28,0	25,9	19,3
Tchad	60	53	43	39	37,3 *	34,3	29,4	28,7 *	20,7	19,6	18,8	17,3	39,3	35,6	30,4	28,3
Thaïlande	26	18	18	16	16,1 *	15,4	8,0 *	7,0	3,2	2,0	1,7	1,3	15,1	11,8	9,2	8,1
Timor-Oriental	39	32	28	31	-	-	40,6	45,3	16,9	13,1	9,7	5,5	-	-	26,1	27,3
Togo	43	36	36	30	21,5	16,7	21,6 *	16,6	14,7	13,2	12,2	10,3	26,4	22,0	23,3	19,0
Trinité-et-Tobago	11	14	11	11	6,7 *	5,0 *	4,4	2,3 *	3,7	3,4	3,1	2,7	7,1	7,5	6,2	5,3
Tunisie	1 *	1 *	1 *	1 *	8,5	5,7	3,5	3,3	4,9	3,6	2,7	1,6	<5	<5	<5	<5
Turkménistan	-	9	9	7	10,3 *	12,8 *	10,5	8,0	9,8	8,3	7,2	5,6	-	10,0	8,9	6,9
Turquie	1 *	1 *	1 *	1 *	8,2 *	9,0	4,5 *	1,7	8,0	5,9	3,9	1,8	5,7	5,3	<5	<5
Ukraine	-	4 *	2 *	1 *	2,2 *	2,3 *	2,5	0,8 *	2,1	1,9	1,7	1,3	-	<5	<5	<5
Uruguay	5	4 *	3 *	3 *	6,4 *	5,1 *	5,4	4,5 *	2,3	2,0	1,7	1,1	<5	<5	<5	<5
Vénézuéla	10	14	13	7	6,7	4,4	3,9	3,7	3,3	2,8	2,4	1,8	6,7	7,1	6,4	<5
Vietnam	31	22	17	11	40,7	38,2	26,2	20,2	5,1	4,1	3,4	2,3	25,6	21,4	15,5	11,2
Yémen	30	31	31	30	44,3 *	40,9	43,1	35,3 *	12,8	11,0	9,7	7,7	29,0	27,6	27,9	24,3
Zambie	35	38	43	44	21,2	19,6	23,3	14,9	18,3	17,4	15,3	11,1	24,8	25,0	27,2	23,3
Zimbabwe	40	44	41	30	8,0	11,7	11,5	14,0	7,8	11,1	11,3	8,0	18,6	22,3	21,3	17,3

Note : * estimations de l'IFPRI.

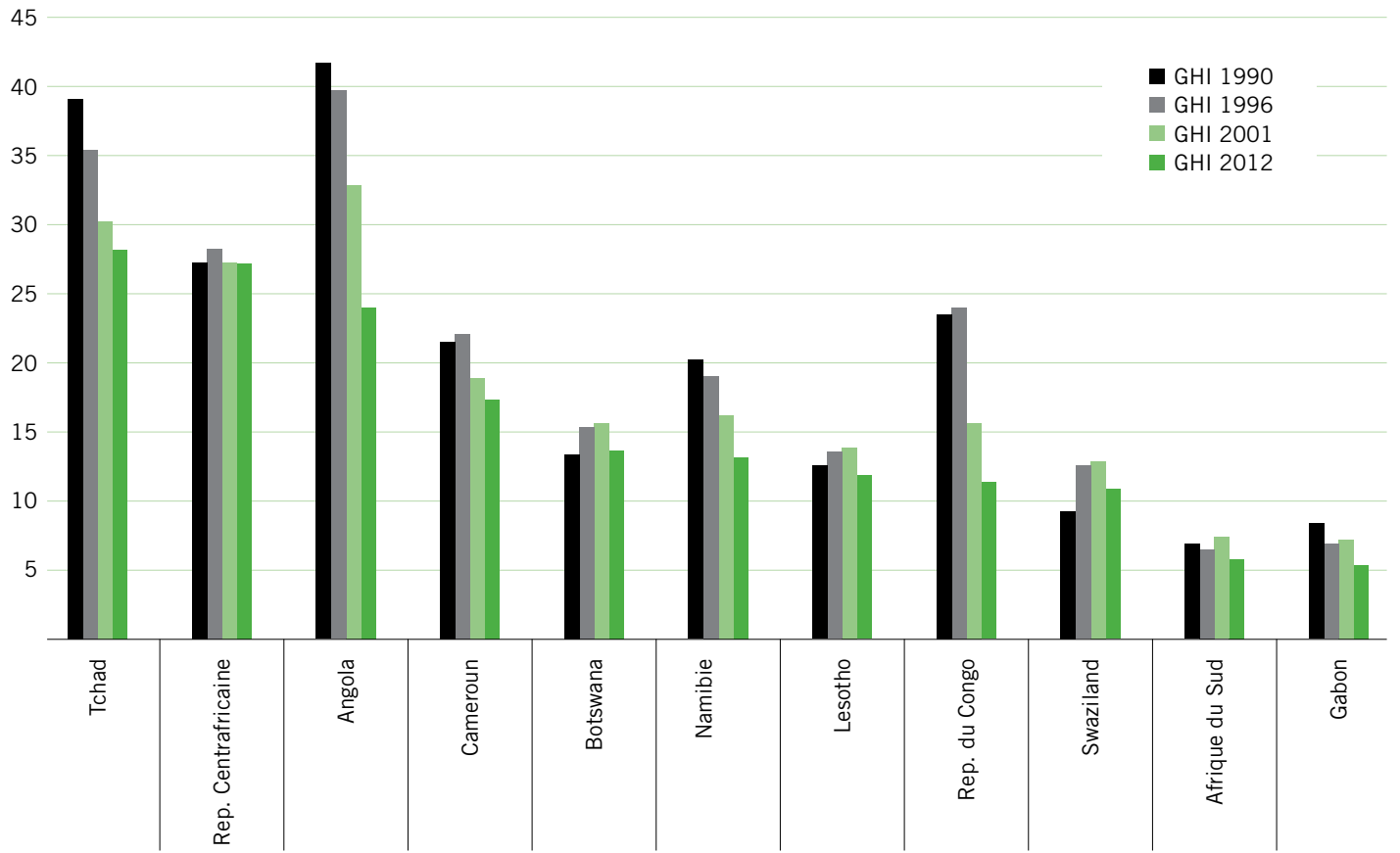
PROCHE ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



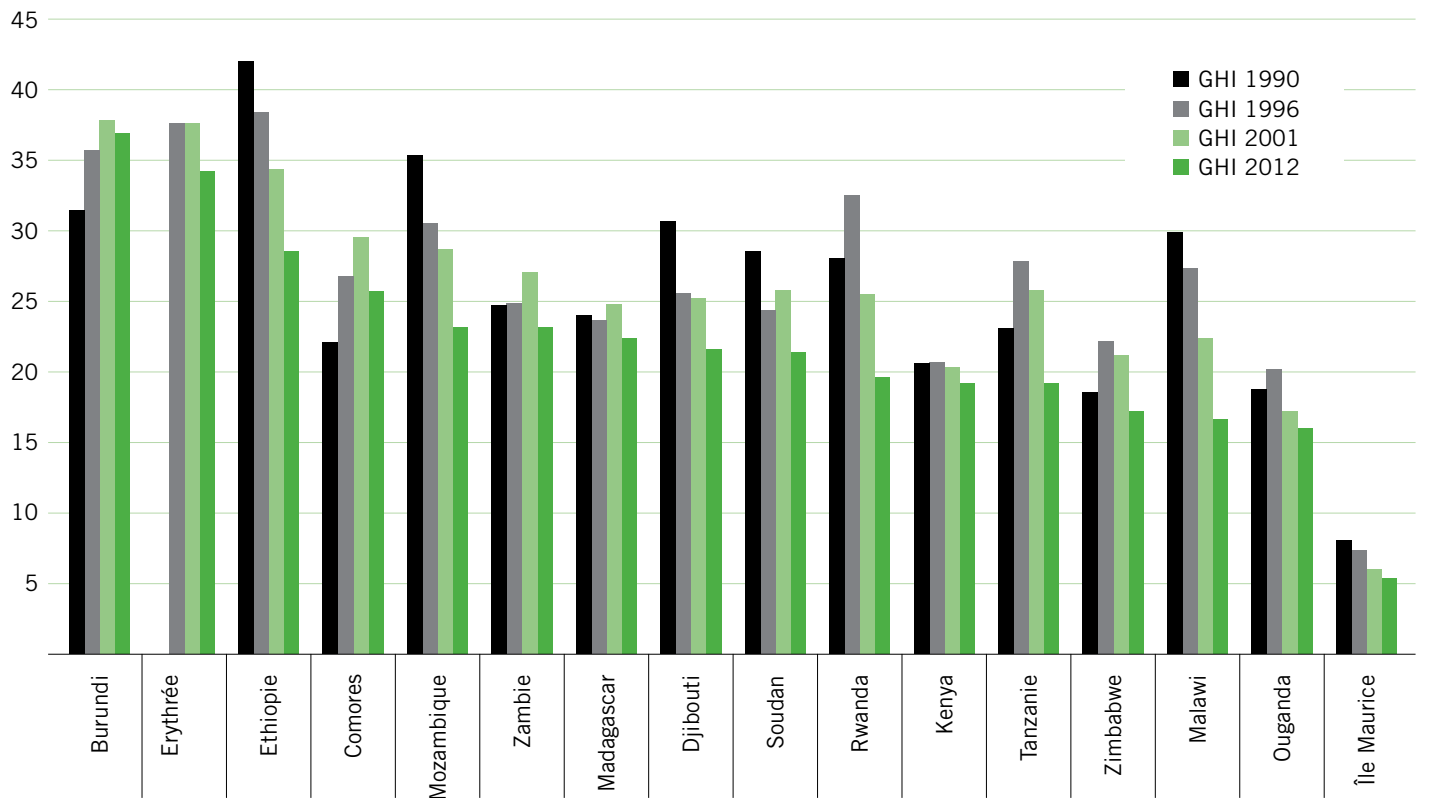
AFRIQUE DE L'OUEST



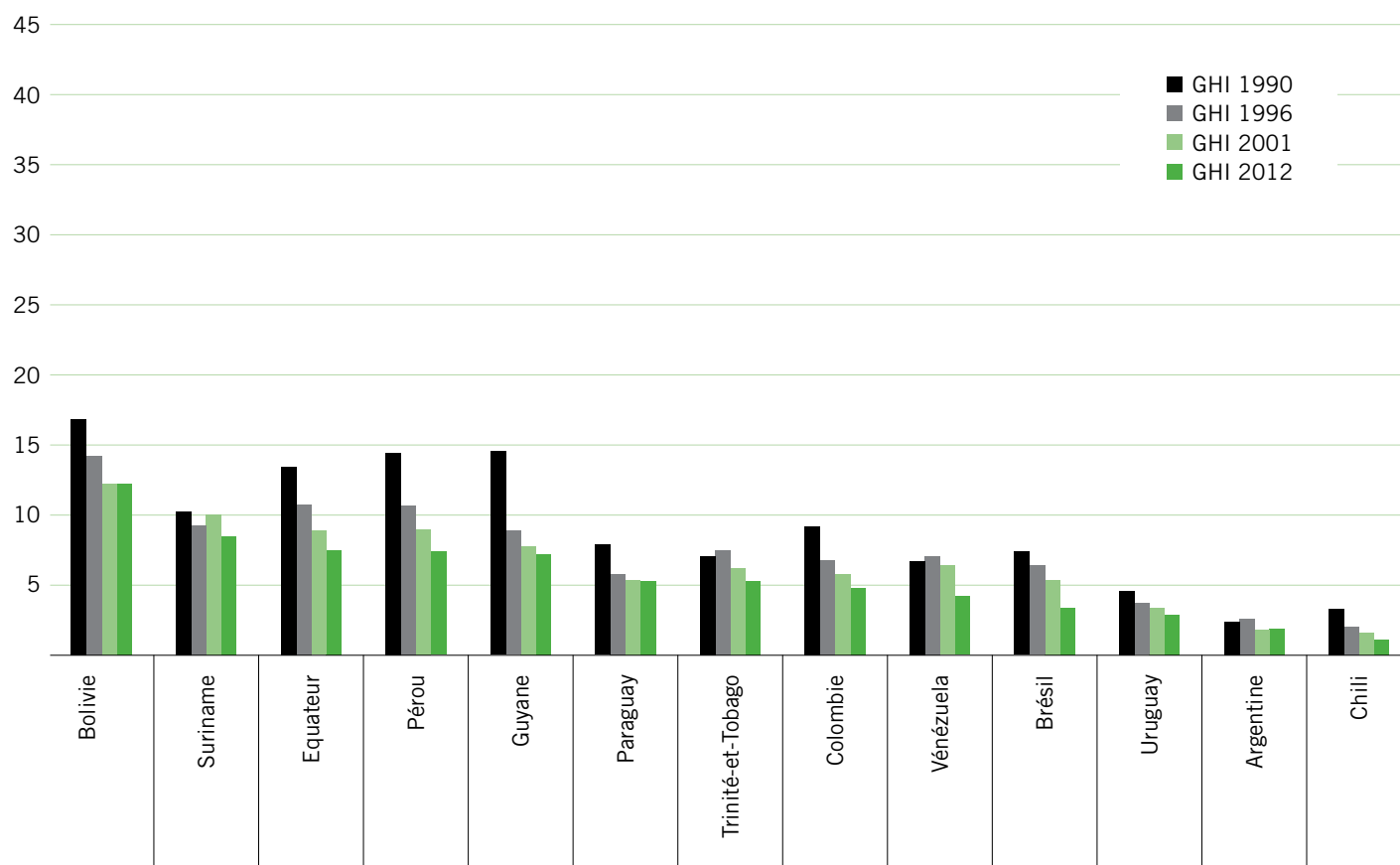
AFRIQUE CENTRALE ET DU SUD



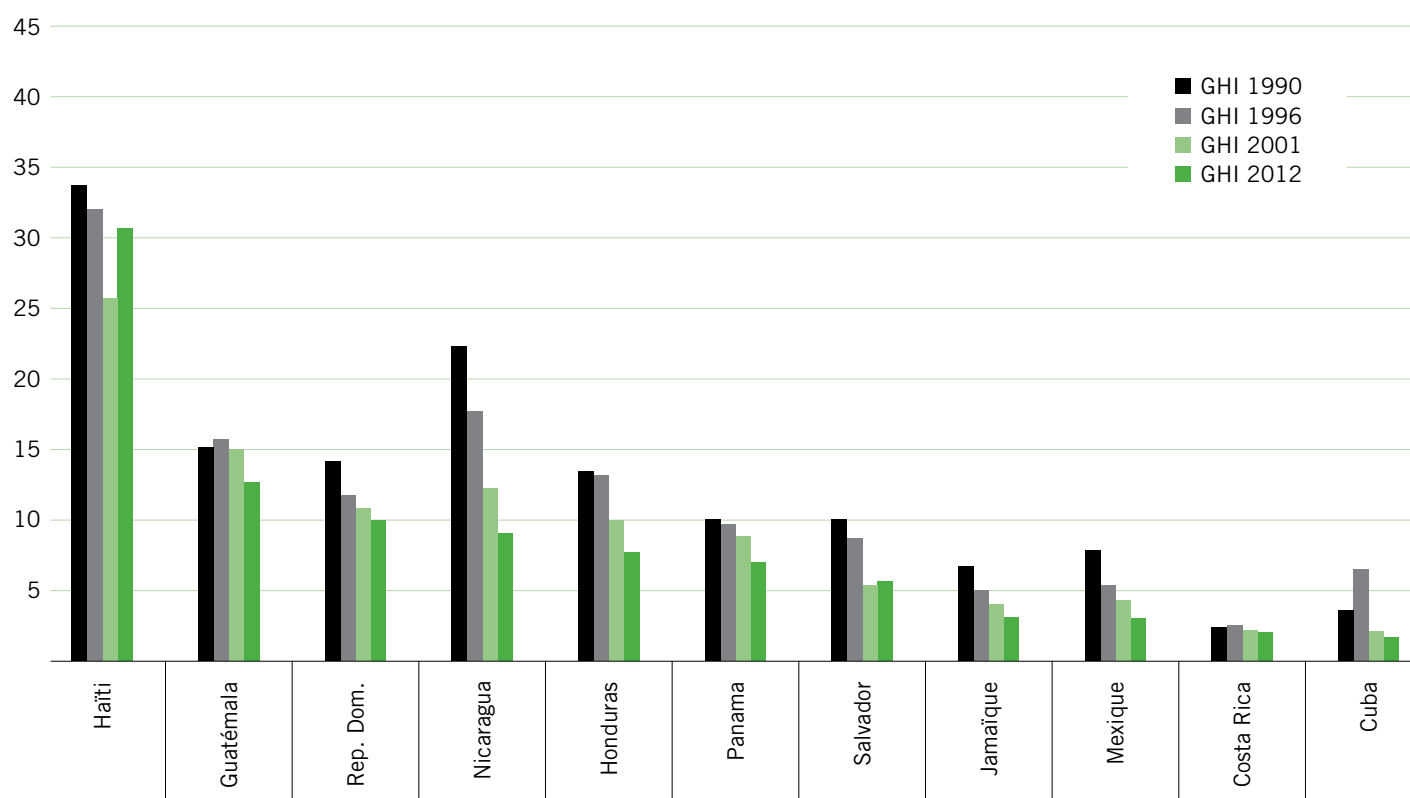
AFRIQUE DE L'EST



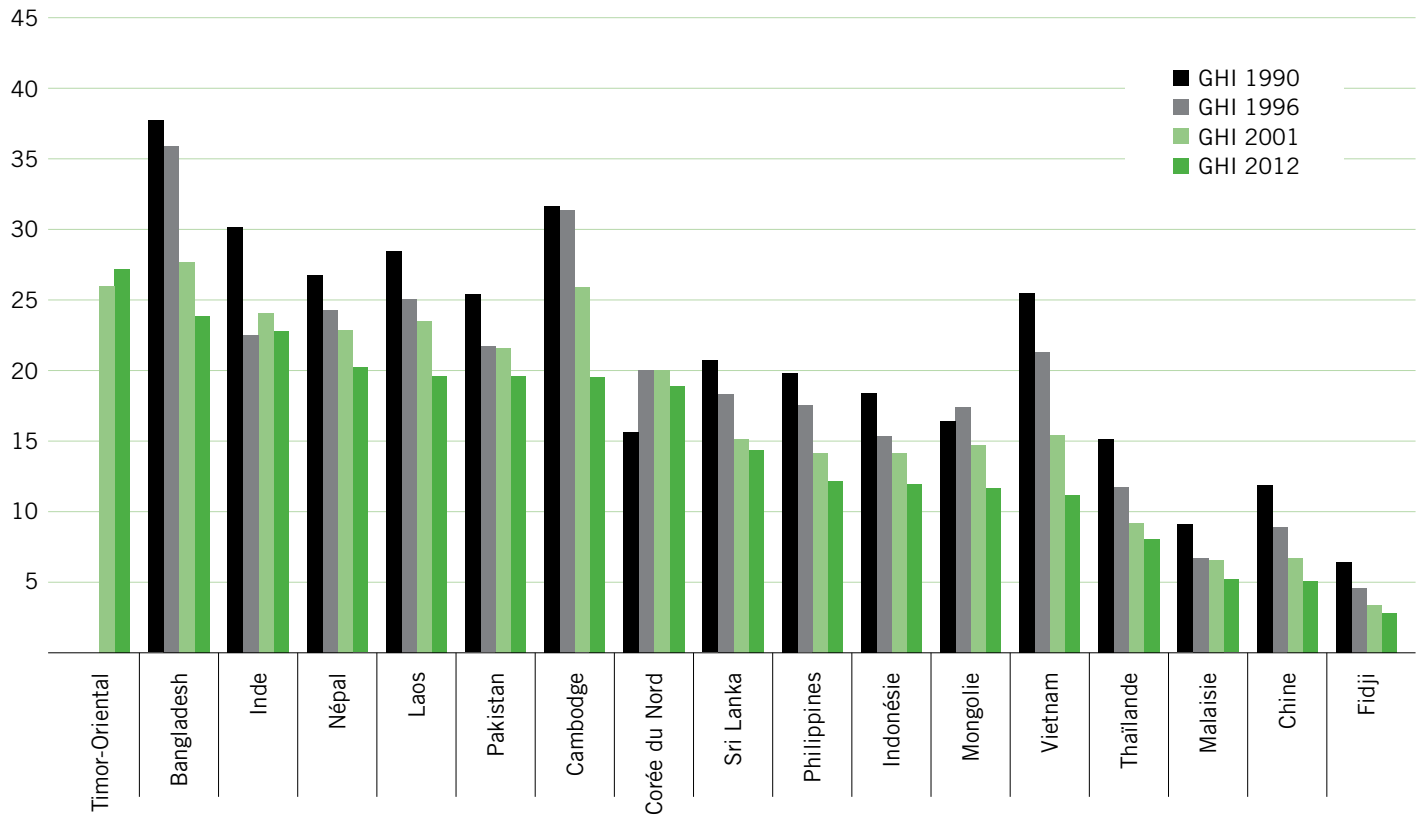
AMÉRIQUE DU SUD



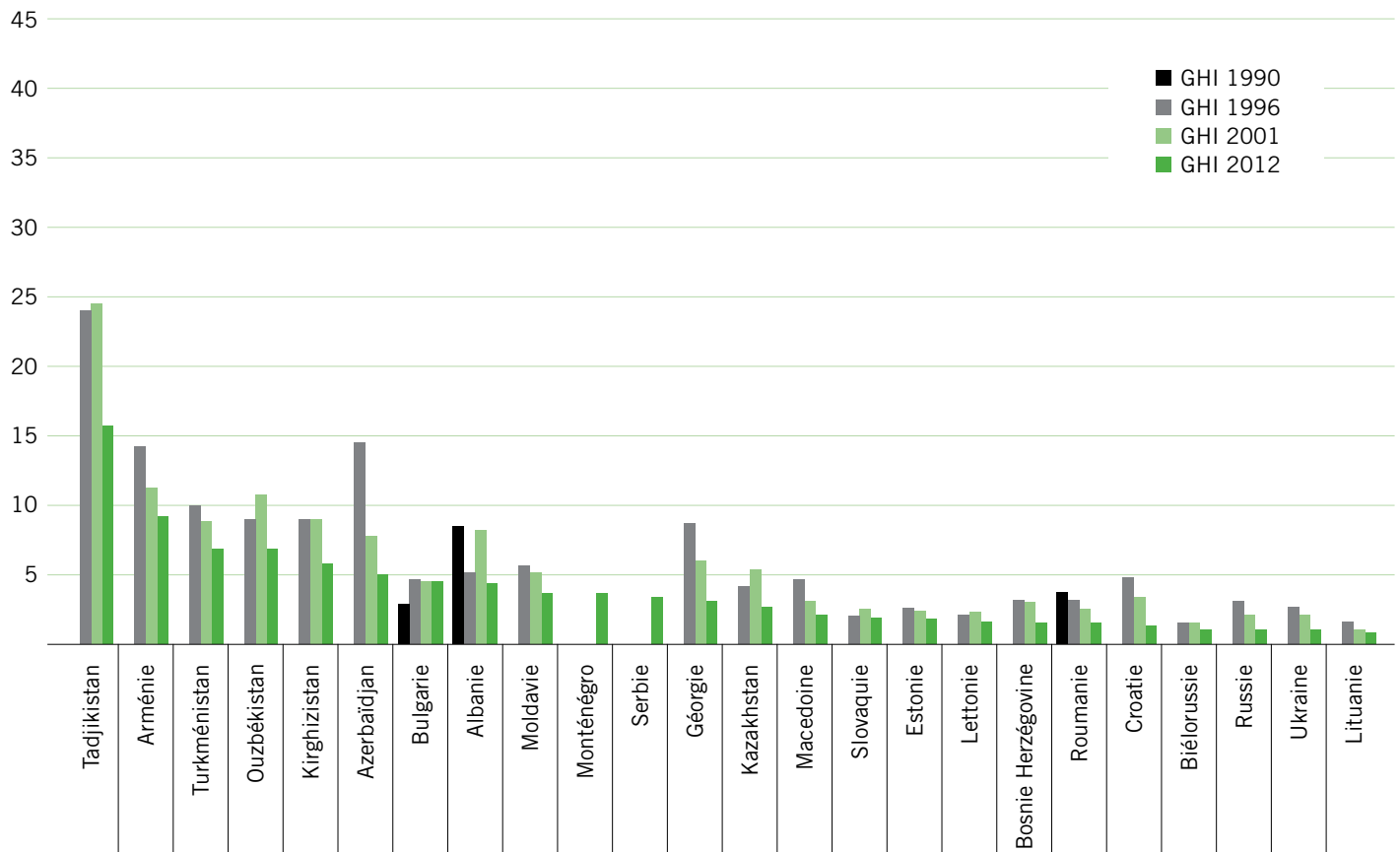
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES



ASIE DU SUD, DE L'EST ET DU SUD-EST



EUROPE DE L'EST ET ÉTATS INDÉPENDANTS DU COMMONWEALTH



BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed, A., R. Hill, L. Smith, D. Wiesmann et T. Frankenberger. 2007. "The World's Most Deprived Characteristics and Causes of Extreme Poverty and Hunger." 2020 Working Paper 43. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington.
- AIE (Agence internationale de l'énergie). 2011. *World Energy Outlook 2011*. Paris.
- Alkire, S. et M. E. Santos. 2010. *Multidimensional Poverty Index: 2010 Data*. Oxford, UK: Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford. www.ophi.org.uk/policy/multidimensional-poverty-index/.
- Anane, M. et C. Y. Abiwu. 2011. *Independent Study Report of the Addax Bioenergy Sugarcane-to-Ethanol Project in the Makeni Region of Sierra Leone*. Etude effectuée pour le compte du Sierra Leone Network on the Right to Food (SiLNORF), Bread for All, Suisse, Bread for the World et Evangelischer Entwicklungsdienst (EED). Consulté le 7 août, 2012. www.brotfueralle.ch/fileadmin/deutsch/O1_Service/Medien_Texte/Mediencommuniques/Independent%20Study%20Report%20Addax%20Final.pdf.
- Anseeuw, W., L. Alden Wily, L. Cotula et M. Taylor. 2012a. *Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project*. Rome : Coalition internationale pour l'accès à la terre.
- Anseeuw, W., M. Boche, T. Breyer, M. Giger, J. Lay, P. Messerli et K. Nolte. 2012b. *Transnational Land Deals for Agriculture in the Global South: Analytical Report based on the Land Matrix Database*. Berne (Suisse), Montpellier (France) et Hamburg (Allemagne) : Centre for Development and Environment, CIRAD et German Institute of Global and Area Studies (GIGA).
- BAD/IFPRI (Banque asiatique de développement/Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires). 2009. *Building Climate Resilience in the Agriculture Sector of Asia and the Pacific*. Manila et Washington.
- Bai, Z. G., D. L. Dent, L. Olsson et M. E. Schaepman. 2008. *Global Assessment of Land Degradation and Improvement. 1. Identification by Remote Sensing. Report 2008/01*. Wageningen, Pays-Bas : ISRIC-World Soil Information.
- Bald, J. et P. Schroeder. 2011. *Study on Rural and Agricultural Finance in Sierra Leone: Product Innovation and Financial Access*. Bonn, Allemagne : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement.
- Banque mondiale. 2005. *Bangladesh: Attaining the Millennium Development Goals in Bangladesh*. Report No. 31846-BD. Washington : Banque mondiale, Groupe pour le développement humain, région Asie du Sud.
- . 2007. *Population Issues in the 21st Century: The Role of the World Bank. Health, Nutrition, and Population*. Document de travail 40583. Washington.
- . 2009. *Global Economic Prospects: Commodities at the Crossroads*. Washington.
- . 2010. *Promoting Nutrition Security in Haiti: An Assessment of Pre- and Post-earthquake Conditions and Recommendations for the Way Forward*. Washington.
- . 2011a. *Sierra Leone: Country Brief*. Consulté le 7 août. <http://go.worldbank.org/COWMCN2VSO>.
- . 2011b. *World Development Indicators Database 2011*. Washington.
- . 2012. *World Development Indicators Database*. Washington.
- Bationo, A., B. Waswa, J. Kihara et J. Kimetu, eds. 2007. *Advances in Integrated Soil Fertility Management in Sub-Saharan Africa: Challenges and Opportunities*. Dordrecht, Pays-Bas : Springer.
- Bhagowalia, P., D. Headey et S. Kadiyala. 2012. *Agriculture, Income, and Nutrition Linkages in India : Insights from a Nationally Representative Survey*. IFPRI Document de travail 1195. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Bhutta, Z. A., T. Ahmed, R. E. Black, S. Cousens, K. Dewey, E. Giugliani, B. A. Haider, B. Kirkwood, S. S. Morris, H. P. S. Sachdev, M. Shekar, for the Maternal and Child Undernutrition Study Group. 2008. "What Works? Interventions for Maternal and Child Undernutrition and Survival." *The Lancet* 371 (9610) : 417–440.
- Bryan, E., C. Ringler, B. Okoba, J. Koo, M. Herrero et S. Silvestri. 2011. *Agricultural Management for Climate Change Adaptation, Greenhouse Gas Mitigation, and Agricultural Productivity*. IFPRI Document de travail No. 1098. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Chen, S. et M. Ravallion. 2012. "An Update to the World Bank's Estimates of Consumption Poverty in the Developing World." Note d'information. Consultée le 7 août. http://jrnetsolserver.shorensteincente.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2012/03/Global_Poverty_Update_2012_02-29-12.pdf.
- CIA (Central Intelligence Agency). 2012. *The World Factbook*. Washington. www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html.
- CILSS/AGRHYMET (Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel/Centre Regional de Formation et d'Application en Agrométéorologie et Hydrologie Opérationnelle). 2012. "Productions Agricoles Campagne 2011–2012." Présentation lors de la Conférence régionale sur la situation agricole et alimentaire de la campagne 2011–2012 et les opportunités d'échange des produits agricoles et alimentaires dans le Sahel et en Afrique de

- l'Ouest (CORPAO), 26–30 mars, Lomé, Togo.
- Coalition internationale pour l'accès à la terre. 2012. Land Matrix Database. <http://landportal.info/landmatrix>.
- Court, D. et L. Narasimhan. 2010. "Capturing the World's Emerging Middle Class." *McKinsey Quarterly*, Juillet. http://www.mckinseyquarterly.com/Capturing_the_worlds_emerging_middle_class_2639.
- Deaton, A. et J. Drèze. 2009. "Food and Nutrition in India: Facts and Interpretations." *Economic & Political Weekly* 44 (7): 42–65.
- Demombynes, G. et S. F. Trommlerová. 2012. *What Has Driven the Decline of Infant Mortality in Kenya? World Bank Policy Research Working Paper 6057*. Washington : Banque mondiale.
- DFID (UK Department for International Development). 2012. Sommet de Londres sur la planification familiale. <http://www.dfid.gov.uk/fpsummit>.
- Drèze, J. 2004. "Bangladesh Shows the Way." *The Hindu*, 17 Septembre.
- Easter, K. W., M. W. Rosegrant et A. Dinar, eds. 1998. *Markets for Water: Potential and Performance*. Boston : Kluwer Academic Publishers.
- Ehrlich, P. R., P. M. Kareiva et G. C. Daily. 2012. "Securing Natural Capital and Expanding Equity to Rescale Civilization." *Nature* 486 (7401): 68–73.
- Eilerts, G. 2012. "Niger 2011–12: A Crisis of Prices?" Présentation lors du World Bank Knowledge and Learning Forum "Calling a Spade a Spade: When Do Food Prices Turn into a Crisis?" 30 avril, Washington.
- ETC Group. 2009. *Who Will Feed Us? Questions for the Food and Climate Crises*. Communiqué, Issue No. 102. Ottawa, Canada.
- Ewing, M., M. W. Rosegrant, S. Msangi et T. Zhu. 2010. "Biofuels, Food Security, and the Environment : A 2020/2050 Perspective." *Dans Global Change: Impacts on Water and Food Security*, eds. C. Ringler, A. Biswas et S. A. Cline. New York : Springer.
- Falkenmark, M., J. Lundqvist et C. Widstrand. 1989. "Macro-scale Water Scarcity Requires Micro-scale Approaches: Aspects of Vulnerability in Semi-arid Development." *Natural Resources Forum* 13 (4): 258–267.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2009. *How to Feed the World in 2050*. Rome.
- . 2011a. *Food Security Data and Definitions*. Consulté le 17 janvier. www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/ess-fadata/en.
- . 2011b. *The State of Food Insecurity in the World 2011*. Rome.
- . 2011c. *State of the World's Forests*. Rome.
- . 2012. *Adapting Agriculture to Climate Change*. Consulté le 7 août. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj982e/aj982e02.pdf>.
- Farooq, M., K. H. M. Siddique, H. Rehman et T. Aziz. 2011. "Rice Direct Seeding: Experiences, Challenges, and Opportunities." *Soil and Tillage Research* 111 (2): 87–98.
- Foresight. 2011. *The Future of Food and Farming*. Londres : The Government Office for Science.
- Greeley, M. 1982. "Editorial" and "Farm-level Post-harvest Food Losses: The Myth of the Soft Third Option." *IDS Bulletin* 13, No. 3. Sussex, Royaume-Uni : Institute of Development Studies.
- Gustavsson, J., C. Cederberg et U. Sonesson. 2011. *Global Food Losses and Food Waste: Extent, Causes, and Prevention*. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.pdf>.
- Headley, D., A. Chiu et S. Kadiyala. 2011. *Agriculture's Role in the Indian Enigma : Help or Hindrance to the Undernutrition Crisis?* IFPRI - Document de travail 1085. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Huang, J. 2012. "Feeding Growing Food Demand in China." Présentation lors de la conférence "Growing Food: New Places, New Technologies," Johns Hopkins University School of Advanced International Studies, Washington, 17 avril.
- IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires). 2001. IFPRI-SubNIAPP (unpublished household data set, southern Vietnam). Washington.
- IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires)/Welthungerhilfe/Concern. 2007. *The Challenge of Hunger 2007: Global Hunger Index: Facts, Determinants, and Trends*. Washington, Bonn et Dublin.
- IGME (Inter-agency Group for Child Mortality Estimation). 2011. *CME Info Database*. New York. www.childmortality.org/index. [Extrait et actualisé du rapport GHI 2011.]
- IIPS (International Institute for Population Sciences) and Macro International. 2007. *National Family Health Survey (NFHS-3), 2005–06 : Inde*. Vol. 1. Mumbai : IIPS.
- Joshi, S. 2012. Reproductive Health and Economic Development: *What Connections Should We Focus On? Research Brief*. Washington, DC : Population Reference Bureau.
- Kadiyala, S. et P. Menon. 2012. "Need to Assess the Efficacy of

- Programmes to Fight Undernutrition.” *The Economic Times*, 11 février.
- Kadiyala, S., P. K. Joshi, S. Mahendra Dev, T. Nanda Kumar et V. Vyas. 2012. “A Nutrition Secure India: Role of Agriculture.” *Economic and Political Weekly* 47 (8): 21–25.
- Kammen, D. M. 2006. “Bioenergy in Developing Countries: Experiences and Prospects.” Dans *Bioenergy and Agriculture: Promises and Challenge*. 2020 Focus 14. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Legros, G., I. Havet, N. Bruce, S. Bonjour, K. Rijal, M. Takada et C. Dora. 2009. *The Energy Access Situation in Developing Countries: A Review Focusing on the Least Developed Countries and Sub-Saharan Africa*. New York et Genève : Programme des Nations Unies pour le développement et Organisation mondiale de la santé.
- Marenya, P., E. Nkonya, W. Xiong, J. Deustua et E. Kato. 2012. “Which Policy Would Work Better for Improved Soil Fertility Management in Sub-Saharan Africa, Fertilizer Subsidies or Carbon Credits?” *Agricultural Systems* 110: 162–172.
- Martin, W. J., R. I. Glass, J. M. Balbus et F. S. Collins. 2011. “A Major Environmental Cause of Death.” *Science* 334 (6053): 180–181.
- MEASURE DHS. 2012. *Demographic and Health Surveys*. Calverton, MD, USA. www.measuredhs.com/.
- Melbach, G. 2012. *Increasing Pressure for Land : Implications for Rural Livelihoods and Development Actors : A Case Study in Sierra Leone*. Bonn : Welthungerhilfe.
- Millennium Ecosystem Assessment. 2005a. *Living Beyond Our Means: Natural Assets and Human Well-Being*. Washington : Island Press.
- . 2005b. *Ecosystems and Human Well-being: Biodiversity Synthesis*. Washington: World Resources Institute.
- Minoiu, C. et O. N. Shemyakina. 2012. *Armed Conflict, Household Victimization, and Child Health in Côte d'Ivoire*. Working Paper 245. Palma de Mallorca, Espagne : Society for the Study of Economic Inequality.
- Moraes, M., C. Ringler et X. Cai. 2011. “Policies and Instruments Affecting Water Use for Bioenergy Production.” *Special Issue: Bioenergy and Water. Biofuels, Bioproducts and Biorefining* 5 (4): 431–444. <http://dx.doi.org/10.1002/bbb.306>.
- Naandi Foundation. 2011. *Fighting Hunger and Malnutrition: The HUNgAMA Survey Report 2011*. Hyderabad, Inde.
- Nelson, G. C., A. Palazzo, C. Ringler, T. Sulser and M. Batka. 2009b. *The Role of International Trade in Climate Change Adaptation*. Issue Brief No. 4. Genève et Washington: International Centre for Trade and Sustainable Development International Food & Agricultural Trade Policy Council. <http://www.agritrade.org/documents/IssueBrief4.pdf>.
- Nelson, G. C., M. W. Rosegrant, J. Koo, R. Robertson, T. Sulser, T. Zhu, C. Ringler, S. Msangi, A. Palazzo, M. Batka, M. Magalhaes, R. Valmonte-Santos, M. Ewing et D. Lee. 2009a. *Climate Change: Impact on Agriculture and Costs of Adaptation. Food Policy Report*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Nelson, G. C., M. W. Rosegrant, A. Palazzo, I. Gray, C. Ingersoll, R. Robertson, S. Tokgoz, T. Zhu, T. B. Sulser, C. Ringler, S. Msangi et L. You. 2010. *Food Security, Farming, and Climate Change to 2050: Scenarios, Results, Policy Options*. Washington: Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. DOI <http://dx.doi.org/10.2499/9780896291867>.
- Nkonya, E., N. Gerber, J. von Braun et A. De Pinto. 2011. *Economics of Land Degradation: The Costs of Action versus Inaction*. IFPRI Issue Brief 68. Washington: Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Omilola, B., M. Yade, J. Karugia et P. Chilonda. 2010. *Monitoring and Assessing Targets of the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) and the First Millennium Development Goal (MDG) in Africa*. ReSAKSS (Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System) Working Paper No. 31. Washington: Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. http://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/2431/RESAKSS_WP31.pdf?sequence=1.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). 2012. *Global Database on Child Growth and Malnutrition*. www.who.int/nutgrowthdb/database/countries/en/index.html.
- ONU (Nations Unies). 2011. *World Population Prospects: The 2010 Revision*. New York : Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, Division de la Population. http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_indicators.htm.
- ONUSIDA (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida). 2010. *Global Report: UNAIDS Report on the Global AIDS Epidemic 2010*. Genève.
- Oxfam. 2012. *Haiti: The Slow Road to Reconstruction: Two Years after the Earthquake*. Washington.
- Ozkaynak, B., L. Pinter, D. P. van Vuuren, L. Bizikova, V. Christensen, M. Floerke, M. Kok, P. Lucas, D. Mangalagu, R. Alkemade, T. Patterson, J. Shilling, D. Swanson, A. Bassi, F. Feldmann, J. Jäger, W. Ochoła, W. Qu, K. Ramakrishna, C. Ringler, P. Ertor et N. Pervushina. 2012. “Scenarios and Sustainability Transformation.” Dans *GEO-V (Global Environment Outlook): Environment for the Future We Want*. Malte : Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.unep.org/geo/geo5.asp>.
- Pandey, S. et L. Velasco. 2005. “Trends in Crop Establishment

- Methods in Asia and Research Issues." Dans *Rice Is Life: Scientific Perspectives for the 21st Century*, edited by K. Toriyama, K. L. Heong et B. Hardy. Compte rendu de la conférence World Rice Research, Tsukuba, Japon, 4–7 Novembre, 2004. Los Baños, Philippines et Tsukuba, Japon : International Rice Research Institute et Japan International Research Center for Agricultural Sciences.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2008. Rapport interne avec des données de DIGESTYC, EHPM, 2003 et MAG, División de Información de Mercado, mai 06–janvier 08. San Salvador, El Salvador.
- Parry, M., A. Evans, M. W. Rosegrant et T. Wheeler. 2009. *Climate Change and Hunger: Responding to the Challenge*. Rome, Washington, New York, Londres et Reading, Royaume-Uni. Programme alimentaire mondial, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York, Grantham Institute du College Imperial de Londres et Walker Institute de l'Université de Reading.
- Pimentel, D. 2006. *Impacts of Organic Farming on the Efficiency of Energy Use in Agriculture*. Boulder, CO: Organic Center. http://organic.insightd.net/reportfiles/ENERGY_SSR.pdf.
- Reardon, T., K. Chen et B. Minten. Forthcoming. *The Quiet Revolution in Staple Food Value Chains in Asia: Enter the Dragon, the Elephant, and the Tiger*. Manille : Banque asiatique de développement.
- Ringler, C., A. Biswas et S. A. Cline, eds. 2010. *Global Change: Impact on Water and Food Security*. Berlin : Springer.
- Ringler, C., T. Zhu, S. Gruber, R. Treguer, A. Laurent, L. Addams, N. Cenacchi et T. Sulser. 2011. "Sustaining Growth via Water Productivity: Outlook to 2030/2050." Mimeo, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington.
- Rosegrant, M. W. 2008. "Biofuels and Grain Prices: Impacts and Policy Responses." Testimony for the US Senate Committee on Homeland Security and Governmental Affairs, 7 mai. <http://www.ifpri.org/publication/biofuels-and-grain-prices>.
- Rosegrant, M. W., C. Ringler, S. Msangi, T. Sulser, T. Zhu et S. A. Cline. 2008b. *International Model for Policy Analysis of Agricultural Commodities and Trade (IMPACT): Model Description*. Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/impactwater.pdf>.
- Rosegrant, M. W., C. Ringler et T. Zhu. 2009. "Water for Agriculture: Maintaining Food Security under Growing Scarcity." *Annual Review of Environmental Resources* 34: 205–222. <http://arjournals.annualreviews.org/eprint/T6e4KXUcGtcSNwJxd6pE/full/10.1146/annurev.environ.030308.090351>
- Rosegrant, M. W., E. Nkonya et R. A. Valmonte-Santos. 2009. "Food Security and Soil Water Management." *Encyclopedia of Soil Science* 1: 1–4.
- Rosegrant, M. W., S. Tokgoz et P. Bhandary. 2012. "Future of the Global Food Economy." Mimeo, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington.
- Rosegrant, M. W., T. Zhu, S. Msangi et T. Sulser. 2008a. "Global Scenarios for Biofuels: Impacts and Implications." *Review of Agricultural Economics* 30 (3): 495–505.
- Rosegrant, M. W., X. Cai et S. A. Cline. 2002. *World Water and Food to 2025: Dealing with Scarcity*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Rosen, S., B. Meade, S. Shapouri, A. D'Souza et N. Rada. 2012. *International Food Security Assessment, 2012–2022*. Washington: United States Department of Agriculture, Economic Research Service.
- Runge, C. F., B. Senauer, P. G. Pardey et M. W. Rosegrant. 2003. *Ending Hunger in Our Lifetime*. Baltimore MD: Johns Hopkins University Press.
- SAGCOT (Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania). 2012. About Us. <http://www.sagcot.com/about-us/what-is-sagcot/>.
- Samarage, S. M. 2006. "Health Care System: Sri Lanka." Résumé présenté au "Migration and Human Resources for Health: From Awareness to Action," Genève, 23–24 mars.
- Searchinger, T., R. Heimlich, R. A. Houghton, F. Dong, A. Elobeid, J. Fabiosa, S. Tokgoz, D. Hayes et T.-H. Yu. 2008. "Use of US Croplands for Biofuels Increases Greenhouse Gases through Emissions from Land-Use Change." *Science Express* 319: 1238–1240.
- SLIEPA (Sierra Leone Investment and Export Promotion Agency). 2012a. "Be Part of the New Sierra Leone." <http://www.sliepa.org/why-sierra-leone>. Consulté le 19 juillet.
- . 2012b. "Investment Opportunities in Sectors with High Growth Potential." <http://www.sliepa.org/investment>. Consulté le 19 juillet.
- Stavins, R. N. 2005. "Experience with Market-based Environmental Policy Instruments." Dans *Handbook of Environmental Economics*, edited by K. G. Mäler and J. R. Vincent. Volume 1. Amsterdam : Elsevier.
- Tokgoz, S. et M. W. Rosegrant. 2011. "Population Pressures, Land Use, and Food Security in the Least Developed Countries: Results from the IMPACT Model." Mimeo, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, Washington.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2012a. *Childinfo Statistics on Child Nutrition*. Consulté le 7 août. www.childinfo.org/undernutrition_nutritional_status.php.

- . 2012b. *The State of the World's Children 2012*. New York.
- . 2012c. Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS). Consulté le 7 août. www.childinfo.org/mics_available.html.
- USDA (United States Department of Agriculture). 2006. "Agriculture and Rural Communities Are Resilient to High Energy Costs." *Amber Waves*, Avril. Washington.
- van den Boom, B. 2011. "Analysis of Poverty in Mozambique: Household Poverty Status, Child Malnutrition and Other Indicators 1997, 2003, 2009." Mimeo, Centre for World Food Studies, Amsterdam.
- Victora, C. G., L. Adair, C. Fall, P. C. Hallal, R. Martorell, L. Richter, H. Singh Sachdev, for the Maternal and Child Undernutrition Study Group. 2008. "Maternal and Child Undernutrition: Consequences for Adult Health and Human Capital." *The Lancet* 371 (9609): 340–357.
- von Braun, J. 2007. "When Food Makes Fuel: Promises and Challenges of Biofuels for Developing Countries and for Food Security of the Poor." Présentation à la Conférence Crawford Fund "Biofuels, Energy, and Agriculture: Powering towards World Food Security?" Canberra, Australie, 15 août.
- von Braun, J., M. Ruel et A. Gulati. 2008. *Accelerating Progress toward Reducing Child Malnutrition in India: A Concept for Action*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- von Grebmer, K., H. Fritschel, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, R. Pandya-Lorch et Y. Yohannes. 2008. *Global Hunger Index: The Challenge of Hunger 2008*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- von Grebmer, K., B. Nestorova, A. Quisumbing, R. Fertziger, H. Fritschel, R. Pandya-Lorch et Y. Yohannes. 2009. 2009 *Global Hunger Index: The Challenge of Hunger : Focus on Financial Crisis and Gender Inequality*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- von Grebmer, K., M. Torero, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, D. Wiesmann, Y. Yohannes, L. Schofield et C. von Oppeln. 2011. *2011 Global Hunger Index: Le défi de la faim : Maîtriser les chocs et la volatilité excessive des prix alimentaires*. Bonn, Washington et Dublin : Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- von Grebmer, K., M. T. Ruel, P. Menon, B. Nestorova, T. Olofinbiyi, H. Fritschel, Y. Yohannes, C. von Oppeln, O. Towey, K. Golden et J. Thompson. 2010. *2010 Global Hunger Index : Le défi de la faim : Objectif : Eradiquer la sous-alimentation infantile*. Bonn, Washington et Dublin :
- Deutsche Welthungerhilfe, Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires et Concern Worldwide.
- Wiesmann, D. 2004. *An International Nutrition Index: Concept and Analyses of Food Insecurity and Undernutrition at Country Levels*. Development Economics and Policy Series 39. Frankfurt am Main : Peter Lang.
- . 2006a. *2006 Global Hunger Index: A Basis for Cross-Country Comparisons*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- . 2006b. *A Global Hunger Index: Measurement Concept, Ranking of Countries, and Trends*. Food Consumption and Nutrition Division Document de travail 212. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- Wiesmann, D., J. von Braun et T. Feldbrügge. 2000. *An International Nutrition Index: Successes and Failures in Addressing Hunger and Malnutrition*. ZEF Discussion Papers on Development Policy No. 26. Bonn, Allemagne : Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF) [Center for Development Research].
- Wiesmann, D., L. Weingärtner et I. Schöninger. 2006. *The Challenge of Hunger: Global Hunger Index: Facts, Determinants, and Trends*. Bonn et Washington : Deutsche Welthungerhilfe et Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires.
- WRI (World Resources Institute). 2010. *Climate Analysis Indicators Tool Version 7.0*. Washington.

PARTENAIRES



A propos de l'IFPRI

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI®) a été créé en 1975. Sa mission vise à développer des solutions de politique

publique, afin de réduire la pauvreté dans les pays en développement, permettre la sécurité alimentaire, améliorer la santé et la nutrition, et promouvoir le développement agricole environnemental. Afin d'atteindre ces objectifs, l'institut se concentre sur la recherche ainsi que le renforcement des capacités et la communication politique. Il travaille en lien étroit avec les instituts de recherche agricole et de nutrition nationaux, ainsi que les réseaux régionaux dans les pays en développement. L'Institut anime également un dialogue large afin que les nouvelles vues scientifiques issues de ses recherches soient intégrées dans les politiques agricoles et alimentaires, et permettent de sensibiliser le public sur les thèmes de la sécurité alimentaire, la pauvreté, et la protection environnementale.

L'IFPRI est membre du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (www.cgiar.org).



Notre identité - Qui nous sommes

Concern Worldwide est la plus importante ONG irlandaise, engagée dans la réduction de la souffrance et l'éradication de la

pauvreté extrême. Nous travaillons dans 25 des pays les plus pauvres du monde, grâce à 3100 personnels engagés et compétents.

Notre mission – Ce que nous faisons

Notre mission vise à aider les personnes vivant dans une pauvreté extrême à connaître des améliorations importantes qui dureront et se développeront sans le soutien constant de Concern Worldwide. Ainsi, Concern Worldwide travaille directement avec les populations pauvres, mais également des partenaires locaux et internationaux qui partagent notre vision, afin de créer des sociétés justes et pacifiées, où les populations pauvres peuvent exercer leurs droits fondamentaux. Pour remplir cette mission, nous nous engageons dans des activités de développement de long terme, nous répondons aux situations d'urgence, et nous cherchons à nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté via un travail d'éducation au développement et le plaidoyer.

Notre vision – Le changement

Un monde où personne ne vit dans la pauvreté, la peur ou l'oppression ; où nous avons tous accès à des conditions de vie décentes, et des opportunités et choix essentiels pour permettre une vie longue, saine et créative ; un monde où tout le monde est traité dans la dignité et le respect.



Notre vision : tous les peuples du monde exercent librement leur droit à l'autodétermination dans la dignité et la justice – sans être victimes de la faim et de la pauvreté.

Qui sommes-nous ?

Welthungerhilfe a été fondée en 1962 dans le cadre du mouvement pionnier « campagne de libération de la faim » sous l'ombrelle de la FAO. Aujourd'hui, Welthungerhilfe est l'une des ONG allemandes les plus importantes, indépendante et largement ancrée dans la société civile par son réseau d'organisations membres, de bailleurs et de supporters.

Nos buts

Nous faisons campagne pour la sécurité alimentaire de tous, partout, pour le développement rural et la préservation des ressources naturelles. Nous sommes convaincus de la force des rêves, qui motivent les gens et sont des instruments politiques forts afin d'améliorer les conditions de vie des populations pauvres et mal nourries et garantir notre futur commun. Ceci nous incite à lier nos partenaires en Allemagne avec nos pays d'intervention au sein d'un réseau global dynamique, afin que la coopération dans le développement devienne une expérience partagée.

Notre travail

Nous permettons aux gens des pays en développement de prendre le contrôle de leur vie aujourd'hui et pour l'avenir. Nos années d'expérience internationale en tant qu'organisation d'aide allemande nous ont permis de développer des expériences réussies en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Nous sommes également actifs dans des campagnes politiques afin de changer les conditions qui mènent à la faim et la pauvreté. Nous mobilisons la population allemande autour de notre vision.

Notre approche

Notre conception globale est basée sur la qualité, les résultats et l'impact. Nos activités varient de la réponse d'urgence aux catastrophes à des projets de reconstruction et de développement de long terme. Nous travaillons d'égal à égal avec les populations touchées ; nous nous basons sur notre compétence, notre sérieux et notre transparence. Nous soutenons nos organisations partenaires dans nos pays d'intervention, en permettant que ces structures soient renforcées à la base et en garantissant ainsi le succès durable de nos projets.



Qui sommes-nous ?

Lancée en 2008, Convergences 2015 est la première plateforme de réflexion en Europe destinée à établir de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés et solidaires pour promouvoir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et lutter contre la pauvreté et la précarité dans les pays du Nord et du Sud.

Convaincu de la nécessaire mobilisation de tous les acteurs pour co-construire les solutions aux défis contemporains, Convergences 2015 est une plateforme de réflexion multidisciplinaire : le think-tank regroupe 200 organisations partenaires issues des secteurs privé, public et solidaire.

Réunis en groupes de travail, les partenaires de Convergences 2015 apportent leur expertise et expérience pour nourrir une réflexion collaborative sur les solutions de parvenir à un développement inclusif et durable. Convergences 2015 travaille ainsi dans les domaines des partenariats intersectoriels, la microfinance, l'économie sociale et solidaire, l'entrepreneuriat social, la coopération internationale, et l'environnement.

Pour décroquer les secteurs, favoriser le dialogue et la synergie entre les acteurs, et faire naître des solutions innovantes, Convergences 2015 mène des activités de trois types : la réflexion – penser, débattre et produire de nouvelles idées ; le plaidoyer – promouvoir ces idées auprès des décideurs et du grand public ; l'action – encourager la mise en place de projets et partenariats innovants.

Chaque année, Convergences 2015 organise ainsi un rassemblement de grande ampleur – le Forum mondial pour des partenariats innovants dédiés aux Objectifs du millénaire. Le think-tank produit également des publications phares, telles que le Baromètre de la microfinance, le Baromètre de l'entrepreneuriat social et le Baromètre de la faim.

Construire des ponts et nouer des partenariats innovants entre les acteurs sociaux, économiques et institutionnels pour réduire la pauvreté et la précarité au Nord et au Sud et parvenir à une société plus responsable et solidaire, telle est la mission du think-tank Convergences 2015.



Qui sommes-nous ?

ACTED (Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement) est une ONG de solidarité internationale créée en 1993, qui a pour vocation de soutenir les populations vulnérables de par le monde et de les accompagner dans la construction d'un futur meilleur en apportant une réponse adaptée à des besoins précis. Les équipes d'ACTED interviennent dans 32 pays afin de faire face aux situations d'urgence, pour soutenir les projets de réhabilitation et accompagner les dynamiques de développement.

ACTED vient en aide aux populations touchées par les crises grâce à une approche à la fois globale et locale, multidisciplinaire et adaptée à chaque contexte. En assurant le lien entre Urgence, Réhabilitation et Développement, les équipes d'ACTED garantissent que les interventions effectuées en temps de crise soient utiles et pérennes, car seul un soutien sur le long terme - en demeurant sur place après l'urgence et en impliquant les communautés - permet de rompre le cycle de la pauvreté et d'accompagner les populations sur la voie du développement.

Pour ce faire, nos équipes sur le terrain (Afghanistan, Cambodge, Côte d'Ivoire, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Liban, Libye, Mali, Myanmar, Nicaragua, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, République Centrafricaine, République du Congo, RDC, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Territoires Palestiniens occupés, Vietnam, Yémen, Zimbabwe) interviennent sur plus de 340 programmes dans les secteurs suivants : aide humanitaire d'urgence, sécurité alimentaire, promotion de la santé, éducation et formation, développement économique, microfinance, soutien institutionnel et dialogue régional, promotion culturelle.

Fort de son expérience au plus près des besoins et des situations auprès des communautés vulnérables à travers le monde, ACTED contribue aujourd'hui à l'agenda international en faveur des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Associée à de nombreux partenaires français, européens et internationaux, ACTED s'engage pour promouvoir et développer des approches et des initiatives innovantes, les principes humanitaires, les nouvelles solidarités et des convergences entre opérateurs privés, acteurs publics et ONG du Nord et du Sud sur des thèmes tels que la microfinance et le social business, l'accès durable au revenu, la prévention et réduction des catastrophes, la promotion de la gouvernance locale, l'évaluation et l'aide à la coordination de l'urgence humanitaire, la culture et le développement, le développement durable, l'accès à la santé dans le continuum humanitaire, la sécurité alimentaire, etc.

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de

Président et Secrétaire général :

Dr. Wolfgang Jamann

International Food Policy Research Institute (IFPRI)**Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires**

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, Etats-Unis
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Directeur général :

Dr. Shenggen Fan

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1 417 7700
Fax +353 1 475 7362
www.concern.net

Président :

Tom Arnold

ACTED / Convergences 2015

33 rue Godot de Mauroy
75009 Paris, France
Tel. +33 (0) 1 42 65 33 33
www.acted.org
www.convergences2015.org

Déléguée générale :

Marie-Pierre Caley

Editeurs :

Constanze von Oppeln, Claudia Rommel, Klaus von Grebmer, Olive Towey,
Adrien Tomarchio, Marie-Charlotte Henrion, Paul Duke

Conception, mise en page et production :

muehlhausmoers corporate communications gmbh, Cologne, Germany
Tobias Heinrich, Pascal Schöning
Version française : ACTED

Traduction :

Antonia Estrada et Anna Postel (Fuego Translations)

Impression :

Imprimerie Nouvelle, France

Auteurs :

IFPRI : Klaus von Grebmer (Directeur, Division de la Communication), Claudia Ringler (Directrice adjointe, Environment and Production Technology Division), Mark W. Rosegrant (Directeur, Environment and Production Technology Division), Tolulope Olofinbiyi (Analyste), Doris Wiesmann (Consultant indépendant), Heidi Fritschel (Rédacteur), Ousmane Badiane (Directeur, Afrique), Maximo Torero (Directeur, Division des marchés, du commerce et des institutions), et Yisehac Yohannes (Analyste)

Concern Worldwide : Jennifer Thompson (Chargée de plaidoyer, Faim)

Welthungerhilfe : Constanze von Oppeln (Politiques d'aide et de sécurité alimentaire)

Green Scenery : Joseph Rahall (Directeur)

ISBN version originale :

978-0-89629-942-9

ISBN version française :

978-0-89629-945-0

DOI version française :

<http://dx.doi.org/10.2499/9780896299450>

Traduit avec la permission de l'International Food Policy Research Institute www.ifpri.org. L'organisation éditrice en France (ACTED) est responsable de la qualité et de l'exactitude de la traduction en français. La version originale en anglais est disponible à l'adresse suivante DOI : <http://dx.doi.org/10.2499/9780896299429>

Crédits photographiques :

Couverture : Imagechina/Corbis, China, Chongqing Municipality, a Chinese farmer shouldering empty buckets walks across dried-up fields to seek water during a drought in Magou village, Anwen town, Qijiang county, 2011 ; page 2 : Brockmann/Welthungerhilfe, Kenya, Boreholes and dried-up water reservoirs in Chifri – Renovation of the water reservoirs by the Welthungerhilfe, 2011 ; page 6 : Pilar/Welthungerhilfe, South Sudan, Nyamlel, children fetch water at a water pump with Welthungerhilfe canisters in a settlement in Nyamlel ; page 10 : Böthling/Welthungerhilfe, India, Purulia, Millenniumsdorf Gandhiji Songha : Rice cultivation with the SRI method to intensify rice production and increase yields with less water consumption, 2008 ; page 22 : Lohnes/Welthungerhilfe, Indonesia, Simeulue, Farmer Jamil prepares his rice field with a two-wheel tractor close to the village Leubang Hulu on the island Simeulue (Aceh/Indonesia) on 16.11.06. The tractor was a donation from the German Welthungerhilfe with the aim to improve the livelihood and income of the farmer, 2006 ; page 34 : Desmarowitz/Welthungerhilfe, Sierra Leone, Ngeihun, Cocoa Farmers Cooperative “Millennium Cocoa Growers” in Ngeihun, Finda, wife of the cocoa farmer Tamba Kaitongay produces palm oil, important for feeding her family and generating own income, 2008 ; page 41 : Jennifer Thompson/Concern, Tanzania, a completed certificate of customary right of occupancy, 2012 ; page 45 : Jennifer Thompson/Concern, Tanzania, Iringa, Anna Mdeka holding her copy of her CCRO, Luganga Village, Pawaga Division, 2012 ; page 46 : Creutzmann/Welthungerhilfe, Cuba, Havana, urban agriculture of the German Welthungerhilfe in Alamar, quarter of Havana, irrigation of the plants which were cultivated in seedling trays in the greenhouse, 2006 ; Portraits : The portraits were taken by staff from Welthungerhilfe and Concern Worldwide. Avec le soutien de Corbis.

Commentaire :

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur les cartes de ce rapport ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou l'expression d'un soutien officiel de la part de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.



Scannez ce code pour accéder
à la page du GHI 2012
[http://www.ifpri.org/publication/
2012-global-hunger-index](http://www.ifpri.org/publication/2012-global-hunger-index)



FOOD RIGHT NOW est une campagne européenne d'éducation au développement sur les problématiques de la faim et de l'insécurité alimentaire menée par l'Alliance2015 et soutenue par l'Union européenne.

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Str. 1
53173 Bonn, Germany
Tel. +49 228-22 88-0
Fax +49 228-22 88-333
www.welthungerhilfe.de

**International Food Policy
Research Institute**

2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Tel. +1 202-862-5600
Fax +1 202-467-4439
www.ifpri.org

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Ireland
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net

**ACTED
Convergences 2015**

33 rue Godot de Mauroy
75009, Paris, France
Tel. +33 1-42-65-33-33
www.acted.org
www.convergences2015.org

